



HAL
open science

L'industrie de la sécurité privée, acteur de production de l'espace urbain à Johannesburg

Samuel Giraut

► **To cite this version:**

Samuel Giraut. L'industrie de la sécurité privée, acteur de production de l'espace urbain à Johannesburg. Géographie. 2020. dumas-03143164

HAL Id: dumas-03143164

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03143164>

Submitted on 16 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'industrie de la sécurité privée, acteur de production de l'espace urbain à Johannesburg



Sous la direction de :

Céline VACCHIANI-MARCUZZO, Maître de conférences en géographie à l'université de Reims Champagne-Ardenne, directrice-adjointe de l'UMR Géographie-cités.

Deuxième jury :

Yann CALBÉRAC, Maître de conférences à l'université de Reims Champagne-Ardenne, membre du Centre de Recherche Interdisciplinaire sur les Modèles Esthétiques et Littéraires (CRIMEL).

Remerciements

Ce mémoire a été soutenu le 25 juin 2020 à l'université de Reims Champagne-Ardenne dans le cadre d'un Master 1 en géopolitique. Je veux, dans un premier temps, remercier ma directrice de mémoire Céline Vacchiani-Marcuzzo pour son soutien envers mon initiative de terrain et de recherche en général. Je remercie également toute l'équipe pédagogique, plus particulièrement Stéphane Rosière et Clotilde Bonfiglioli pour la direction et la coordination de ce master, mais également Yann Calbérac, deuxième jury de mon mémoire. Je remercie mes parents et mes deux sœurs sans qui tout cela n'aurait jamais été possible, je remercie Maria Vermathen pour son amour inconditionnel et son soutien sans faille.

Je remercie l'équipe de l'IFAS pour son accueil chaleureux et sa grande disponibilité à mon égard. Tout particulièrement je veux dire merci à Dostin Lakika et Sophie Duluc. Arrivé à Maboneng, je remercie toute la communauté qui a pris un moment pour converser avec ou sans entretien à la clé. Notamment je remercie Ernest Garry Grant et tout son groupe pour m'avoir introduit à leur coin de rue. Je remercie Vuzi, Bertrand, Samora, Chann et Neo, Endlovo, l'équipe de Curiosity, et tous ceux qui m'ont ouvert les portes du *precinct*. Je remercie Gav pour cette soirée à Melville. Je remercie Treuil et Michel pour m'avoir accueilli à Durban en toute sympathie. Je remercie Brij Maharaj, Michael Sutcliffe et Sarah Charlton pour m'avoir accordé un petit peu de leurs temps si précieux. Je remercie d'une manière générale tous mes enquêtés qui ont eu à subir mon accent français.

Merci à tous d'avoir été et d'être là.

Introduction

Contextes et conceptualisation du sujet

La destination de Johannesburg fait frémir dans les imaginaires occidentaux comme sud-africains. Arrivé sur mon terrain, pourtant déjà pratiqué, des questions relatives à la sécurité me parcourent. Il s'agit de planifier, pour que jamais l'imprévu ne survienne. Les avertissements entendus ici ou là reviennent « C'est une ville dure », « As-tu une arme ? Veux-tu en acheter une ? », « Ce n'est pas mal, c'est pire que cela ! », « C'était bien autrefois... »¹. Certains *Boers* ne manquent pas de sarcasmes pour qualifier un paradis perdu. Johannesburg est dans un perpétuel processus de renouvellement culturel et démographique, perçu par certains comme produisant une cité à l'altérité dangereuse. La ville de Johannesburg se déploie selon des espaces archipels, des îlots d'urbanisation, répartis de part et d'autre de routes et larges voies selon des logiques qui semblent propres à chaque île. Îles urbaines tantôt vertes, pour les banlieues les plus nanties, tantôt rouge brique, pour les townships. Les « décors de théâtre »² (Guillaume, 2001, p. 5) de l'apartheid sont toujours là mais évoluant selon les lois de l'urbanisation et du marché immobilier propre au capitalisme et à la ségrégation sociale.

*« L'industrie sécuritaire est un domaine qui est vraiment en vogue ici en Afrique du Sud »
(entretien Dostin Lakika, 2020).*

C'est ce constat sans appel, même après une pratique minime des espaces urbains sud-africains, qui saisit en premier lieu l'œil du touriste international, met en alerte les sens du citadin et du pratiquant quotidien de la ville, et capte l'attention du géographe et de l'urbaniste. C'est une rencontre sur le vif avec un « entrepreneur de la violence »³ (Maccaglia, Matard-Bonucci, 2014), qui a motivé ma volonté de compréhension de l'impact localisé des formes de sécurisation de l'espace privatisé sud-africain. La sécurité privée a une capacité à investir le paysage et le fonctionnement urbain et leur perception, à catalyser les représentations et émotions pour produire une urbanité si loin du « rêve arc-en-ciel » (Jacobs, 2006), C'est un agent essentiel de la fabrique urbaine de la Johannesburg contemporaine. Avec plus de 5,7 millions d'habitants selon une

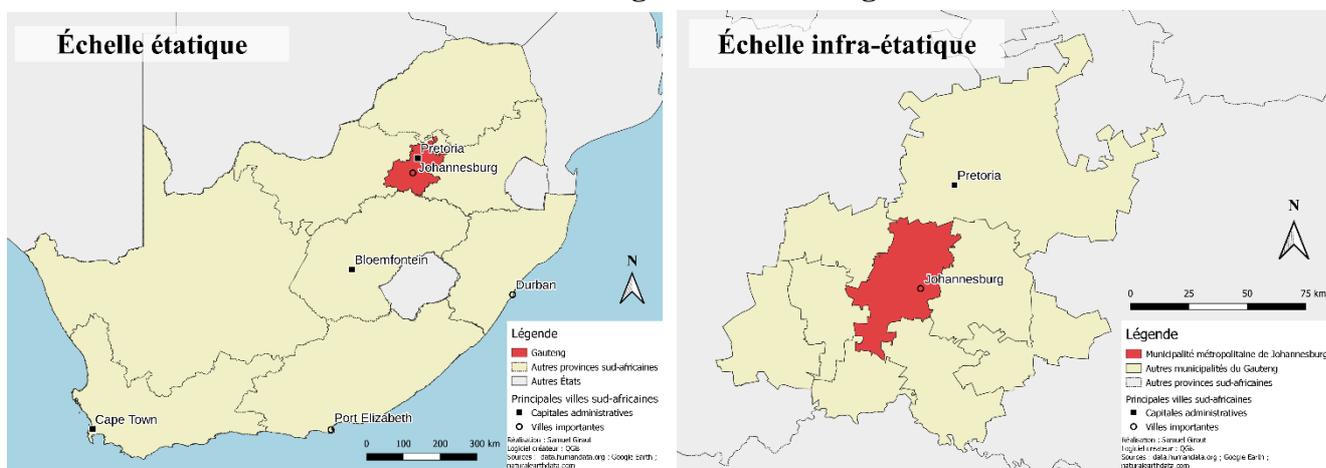
¹ Extrait d'une conversation informelle avec un groupe d'ouvriers revenant d'un chantier naval dans le sud de la France, effectué le 13 février 2020. *"It's a tuff city", "do you have a gun?", "it's not bad, it's worse than that!", "it used to be good..."*

² De son expérience d'arrivée sur le terrain Phillippe Guillaume relate : « Le contact au sol est plus troublant : la métropole apparaît alors dans ses contrastes et dans sa complexité, ses paysages sont bruts, presque caricaturaux, semblant se dresser comme autant de **décors de théâtre**. » (Guillaume, 2001, p. 5)

³ Les entrepreneurs de la violence font écho aux « entreprises de violences » lesquels sont définis comme ceci par le sociologue Vadim Volkov : « La principale fonction des entreprises de violences, qu'elles soient légales ou illégales, consiste dans le « partenariat imposé » : à savoir l'usage réel ou potentiel, de la part d'un groupe organisé, de la force, afin de maintenir certaines des conditions institutionnelles des activités commerciales, comme la sécurité, l'application des contrats, le règlement des conflits et la garantie des transactions. » (Volkov, 2000, p. 1)

estimation de 2019, Johannesburg est la première ville d’Afrique du Sud⁴. Cette mégapole est *de facto* la capitale économique de l’Afrique du Sud (Guinard, 2015, §1 ; Gervais-Lambony, 1997). Depuis 2000, sa municipalité métropolitaine élargie, comprend désormais les régions administratives du Midrand au nord jouissant jusqu’alors d’une quasi-indépendance. Le principe de « *one city* » (Gervais-Lambony, 1997, p. 125), qui prend administrativement forme par le concept « *d’unicity* » (Gbaffou, Fabiyi, Peyroux, 2009, p. 453) a pour fondement d’unir l’aire urbaine et de dé-ségréguer son bâti en faisant table rase d’une subdivision antérieure en 11 régions administratives, mais en restant distincte des municipalités de Pretoria et de l’East Rand avec lesquelles elle forme une très vaste conurbation dans la province du Gauteng.

Carte 1 et 2 : Le Gauteng dans l’Afrique du Sud et la municipalité métropolitaine de Johannesburg dans le Gauteng



Réalisation : Samuel Giraut, 2020

« L’apartheid se voit d’avion », écrivait Michel Foucher dès 1985 (Guillaume, 2001, p. 5), c’est pourquoi la transition postapartheid sud-africaine a nécessité un vaste re-fondement administratif la visibilité d’un espace normé par la ségrégation n’en restant cependant pas moins vrai aujourd’hui. Si le budget de la municipalité métropolitaine est désormais destiné à l’ensemble des localités constitutives de la ville, les structures urbaines de la « séparation », ont systématisée durablement la ségrégation spatiale (Gervais-Lambony, 1997, p. 49). Ces dernières sont toujours prégnantes dans le nouvel espace métropolitain. Depuis la fin de l’apartheid et l’avènement d’une nouvelle mondialisation, Johannesburg est une « ville monde » (Lefranc, 2004 ; Satel, 2012), au cœur du sous-continent de l’Afrique australe, elle se relie au monde par son aéroport. La ville de l’or est centrale dans l’intégration de l’Afrique du Sud à une nouvelle globalisation (Gervais-Lambony, 2012, p. 47, p. 52). Bien qu’elle ne soit pas l’une des trois capitales de l’État sud-africain⁵, aux yeux des acteurs de la mondialisation dans le domaine des affaires ou de la culture

⁴ Le dernier chiffre officiel date du recensement national de 2011 et fait état de 4 434 827 habitants. Une estimation plus récente à près de 7,5 millions d’habitants permet de rendre compte de la supériorité démographique de la municipalité sur les autres grandes villes sud-africaines (WORLD POPULATION REVIEW, 2019).

⁵ Lesquelles sont Pretoria, Bloemfontein et Cape Town, villes où se répartissent les centres de pouvoir législatif, administratif et judiciaire.

ou des touristes internationaux désireux de visiter le parc national *Kruger*, ou de transiter vers l'océan Indien qui borde le littoral du KwaZulu Natal, elle est une ville étape obligatoire. Son slogan de « porte d'entrée sur l'Afrique⁶ » (Rogerson, 1996, p. 141 cité par Bénit-Gbaffou, Fabiyi, Peyroux, p. 104) exploite sa fonction de « vitrine » et de hub international d'un continent pour nombre d'investisseurs. Pour les visiteurs voulant se plonger dans l'histoire tumultueuse de l'Afrique du Sud, au travers de l'*Apartheid Museum*, comme pour les amateurs de jeux d'argent et de shopping, elle est un vaste réseau où la partition fonctionnelle des espaces est prégnante. Les touristes des pays du Nord évoluent et se projettent dans un ensemble d'îlots et d'agrégats de loisirs et d'hôtels ou de *backpackers*, entre lesquels la circulation se fait de manière planifiée, structurée et en considération des risques tels que ceux étalés dans les rubriques de conseils aux voyageurs. Les supporters des équipes nationales lors de la Coupe du monde de 2010 ont pu, pour partie d'entre eux, ne percevoir l'agglomération qu'en souterrain au fil du *Gautrain* construit pour l'occasion. Les autoroutes serpentent la métropole, joignant les faubourgs jouxtant le *central business district* (CBD). Ces infrastructures de transport survolent des ensembles résidentiels pour relier une multitude de noyaux urbains érigés par l'histoire et surtout par les dynamiques économiques, car à Johannesburg, « il n'existe pas de réel rapport entre centralité et ancienneté, du moins dans les paysages, ni de croissance concentrique à partir d'un noyau originel. » (Gervais-Lambony, 1997, p. 129). Pour les ruraux démunis, issus majoritairement des anciens bantoustans, comme pour les migrants d'Afrique australe et centrale, ainsi que les entrepreneurs asiatiques et européens, Johannesburg peut être perçue comme un lieu d'opportunité économique (Satel, 2012). Elle serait même la ville de tous les possibles. Mais pour tout résident permanent ou de passage elle peut être synonyme d'insécurité.

« *Johannesburg reste la ville du crime par excellence dans les représentations à la fois des Sud-Africains, mais aussi des touristes internationaux.* » (Oloukoi, 2015, p. 100).

L'histoire de la gestion de l'insécurité est tout aussi évolutive que l'histoire des conflictualités qui se matérialise dans le fractionnement des espaces urbains et ruraux durant les périodes d'apartheid comme de postapartheid. Selon Philippe Gervais-Lambony, c'est dans le cadre d'un « système économique profitable » (Gervais-Lambony, 2012, p. 5) que la minorité blanche a tenu à l'écart la majorité noire et métisse des lieux de la « ville européenne » sud-africaine (Gervais-Lambony, 1997). Mais le système économique et la gestion coloniale de la main d'œuvre nécessitait également de garder les populations noires au plus proche des populations blanches, et ce par le contrôle et la mise en place de structures urbanistiques de maintien de l'ordre, secondées par ce que Michel Foucault appelle des micros-pouvoirs (Foucault, 1975). C'est ainsi la logique de contrôle qui caractérise d'abord l'apartheid selon Fourchard (2018, p. 95, 97, 98, 101). La police politique de l'apartheid et l'utilisation du pouvoir coutumier dans la lutte contre les revendications démocratiques ont associé dans l'imaginaire collectif les fonctions régaliennes de l'État à des objectifs oppressifs. Les structures urbanistiques et d'aménagement urbain de l'apartheid se

⁶ Le slogan "*Gateway to Africa*" est la première chose que l'on peut entendre en atterrissant à l'aéroport international d'OR Tambo.

résument parfois à des espaces construits, incorporés à un système de communication, destinés à l'accès au travail et au retour vers les espaces d'ortoirs que sont *townships* et *hostels* (voir 2.1.1 et 2.2.1). Le tout est régulé par les micros-pouvoirs chargés de maintenir un ordre fonctionnel. À la fin de l'apartheid, la police sud-africaine avait acquis une telle autonomie, qu'elle en était perçue comme un danger pour l'État ; certains représentants de l'ANC pensant qu'elle pourrait même œuvrer en secret contre le nouveau gouvernement (Vircoulon, 2005). Le changement d'époque et la lente mutation des structures de pouvoir étatique vers un nouveau paradigme sécuritaire, ont mis en exergue la capacité limitée de l'Etat sur les questions de sécurité des personnes et des biens lors d'une période de transition (politique notamment). Ceci créant un nouvel essor de la criminalité, et une restructuration des milieux criminels eux-mêmes (voir le cas également de la transition post-soviétique en Russie, ou l'alternance politique au Mexique en 2000). Le crime lui-même touche de « nouveaux espaces ou change de nature » (Bénit-Gbaffou, 2009, p. 24). Avec l'entrée dans le postapartheid, et l'ouverture à des politiques ouvertement néo-libérales, on constate une montée inexorable des différences de revenus. En effet dès 1995, l'Afrique du Sud hérite du titre de pays le plus inégalitaire du monde selon l'indice de Gini appliqué aux revenus⁷ (Jacobs, 2006, p. 12), malgré les premières politiques bien réelles de résorption de l'habitat informel dans les périphéries et d'accès à certains services de base.

Dès le début des années 1990, la transformation d'une police politique en une police de service et d'utilité publique, l'affaiblit considérablement dans sa capacité à gérer une criminalité de la quotidienneté et une criminalité violente qui se développe dans le pas des violences politiques qui marquent la période de transition de 1990 à 1994 (14 000 morts dans les violences politiques à cette période selon les chiffres de l'*Apartheid Museum*). La peur s'empare également de la communauté blanche qui fait face à une démocratisation de la violence. Dans l'opinion publique, on parle d'une « vague de criminalité »⁸ débutée en 1994 (Vircoulon, 2005, p. 100) et qui depuis n'a cessé d'alimenter une course à la sécurité dans laquelle le marché fait loi. Car c'est dans cette période charnière que le recours à des entrepreneurs de la violence se fait massivement pour la part la plus aisée de la population, c'est la « peur généralisée du changement » (Ballard, 2005 cité par Angot, 2009, p. 167) qui participe à favoriser la sécurité privée aux dépens de la police. Elle se développe également parmi les classes socio-économiques beaucoup plus modestes, dont la forme

⁷ « L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique permettant de rendre compte du niveau d'inégalité pour une variable et sur une population donnée. » (*Insee*) Cet indice est compris entre 0 et 1, plus le chiffre est positif et se rapproche du maximum 1, plus les inégalités sont importantes. En 2014 l'indice GINI appliqué aux revenus est estimé à 0,63 pour l'Afrique du Sud soit la valeur la plus importante au monde (à titre indicatif, l'indice GINI de la France pour la même année est de 0,32) (BANQUE MONDIALE, 2014).

⁸ Thierry Vircoulon, dans son article *Quand la délinquance s'invite en politique : la politisation de la question criminelle dans la nouvelle Afrique du sud*, mentionne ce qui fût appelé la « crime wave » débutée dans les années 1990 en Afrique du Sud, celle-ci est décrite comme un phénomène médiatique qui se matérialise dans le réel. (Vircoulon, 2005, p. 100)

résidentielle des *townhouses*⁹ est aujourd'hui la matérialisation. On peut par conséquent lier historiquement la transition vers des services de police territorialisés. Ceux-ci répondent à une doctrine de « police de proximité » (pour renforcer un « certain autocontrôle ») (Bénit-Gbaffou, 2005, p. 55) faisant partie de la restructuration postapartheid. Le basculement d'une violence majoritairement politique vers une violence criminelle, mais également le transfert de nombreux éléments des forces militaires et policières du public vers le privé, poussés par le principe de « retranchement volontaire¹⁰ » (entretien Dostin Lakika, 2020), modifient profondément l'espace et ses structures et particulièrement l'espace urbain. Ces changements profonds et rapides aboutissent à « l'extraordinaire développement des formes visibles de sécurisation des espaces » (Bénit-Gbaffou, 2005, p. 53) que l'on connaît aujourd'hui en Afrique du Sud et particulièrement à Johannesburg.

La sécurité est un concept devenu fondamental dans les rapports sociaux. Elle est même décrite comme un besoin « anthropologique » par Henri Lefebvre (Lefebvre, 1968, p. 107). Elle est, dès sa conceptualisation par les Grecs, un concept polysémique. Pour les écoles du stoïcisme, de l'épicurisme ou encore du scepticisme, la sécurité renvoie à un état de plénitude et de sérénité qui transcende l'âme (Gros, 2012). C'est, par conséquent, une sérénité de l'âme et de l'être dont il est question au travers des premières utilisations de *securus* traduisant la sûreté (Rosière, 2007, p. 259). Le sens se transforme au fur et à mesure que la situation de danger se réfère au terme *securitas*, d'abord une sécurité que l'on intègre dans les rapports avec les dangers inhérents à la vie. C'est dans l'idéal utopique d'un statut de l'humanité absolument harmonieux que se voit conceptualisée la sécurité en tant que situation d'absence de danger (Gros, 2012). Elle est d'ailleurs définie dans le *Dictionnaire de l'Espace Politique* par le géographe Stéphane Rosière comme une « notion » qui renvoie « à la maîtrise du risque, à la stabilité, sinon à l'ordre ». Cependant, et nous allons le voir dans notre développement au travers d'auteurs constructivistes, la sécurité a connu d'une part un développement dans sa dématérialisation par ce que Michel Foucault appelle « gouvernementalité »¹¹ et de l'autre une hypermatérialisation. La gouvernementalité qualifie une forme de rationalité relative aux institutions et à toute structure désireuse d'appliquer une gouvernance à des espaces, à des groupes et à des individus.

« Par gouvernementalité, j'entends l'ensemble constitué par les institutions, les procédures, analyses et réflexions, les calculs et les tactiques qui permettent d'exercer cette forme bien spécifique, quoique très complexe, de pouvoir qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir l'économie politique, pour instrument essentiel les dispositifs de sécurité » (Foucault, 2004, p. 110 de la retranscription de 1978 à l'édition du seuil).

⁹ « Forme spécifique de complexe résidentiel fermé, favorisant de fortes densités (maisons sur plusieurs niveaux, souvent en bandes ou jumelés). Les *townhouses* sont parfois accessibles à des catégories socio-professionnelles plus modestes que les complexes résidentiels fermés classiques. » (Bénit-Gbaffou, Fabiyi, Peyroux, 2009, p. 453)

¹⁰ « *Voluntary retrenchment* »

¹¹ Le mot-valise de gouvernementalité, fusionne les notions de « gouvernance » et de « rationalité » (ENCYCLOPÉDIE UNIVERSALIS).

La dématérialisation des frontières (Amilhat-Szary et al, 2015) confère, en terme d'analyse en géographie politique, un exemple de « biopolitique aux frontières » (Sparke, 2006). La biopolitique et la gouvernementalité s'agrègent au pouvoir capillaire qui informe l'individu et s'en sert comme d'un relai d'autorité et de discipline (Foucault, 1975 ; Fourchard, 2018). La notion idéale et interactionniste de l'état présumé de sécurité, dans sa définition contemporaine, implique par conséquent des facteurs partiellement dématérialisant. On peut appliquer aux concepts de sécurité et de « sécurisation » sur le *théâtre* sud-africain (Béni-Gbaffou, Fabiyi, Peyroux, 2009) le même triptyque lacanien qu'utilise Michel Foucher pour définir une frontière (Foucher, 1989), soit la dimension réelle, imaginaire et symbolique de la sécurité.

L'hyper-matérialisation consiste dans les dispositifs physiques de la « frontiérification » (Gervais-Lambony, 2012, p. 53) mobilisée dans un objectif de démarcation d'espaces de vie ou d'activités ou tout simplement d'espaces appropriés. Dans le cadre sud-africain, elle est l'affirmation d'une *enclosure* (Benit-Gbaffou, 2004, p. 54) dont les exemples les plus significatifs sont les *gated communities*. Cependant, et comme nous allons le voir, à Johannesburg, la démarcation physique des espaces s'affirmant comme sécurisés ne se limite pas aux seuls lieux d'habitat. Cette hyperbole de la matérialisation entre en relation quasi-symbiotique avec les dimensions interactionnistes et idéelles mentionnées dans notre interprétation de la dématérialisation.

Le droit à la ville est une notion philosophique relative à l'espace urbain. Elle est formulée par le philosophe et géographe Henri Lefebvre dans son ouvrage *Le droit à la ville*, paru en 1968 quelques mois seulement avant les grands mouvements sociaux et sociétaux en France. L'ouvrage avait pour objectif, en son temps, de dénoncer le « fonctionnalisme » régnant sur la nouvelle science de l'urbanisme (Costes, 2010, p. 184). Le concept même de droit à la ville est devenu prégnant d'un nombre considérable d'études urbaines critiques ou radicales dans le cadre des sciences sociales. L'idée de droit à la ville pourrait être qualifiée « d'utopie concrète » (*op. cit.*, p. 181), car elle vise à un idéal ou du moins à un changement de modèle. Dans son essai, Henri Lefebvre invite la société civile à se libérer de « la société bureaucratique de consommation dirigée » (Lefebvre, 1968, p. 107) qui caractérise la société des années 60 où capitalisme et pouvoir régaliens étaient imbriqués. Le droit à la ville est un droit collectif (Harvey, 2010, p. 159), dont la revendication s'est ancrée dans les luttes de 1968 en France est ailleurs notamment autour du droit à la subversion d'une urbanisation finement réglée par une classe conservatrice et capitaliste et de l'« expérience urbaine » qui en découle (*op. cit.*, p. 168). Le droit à la ville explore en son temps la notion d'urbanité qui sera plus tard approfondie théoriquement, notamment par les concepts introduit par Jacques Lévy (Lévy, 1997). Mais le droit à la ville se distancie de *l'habitat* (Lefebvre, 1968, p. 28) et des stratégies résidentielles que Sarah Charlton définit simplement, en se calquant sur le cas sud-africain.

« *Les moyens par lesquels les gens peuvent trouver un lieu de vie qui leur convient en termes de localité, en termes d'offre d'un endroit sûr, peut-être en offrant un endroit à partir duquel ils peuvent travailler à domicile* »¹² (entretien Sarah Charlton, 2020).

Les stratégies résidentielles des habitants de Johannesburg ne sont pas le sujet de mon analyse bien qu'elles puissent être motivées par l'accès à la ville, qui est une des principales composantes du droit à la ville tel que le théorise Henri Lefebvre. Particulièrement dans un contexte où une majorité de la population a été privée de l'urbain et plus généralement d'un accès à la propriété dans les zones urbaines, et a été contrainte à procéder collectivement à une « urbanisation déplacée » hors des centres urbains (Guillaume, 2001, p. 143 ; Gervais-Lambony, 2012, p. 22).

Si la ville est régie par les aménageurs et autres instigateurs d'un certain *praxis* géographique, elle est avant tout un espace. Un espace politique, un espace social, mais surtout un espace déterminé par le capitalisme en tant que force agissante et multiforme. C'est de la critique de l'utilisation du concept d'espace que vient la consécration d'Henri Lefebvre en tant que géographe. Sa réflexion sur *La production de l'espace*, parue en 1975 aux éditions *Anthropos* en fait un ouvrage pionnier en la matière. Henri Lefebvre y analysait l'espace produit par les hommes et plus largement par les sociétés. La dimension idéale qui caractérise la géographie socio-culturelle contemporaine et la dimension « relationnelle » fondamentale dans le « paradigme des acteurs » (Lévy, Lussault, 2003, p. 332), y sont précocement présentes (Lefebvre, 1975, p. 342). Si l'on peut aujourd'hui conserver le terme de « production » en faisant référence au capitalisme et plus largement à l'espace urbain produit par le néo-libéralisme, on pourrait se détacher quelque peu d'une vision d'un pouvoir régalien qui ordonnerait et marchandiserait l'espace (Adam, 2016). Dans le Johannesburg analysé en tant que ville « post-fordiste » (Gervais-Lambony, 2004, p. 161) ou « post-industrielle » (Costes, 2016, p. 180), les concepts lefebvriens prennent tout leur sens. Dans notre recherche portant sur les espaces qu'une certaine industrie de la sécurité privée produit, un prisme d'analyse des espaces comme « capital fixe »¹³ semble pertinent. Une telle constante dans nos analyses nous place au-delà du recours à certains outils d'analyse d'inspiration marxiste, dans le registre de ce que Roger Brunet qualifie de géographie *impliquée* (Brunet, 1992, p. 219).

Le concept de « ville-vitrine » va dans le sens d'une lecture constructiviste de l'espace de la ville. Ronan Paddison, actualise la compréhension du processus d'urbanisation du monde, en prenant en considération le rapport de compétitivité entre les différents espaces globalisés. Ces derniers peuvent alors prendre la forme d'utopies situées dans l'espace et dans le temps, soit d'hétérotopies¹⁴ (Foucault, 1966) mondialisées. Mais c'est avant tout la notion de marketing

¹² “*Ways in which people can find a place to live that works for them in terms of locality, in terms of offering a safe place, maybe offering a place that they can-do home-based work from.*”

¹³ Le terme *fixed capital*, désigne ce que le capitalisme expose de plus matérialisable, et qualifie notamment les infrastructures, bâtiments ou superstructures (Harvey, 2013).

¹⁴ Les hétérotopies sont des « contre-espaces », des utopies localisées ou plutôt « situées dans l'espace et dans le temps ». « La société a organisé ses propres contre-espaces », des lieux réels hors de tous les lieux. Des

urbain, corolaire de la décentralisation (promotion du gouvernement local et métropolitain) de certains Etats, qui caractérise et permet de qualifier tels ou tels espaces urbains de « vitrines » adressées au monde. Ce paradigme dans la lecture des villes permet de mieux saisir les phénomènes qui naissent de l'usage des grands centres urbains comme outils « d'absorption de surproduit » capitalistique (Harvey, 2010, p. 163).

Un des espaces centraux de notre analyse est le *precinct*. Il est la matérialisation physique du concept de CID (*city improvement districts*), lequel concept est défini dans l'ouvrage *Sécurisation des quartiers et gouvernance locale* sous la forme suivante :

« Périmètre urbain délimité et géré par des associations de propriétaire qui prélèvent une taxe auprès de ces propriétaires pour financer la fourniture de services urbains supplémentaire (sécurité, propreté, aménagement, paysager) ou additionnels (marketing, animation culturelle et artistique) à l'intérieur de ce périmètre (...). Basé sur le modèle nord-américain des BID (business improvement districts), les CID sud-africains s'inscrivent dans des stratégies de renouvellement urbain principalement mises en œuvre dans les centres-villes et les quartiers d'affaires et de commerces des banlieues. Les CID ont aussi été adoptés, dans une moindre mesure, dans les quartiers résidentiels avec une forte orientation sécuritaire » (Bénit-Gbaffou, Fabiyi, Peyroux, 2009, p. 448).

Objectifs de la Recherche

La privatisation de la sécurité est aujourd'hui l'une des caractéristiques de l'économie et de l'espace de la société sud-africaine. L'agglomération de Johannesburg est, tout à la fois, le pilier économique du pays et un laboratoire en termes de polarisation socio-spatiale fondée aujourd'hui sur le capital plus que sur l'ethnicité. La « ville duale » (Fourchard, 2018, p 31), ainsi balkanisée, appelle une sécurisation des espaces dans un pays qui a connu 59 meurtres par jour en 2019 (SOUTH AFRICAN POLICE SERVICES, 2019, p. 5). En décembre 2019, l'autorité de régulation des compagnies de sécurité en Afrique du Sud, PSiRA, dénombre 9274 compagnies de sécurité privée dans tout le pays, dont les sièges de 38 % d'entre elles sont concentrés dans la région du Gauteng¹⁵. Dans un pays « postfordiste » ayant connu une forte tertiarisation de l'emploi (Gervais-Lambony, 1997, 2012), plus de 70 % de l'emploi était en effet accaparé par le secteur tertiaire en 2013 (ETUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE, 2015). Au travers de cette recherche, nous allons nous focaliser sur l'ancrage territorial des compagnies privées de sécurité et observer la façon dont elles participent d'un nouveau « fonctionnalisme » spatial, et d'une version post-moderne « de la société bureaucratique de consommation dirigée » (Lefebvre, 1968, p 107), dans lequel l'acteur privé régent la ville, l'espace social et son paysage. Parallèlement à cela, nous ferons un état des lieux

contestations mythiques ou réelles de l'espace où nous vivons. Si on peut déterminer l'orientation des sociétés et des pouvoirs par les utopies qu'elles produisent, on peut au même titre déduire les traits d'une société par ses hétérotopies » (Foucault, 1966).

¹⁵ La *Private Security Industry Regulatory Authority* (PSiRA), publie en temps (plus ou moins) réel le nombre de compagnies de sécurité formelles et déclarées auprès d'elle. Les statistiques du nombre de ces entreprises par province sont également publiées.

des représentations pour montrer comment les pratiques spatiales des individus se calquent sur le modèle urbain de Johannesburg et les espaces de peur qu'il crée. Les lieux de notre recherche sont ceux des hétérotopies de la grande consommation, de la culture et du divertissement, et des lieux « comptoirs » du tourisme (Sacareau, Stock, Knaffou, 2002) où l'idée de paix semble résider dans la privatisation des espaces.

Comment l'idée de sécurité, subsumée par le marché, s'impose comme pierre angulaire de la production d'espaces urbains « vitrines » dans la municipalité métropolitaine de Johannesburg ?

Emanent des concepts d'espace vitrines et de la sécurisation de l'espace lui-même, quatre hypothèses qui ont guidé notre analyse et permettent d'appuyer notre travail de recherche sur des vastes sous-questionnements, lesquels sont :

L'industrie de la sécurité privée s'est rendue essentielle auprès des promoteurs immobiliers, aussi bien d'un point de vue légal avec les jeux d'assurance, que d'un point de vue normatif. Ceci, dans une ville éclatée qui ne fait « peut-être plus système » (Gervais-Lambony, 2004, p. 161) et dans laquelle la « frontiérisation » des espaces est une obligation implicite (Gervais-Lambony, 2012, p. 53).

Les lieux de gentrification sont des espaces créés ex-nihilo au sein de zones dévalorisées. Le processus est piloté par le haut

Les modèles sécuritaires des espaces « vitrines » sont similaires et sont transposés à des échelles différentes.

Plus généralement nous tenterons de répondre à plusieurs questions larges et notamment : Qu'est-ce qui motive la sécurisation systématique de certains espaces ? Qu'est-ce qui motive la circulation des modèles sécuritaires entre les grands centres urbains mondialisés ? Quelles sont les évolutions en cours de ces modèles de « sécurisation » ? Ou plus précisément, qu'est-ce qui explique la reprise et la transformation à Johannesburg de ces modèles ?

Méthodologie et limites

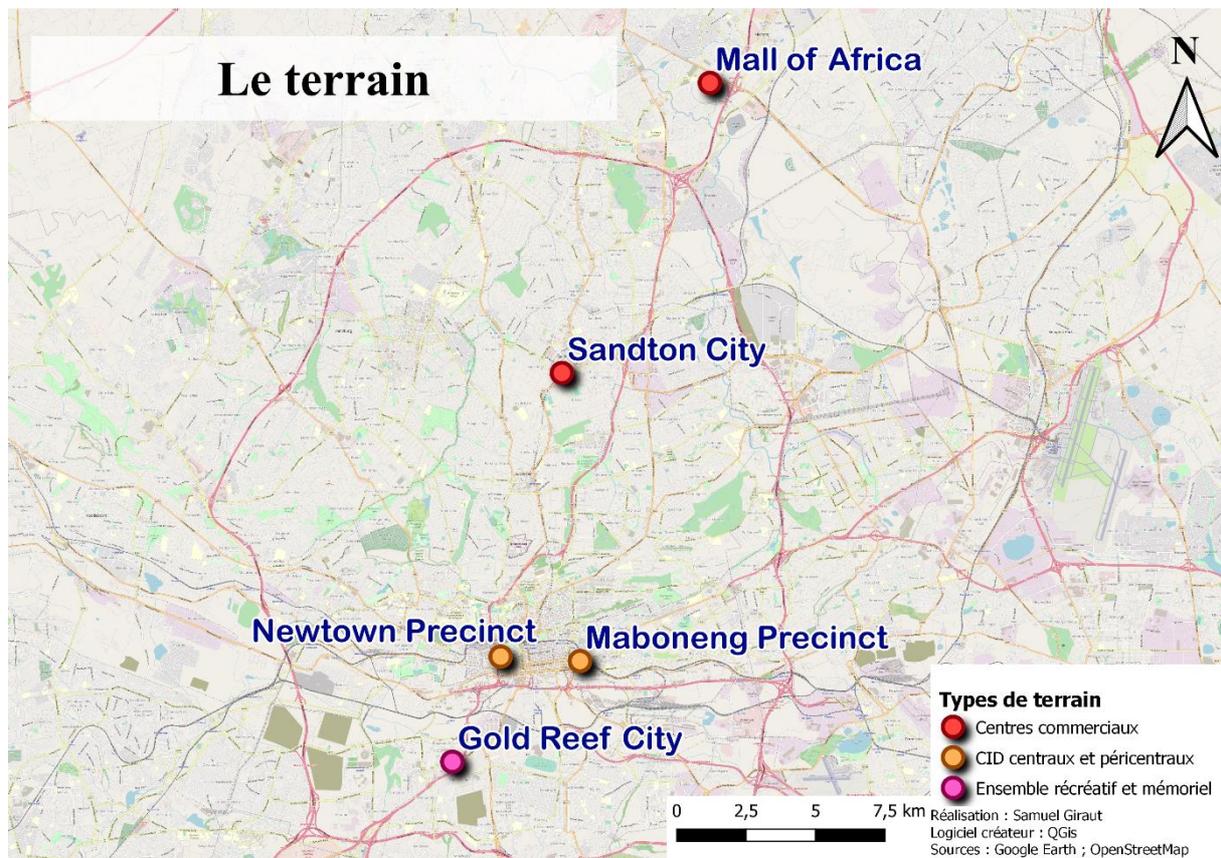
Nous partons du postulat d'une symbiose entre marché et sécurité au travers de la sécurité privée. Il nous faudra cependant démontrer nos hypothèses autour du lien et de la présumée indissociabilité entre promotion immobilière, en charge de grands projets pour la création de nouvelles entités spatiales « suburbaines » (*shopping malls*, parcs d'attraction) (Gervais-Lambony, 2012, p. 40) ou de « réhabilitation¹⁶ » de quartiers péricentraux (Maboneng, Newtown) et de l'industrie de la sécurité privée. L'analyse par la pratique du terrain est la base de notre démarche. Notre approche est ancrée dans ce que Guy di Méo qualifie de « géographie de l'action ».

« Une géographie qui serait ouverte sur la société et sur les grandes questions sociales qui impliquent l'espace géographique, son appropriation et sa valorisation, son partage, sa privation, sa confiscation » (Di Méo, 2008, p. 15).

Pour cette analyse, influencée également par la géographie radicale, nos sources primaires et secondaires couvrent de larges champs de l'analyse urbaine. Les sources secondaires sont constituées notamment de rapports et documents officiels émanant de la municipalité, mais aussi de groupes de promotions immobilières. Enfin des textes de lois traitant de la régulation des compagnies de sécurité ont pu être consultés. Des articles de presses ont été consultés dans un second temps dans le seul but d'attester des tendances perçues et signifiées par le terrain. La « neutralité axiologique » (Weber, 1965) présumée du chercheur nous conduit à faire preuve de congruence (soit accepter ce qu'est l'enquêté et ce qu'il dit). Cependant, aucune recherche en sciences humaines, qui plus est lorsqu'elle s'appuie sur un axe qualitatif de récolte de données, ne peut prétendre à une neutralité absolue. Et c'est en cela que notre positionnement dans la recherche nous conduit à faire des choix sur la facette de la ville de Johannesburg à percevoir et analyser, et à travers quel prisme les espaces analysés sont conditionnés dans notre enquête (Guillaume, 2001, p. 5-6). Dans notre cas le prisme d'analyse de ces espaces et leur néo-libéralisation, la manière dont ils se dissocient de l'environnement proche voir immédiat tout en étendant le rayonnement d'une certaine image de *standing* occidental ou au contraire d'« exotisme » (Staszak, 2008). La constance avec laquelle ils initient une forme d'*oppression* (Harvey, 2010, p. 145-146) elle même induite par les modes de consommation, et régulés par des structures de pouvoirs privées et ancrées spatialement. La subtilité des échelles de perception, de même que celles des échelles de « sécurisation », ces caractéristiques témoignent de certains aspects de la ville sud-africaines et de son caractère antipodique, mais non moins complexe (Guinard, 2015 ; Guillaume, 2001), au modèle d'urbanité européen (Lévy, 1997). Il est donc de notre choix de géographe d'aborder la capitale économique sud-africaine par le biais des espaces vitrines fomentés par la sécurité.

¹⁶ “Urban renewal”

Carte 3 : Lieux cibles de la recherche



Réalisation : Samuel Giraut, 2020

Ces territoires spécifiques dans la ville ont constitué notre terrain d'étude durant les trois semaines dont nous disposons en Afrique du Sud. Le lieu de résidence provisoire est une auberge bien connue de ceux qui en tant que géographe ont arpenté les rues de Maboneng avant moi, le Curiosity Backpacker (Oloukoi, 2015).

L'analyse des espaces urbains « vitrines » en question situé sur la carte (voir figure 3), s'est faite par le biais d'outils qualitatifs. L'utilisation de l'entretien (qui suppose l'existence d'un enquêté et d'un enquêteur), et de l'observation avec des positionnements variés, permet de saisir la complexité des territoires dans la ville postmoderne. Dans cette optique de saisir la complexité de notre terrain et de confronter nos représentations propres à celle des acteurs et agents spatiaux (Di Méo, 2008, p. 18), cibles de notre enquête, nous nous sommes entretenus avec une variété d'individus appartenant à des milieux socio-économiques différents. C'est un total de 16 entretiens semi-directifs menés avec 19 personnes que nous avons pu réaliser. Certaines des personnes entretenues se situent dans la recherche universitaire ou ont occupé des fonctions politiques. C'est avant tout avec l'objectif d'obtenir une parole d'expertise sur les enjeux territoriaux et urbains sud-africains que quatre de ces entretiens ont été menés (Michael Sutcliffe, Brij Maharaj, Sarah Charlton, Dostin Lakika). Cependant certains de ces entretiens avait également pour but de confronter les échelles de perception et d'obtenir des données qualitatives et réflexives sur l'approche d'individus exerçant une activité liée à la sécurité ou sur les pratiques de sécurisation vu de l'intérieur (entretien Dostin Lakika, 2020). Toutes les autres personnes entretenues avaient un rapport spatial direct avec les

lieux du terrain, ou avec leur périphérie proche et dépendante (Neo et Kay, 2020). Mon terrain consiste de fait principalement en des « analyses territorialisées du néo-libéralisme et de ses pratiques » (Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 101). Pour ce qui est de trouver les enquêtés et d'effectuer la prise de contact nous nous sommes servis de la technique dites « boules de neige » (Schmoll, Morange, Toureille, 2016, part 2.3). Cette technique a permis d'établir une arborescence de contacts notamment sur le terrain du *precinct* de Maboneng, mais aussi dans les milieux universitaires en lien avec l'IFAS (Institut français en Afrique du Sud) par le biais de sa directrice Sophie Duluc (entretien Dostin Lakika, 2020 ; entretien Sarah Charlton, 2020).

La plupart des sources ont été anonymisées, les noms de la grande majorité des enquêtés, à l'exception des universitaires et du politique Michael Sutcliffe, sont des noms d'emprunts. Dans le cadre des entretiens, une grille de questions a quasi systématiquement été établie à l'avance (voir exemple dans les annexes). Les questions sont pour la plupart spécifiques à chaque individu, d'où l'importance cruciale de les établir à l'avance. Certaines questions notamment sur l'être situé dans l'espace et sur les déplacements, la locomotion (ou du moins le moyen de cette dernière) ou encore la perception de peur (Guinard, 2015) reviennent de manière quasi systématique de façon à confronter les échelles et les points de vue. Par la suite, une retranscription de type sociologique a été effectuée pour certains d'entre eux (Dostin Lakika, Langa, Garde anonyme) et mise en annexe (voir annexes). La structuration des entretiens a oscillé entre questions ouvertes et questions fermées, comme suggéré par Camille Schmoll, Marianne Morange et Etienne Toureille dans leur ouvrage portant sur *Les outils qualitatifs en géographie* de façon à obtenir des informations larges et laisser l'enquêté produire un certain discours, mais également pour récolter des données factuelles précises (Schmoll, Morange, Toureille, 2016, part 1.4.).

L'observation est l'autre grand outil qualitatif sur lequel s'appuie cette enquête de terrain. Parfois, le seul fait d'« être là » (Hoyaux, 2002) permet d'appréhender les « multiples manifestations de l'urbanité » et la complexité structurelle d'un certain urbanisme. Phillipe Guillaume souligne cette réalité du terrain urbain sud-africain en tant que géographe.

« On peut alors apprendre plus en étant présent dans certains endroits, la nuit ou le week-end, ainsi qu'en étant « simplement » à l'écoute des gens, qu'en une journée de questionnaires sur le terrain » (Guillaume, 2001, p. 7).

C'est dans cette optique que j'en suis venu à effectuer plusieurs observations dites participantes périphériques. Ce rôle qui resitue le chercheur dans de subtils interactions citadines notamment dans le temps et l'espace diabolisé de la rue à la tombée du jour (Guinard, 2015, §10) est un pas important de notre démarche. Le rôle « d'observateur en tant que participant » (Morange, Schmoll, Toureille, part 2.1) nous a paru capital pour une meilleure compréhension des ensembles socio-spatiaux étudiés. Dans les lieux suburbains, tels que les *malls* l'observation non participante ou directe en tant qu'observateur complet (*ibid.*) nous a parfois paru plus adaptée, cette observation strictement périphérique a abouti une fois à un entretien à la suite d'une interaction observée et socialement signifiante (entretien Catleen, 2020).

J'ai été confronté à différents obstacles techniques durant mon terrain et mon pré-terrain. Le premier revers vient du fait de n'être parvenu à effectuer une approche *bottom-up*¹⁷ seulement dans le secteur très réduit de Maboneng. Cette micro-localité ayant été mon lieu de vie temporaire, cela m'a permis de m'immiscer au cœur des « classes créatives » entretenant une forme de vivre ensemble, mais l'efficacité de cette approche dans mes prises de contact a donc été très circonscrite géographiquement. J'ai rencontré certaines difficultés à atteindre les grands groupes immobiliers et investisseurs. Dans le cas de partenariat, comme c'est le cas pour le Gold Reef Casino, ont été contactés séparément les détenteurs de licences spécifiques et les groupes immobiliers, aucun n'a donné réponse. Certains contacts n'ont également pas donné suite pour un second entretien malgré un intérêt visible lors du premier entretien, mais l'abord de questions sensibles touchants aux représentations personnelles et aux parcours de vie pourrait en être la raison.

Réflexivité

La place d'un chercheur européen sur le terrain urbain sud-africain

Le fait d'aborder l'espace de Johannesburg relevait pour moi partiellement d'un lien intime que j'ai avec l'Afrique du Sud depuis que j'y ai vécu en tant qu'enfant (résidant à Durban durant 2 ans) et voyagé en tant que jeune adulte (durant deux mois). J'y avais cependant développé des représentations issues principalement de pratiques touristiques de l'espace forgées à force d'itinéraires alternatifs au grès desquels des lieux variés s'offraient à mon regard d'Européen avec quelques rencontres marquantes. Or, cette liberté sur ces espaces qui sont pour beaucoup des « espaces d'exclusions » (Guillaume, 2001), est une forme de privilège absolue. De fait, l'analyse de Johannesburg, même en en connaissant bien l'historicité, avec des affects occidentaux relève d'une position qu'il faut toujours resituer notamment dans le cadre d'interactions avec des Johannesburgois. Cette iniquité qui est au fondement de ma position sociale (Bégaudeau, 2019), a parfois été perçue par certains individus comme une profonde injustice qui m'a alors été signifiée ; « Dieu t'aime trop¹⁸ » m'a un soir adressé un homme, visiblement ivre, avec qui j'avais eu une courte discussion sur *Fox Street*¹⁹. C'est pourquoi l'empirisme et son pragmatisme qui produirait un savoir digne d'une science dure ne convient pas à mon terrain et encore moins à mon statut de chercheur occidental relativement privilégié du fait de ma classe sociale et ma couleur de peau. Henri Lefebvre évoquait la méthode empirique classique comme une « recherche indéterminée » et décrivait le dogmatisme qui la surplombait comme preuve qu'elle n'était autre que la vérification d'une thèse (Lefebvre, 1968, p. 130). L'espace produit par la recherche se doit d'être dissocié de l'espace étudié car il est précisément alimenté d'un corpus, d'une méthodologie et d'une pratique, qui vise à l'éclairer dans une visée heuristique plus large qui de fait dépasse l'espace du terrain et les interactions qui le forge (Calbérac, 2011, §8). Mon espace créé par le

¹⁷ L'approche *bottom up*.

¹⁸ "God loves you too much".

¹⁹ Rue centrale et voie passante principale du Maboneng *Precint*.

terrain est notamment limité du fait de la « contrainte » de la peur (Guinard, 2015, §1) générée par les espaces qui bordent les lieux « vitrines » de la ville étudiée (Paddison, 1993). Ainsi, « l'antimonde » (Brunet, 1993, p. 35-38) de ces territoires, qui motive leur caractère d'insularité au cœur des ensembles urbains, me sont difficilement accessibles. Le chercheur étant un « corps engagé dans l'espace », l'émotion de la peur, elle-même constitutive de la recherche et de son équation de savoir-faire et de pratiques, pose une frontière à ce corps qui peut être perçue comme indépassable (Guinard, 2015, §2, §22). Dostin Lakika détaille cette potentielle limite dans le terrain de Johannesburg.

« En fait, je n'ai pas voulu aller en des endroits que je ne connais pas bien pour faire mon travail. Il fallait que l'on se retrouve dans un endroit un peu fréquenté, bien que nous ne voulons pas être dérangés, mais qu'on ne soit pas trop isolés pour ne pas qu'on se retrouve dans une situation où on ne peut pas appeler les secours » (entretien Dostin Lakika, 2020).

Quelle serait alors la place légitime du chercheur qui n'a accès qu'aux fragments visibles de son espace d'étude ? Le terrain du chercheur dans son réseau de pratiques scientifiques peut alors être celui d'actionner des leviers grâce à l'observation ou l'enquête menée auprès d'opérateurs spatiaux de différentes classes sociales. Un accès même partiel à leurs représentations spatiales, notamment leurs représentations de peur ou de sécurité (au sens de se sentir épargné d'un potentiel danger) m'ont parfois donné accès à celles de la peur des autres qui alimentent des pratiques, un mode de consommation, un mode de déplacement, une certaine urbanité. La peur, accentuée par mon statut d'étranger à Johannesburg devient un outil pour saisir l'espace urbain dans sa dimension sensible et non plus seulement théorique (Guinard, 2015, §23). Comme on va le voir, la prise en compte du sensible peut également permettre de concevoir de nouvelles échelles dans la mise en place de modèles de « sécurisation » favorisant certains modes de consommation.

Approche proxémique du sous-prolétariat

Dans une société si inégalitaire et un contexte aussi mixte socialement que le centre-ville, il n'est pas d'études autour des pratiques spatiales et du sentiment de peur qui puissent se faire sans y référer au sous-prolétariat. Le prolétariat est par essence le « gisement de mains d'œuvre » dont les détenteurs des moyens de productions ont besoin pour toute accumulation de capital fruit de ce labour (Brunet, Ferras, Théry, 1993, p. 404). Sous l'influence de différentes formes d'*oppression* (Harvey, 2010, p. 145-146) et de la transition post-fordiste, un vivier de sous-prolétaires est retenu partiellement ou totalement exclu du système productif. Les sous-prolétaires sont des opérateurs spatiaux majeurs du centre de Johannesburg. En dehors des *car-watchers*, ces gardiens de voitures, sorte de derniers maillons informels de l'industrie sécuritaire, les sous-prolétaires dans les espaces vitrines étudiés se caractérisent par un mouvement piétons quasi-permanent. Il était par conséquent difficile pour moi de provoquer une rencontre avec un sous prolétaire du *precinct* du Maboneng, dans la mesure où je ne représente aucun intérêt pour la survie de ces personnes. Une volonté de survie qui motive ces déplacements permanents, et qui rend les sous-prolétaires à la fois si intégrés à ces espaces, dans ce qu'ils peuvent représenter d'opportunité, et si exclus en même temps (voir partie 3.3). Mes rencontres avec des sous-prolétaires restent marqués dans un premier temps par l'indifférence ou plutôt l'incompréhension de l'enquêté. Mes discussions avec Ernest Grant et ses

collègues artistes dans Fox Street ont ainsi été rythmé par des rencontres courtes avec des chiffonniers ou des *car-watchers*. Dans la majorité des cas, la discussion était destinée à être courte, la durée étant déterminée par la nécessité à trouver des moyens de subsistance en d'autres lieux que celui observé. « Ça me prend tout mon temps d'être pauvre », cette phrase extraite d'un entretien qualitatif mené par les sociologues Patrick Bruneteaux et Corinne Lanzarini souligne à quel point l'urgence qui régit le quotidien d'un sous-prolétaire ne laisse que peu de place à l'intérêt pour la pratique de l'entretien (Bruneteaux, Lanzarini, 1998, p. 160). Plus généralement, la survie et le sentiment de dévaluation de la condition sociale, peuvent renvoyer à l'interlocuteur son caractère subalterne au regard de l'enquête, provoquant *de facto* une réticence à se trouver sujet de ce qui peut être perçu comme de la prospection scientifique. Dans cette rue de Fox street il m'a été difficile d'avoir des interactions exclusives avec un sous-prolétaire, également du fait de la position subalterne occupée par ces acteurs spatiaux et donc de leurs invisibilisation sociale. Afef Benessaïeh définit justement le « subalternisme » comme l'étude de celui qui est invisibilisé par les théories dominantes, d'un point de vue académique, et plus généralement de celui dont le rôle est non-considéré historiquement alors qu'il compose un « envers » parfois fondamental à la mondialisation (Benessaïeh, 2010, p. 6-7, 15). De l'invisibilisation qui est projetée du dispositif observant et dominant, naît la difficulté du sous-prolétaire à ourdir son récit de vie et ses représentations spatiales. Ainsi, l'entretien que j'ai réalisé avec une personne sans domicile fixe sur Fox Street a été ponctué d'interventions de l'entourage pour modifier, orienter voir même conduire la trajectoire du récit de vie qui était en train d'être conté. Des remarques culpabilisantes, « tu es au bord du gouffre tu pourrais faire quelque chose »²⁰ (entretien Trevor et Themba, 2020), jusqu'à l'explication par autrui du rôle de l'intéressé « je bois des bouteilles et lui, une fois que je les vide, il vient les reprendre »²¹ (discussion informelle sur Fox street, 2020). Le contraste entre les individus inclus dans le tissu économique formel et disposant d'une situation résidentielle et ceux qui n'ont rien de tout cela vient complexifier l'intersubjectivité qui va se jouer entre le chercheur occidental et le sous-prolétaire cumulant différents handicaps. Comme il a précédemment été dit, la peur est un sentiment dominant chez le chercheur occidental à Johannesburg qui peut influencer et contraindre les pratiques de terrain plus que dans de nombreuses autres villes (Guinard, 2015, §19). Or, le sous-prolétaire n'est pas contraint par la peur de la même manière que le chercheur, ni même que le consommateur, si « local » soit-il, des lieux du terrain.

*« Parce que je suis sud-africain, je ne peux pas avoir peur comme toi, tu sais. C'est juste si je devais me promener avec toi, je m'occuperais de toi, je suis un local, donc pour moi c'est chez moi, pour toi ça ne l'est pas donc... »*²² (entretien Themba, 2020).

²⁰ “You are at the edge of your bottom you might do something”

²¹ “I drink bottles and him, once I empty them, he comes to take them”

²² “Because I'm a South African, so i can't be scared like you, you know. It's just like if I have to walk with you around I would look after you, I'm a local so for me it's home for you it's not so...”

Ces autres perceptions des « espaces de peur » (Guinard, 2015 ; Davis, 2000), oblige à repenser les résultats même obtenus dans les entretiens. Elles font admettre que la perception de peur du sans domicile fixe et souvent subalterne est négligée au sein même de la recherche académique. L'émergence des récits parfois enfouis qui expliquent des ruptures avec une forme de « normalité » socialement acceptée, sont aussi susceptibles de faire « craquer » l'enquêteur (Bruneteaux, Lanzarini, 1998, p. 159). Cette peur de craquer face à l'interlocuteur peut amener à euphémiser l'importance de certains illégalismes de biens²³ (Foucault, 1975), pourtant essentielle à la survie et cela dans un objectif de standardisation du récit de vie (Bruneteaux, Lanzarini, 1998, p.161).

²³ L'illégalisme est une pratique hors la loi, que Michel Foucault définit comme constitutive de l'ancien régime. Ce sont plus ou moins bien toléré selon les classes sociales. On distingue deux illégalismes, celui de droit pratiqué par les classes qui régissent l'ordre social, et celui de bien, affublé du sceau de l'infamie et pratiqué prioritairement par ceux sur qui s'exercent le pouvoir.

Annonce du plan

Premièrement, nous clarifierons notre cadre théorique en esquisant un état de l'art en trois parties. Tout d'abord sur la littérature qui traite de l'analyse constructiviste de la sécurité privée et de l'accaparement du contrôle social par certains acteurs. Puis, nous verrons sur quels chercheurs s'appuyer pour penser la production de l'espace dans l'espace urbain sud-africain. En dernier temps de cet état de l'art nous parlerons militarisation et privatisation des espaces dans la littérature scientifique. Nous reviendrons sur notre positionnement dans la recherche en justifiant le choix de se positionner dans le courant de la géographie radicale.

Afin d'établir aux mieux, et avec une dimension géographique, le cadre d'offre et de demande en matière de sécurité, nous nous pencherons en seconde partie sur les causes possibles des insécurités elles-mêmes. Nous expliquerons comment peuvent s'entremêler facteurs historiques, sociaux et sociétaux et comment une géographie de dominations et de « l'exclusion » (Guillaume, 2001) permet de poser les bases d'une géographisation des insécurités. Puis nous nous focaliserons sur l'acteur majeur de la marchandisation de la réponse apportée à cette insécurité, à savoir l'industrie de la sécurité privée. Nous déterminerons les caractéristiques de la spatialisation de l'offre en matière de la sécurité privée.

Troisièmement, en resituant les dynamiques urbaines du *Johannesburg Central* qui nous est contemporain, nous établirons comment s'articule dans le réel la gentrification des quartiers péricentraux avec l'aval lancinant des pouvoirs publics. Une conquête des espaces par les classes moyennes et supérieures qui, nous allons le voir, se fait par des formes subtiles de « frontiérisation » (Gervais-Lambony, 2012, p. 53) des espaces aux échelles diatopiques.

En quatrième et dernière partie, nous décanterons l'aboutissement urbanistique du contrôle privé de l'espace dans un Johannesburg « laboratoire » (Gervais-Lambony, 1997) qui fait preuve d'avant-gardisme ou au contraire d'alignement sur les modèles des « villes globales » (Sassen, 1994). C'est, dans un premier temps, à partir de nos résultats de terrain, que nous assimilerons Johannesburg à un modèle global de « ville-vitrine » (Paddison, 1993 ; Vacchiani-Marcuzzo, 2009), avant de faire un état des lieux d'une balkanisation de la ville et de « l'archipelagisation » (Fourquet, 2019) de ces espaces. Nous verrons en quoi le centre de gravité économique se déplace dans la municipalité métropolitaine au profit d'inégalités structurelles renforcées par les défis nouveaux que représentent les *load shadings*.

1. Cadre théorique.

1.1. État de l'art.

Comme pour toute recherche, nous devons nous en tenir à des champs littéraires qui explorent les différents concepts mobilisés dans la réponse à la problématique. Ce mémoire se trouve à la croisée de plusieurs champs et est cadré par plusieurs notions : Premièrement, celui des études critiques de la sécurité et des études des systèmes sociaux-spatiaux qui se forment relativement aux dispositifs de surveillance et de discipline. Deuxièmement, le champ de la littérature scientifique qui explore la production de l'espace urbain dans la ville sud-africaine et plus particulièrement à Johannesburg. Enfin, nous verrons sur quel corpus nous appuieront notre analyse des processus de privatisation des espaces à des fins sécuritaires, eux-mêmes corollaires de la globalisation et des dérégulations en faveur du marché et du développement d'espaces « vitrines » mondialisés (Paddison, 1993).

1.1.1. *Les security studies ou une critique des acteurs et agents du marché sécuritaire.*

En matière d'analyse de la sécurité privée et des causes d'une insécurité, la littérature scientifique est variée. Initialement, les *security studies* critiques sont l'apanage de l'école dite de Copenhague et d'une école française représentée notamment par le Professeur Didier Bigo, spécialisé dans les relations internationales sur les questions de migrations et de politiques de sécurité aux frontières. Mais de nombreux travaux peuvent être caractérisés comme relevant des *security studies* du moment où leur sujet porte sur une utilisation sécuritaire du territoire et de son caractère politique. Le politologue Cyril Magnon-Pujo se distingue par un travail de terrain important et prolifique dans ses résultats. Il dresse une historiographie contemporaine de la sécurité privée en Afrique (Magnon-Pujo, 2013) et analyse le discours tenu par les compagnies, aussi bien avec les acteurs de la privatisation de la guerre que ceux de la privatisation de la sécurité civile (Magnon-Pujo, 2016). Sur le cas strictement sud-africain, Sabelo Gumedze, aujourd'hui expert pour l'organisation onusienne du HCDH²⁴, nous a éclairés par sa synthèse, faisant simultanément une histoire de la sécurité privée en Afrique du sud, et un état des lieux des régulations en vigueur (Gumedze, 2007). Des chercheurs qui s'inscrivent dans le « constructivisme ontologique » (Orain, 2003) et par conséquent « relativistes » (Lussault, 2003, p. 202) ont également publié sur les questions de privatisation, dont la sécurité est une composante importante. À l'échelle globale, on distingue la professeure en gouvernance mondiale Suzanne Strange avec son ouvrage fondateur *The retreat of the state : the diffusion of power in the world economy* paru en 1996. Elle y met en exergue la privatisation grandissante et généralisée qui suit l'entrée dans un monde multipolaire, où la financiarisation massive s'agrège à la multiplication de tensions dans des situations de « ni-guerre, ni-paix ». La politologue Béatrice Hibou dépeint dans son ouvrage clé, *La privatisation des États* paru en 1998 le phénomène généralisé de privatisation de l'économie et des services (y compris la sécurité intérieure) au travers d'analyses foucaaldiennes et wéberiennes. Dans son premier chapitre, elle explique, à travers l'exemple historique de la construction de l'empire Ottoman par la

²⁴ Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme.

privatisation, que l'apparence éclectique du paysage politique institutionnel et social ne doit pas tromper et doit induire une lecture de la privatisation comme constitutive de ce proto-État.

« *La violence privée n'était pas l'expression de la contestation de l'État, mais la gestion d'une violence que ce dernier avait largement fabriquée pour se consolider. Le banditisme et le mercenariat se sont ainsi révélés être des produits de la formation de l'État, État qui leur a, au fil du temps, délégué des tâches comme le maintien de la sécurité et la collecte des impôts* » (Hibou, 1998, p. 44).

À l'échelle locale, sur l'industrie de la sécurité privée, on retrouve l'anthropologue Thomas Blom Hansen, spécialiste de l'étude des relations ethniques, sociales et identitaires ainsi que des imaginaires dans les sociétés postcoloniales (Hansen, 2005). C'est cependant la notion de souveraineté, au sens de sa construction comme concept, qui est principalement questionnée par les auteurs cités, plus que la notion de contrôle social ou de production de l'espace. C'est pourquoi il est également essentiel de s'appuyer sur des chercheurs en géographie politique comme Claire Bénit-Gbaffou qui, à défaut d'approfondir le processus historique de privatisation de la sécurité, conceptualise les notions de sécurisation dans la société sud-africaine, au travers des deux mythes du *civic*²⁵ et du *laager*²⁶ (Bénit-Gbaffou, 2004). Claire Bénit-Gbaffou a co-édité, avec les géographes Seyi Fabiyi et Élisabeth Peyroux, un ouvrage majeur des *Securities studies* sur l'Afrique et notamment sur l'Afrique Australe (Bénit-Gbaffou, Fabiyi, Peyroux & al., 2009). Enfin, la politisation de la question sécuritaire est conceptualisée par le politologue Thierry Vircoulon qui contextualise la massification de la privatisation de la sécurité sur les espaces résidentiels, privés et publics sud-africains (Vircoulon, 2005). Aussi pour ce qui est des causes de l'insécurité sud-africaine, et notamment les phénomènes criminels, l'ancienne travailleuse sociale devenue autrice, Heather Parker Lewis, signe un ouvrage quasi-encyclopédique sur le système des gangs de prisons en Afrique du Sud. *God's Gangsters ? The Number Gangs in South African Prisons* (Parker Lewis, 2006) permet de prendre conscience de l'ampleur et du caractère systémique des violences dans la société sud-africaine. L'émergence du gangstérisme dès le XIX^{ème} siècle dans les systèmes miniers²⁷ témoigne de l'importance des facteurs historiques autant qu'économiques pour expliquer l'insécurité. Enfin, sur les mêmes thématiques relevant du gangstérisme, l'anthropologue Denis Rodgers, spécialiste des gangs au Nicaragua, et Steffen Jensen, dressent une analyse comparative faisant état de la place des gangs dans les sociétés nicaraguayennes et sud-africaines (Rodgers, Jensen, 2008). Cette étude comparative nourrit aujourd'hui le projet *Gangs, Gangsters, et Gangstérisme : Vers une ethnographie comparative*

²⁵ Le *civic* fait référence aux comités locaux de luttes contre l'apartheid (à l'échelle des quartiers) (Bénit-Gbaffou, 2004).

²⁶ Le *laager* fait référence à la période du Grand Trek, il qualifie la tactique défensive des *boers* « contre leurs adversaires africains » (Bénit-Gbaffou, 2004 ; Gervais-Lambony, 1997).

²⁷ Des pratiques d'organisation sociale par la suite reproduites dans les milieux carcéraux.

globale²⁸ le projet plus large jamais menée de façon transnationale sur la question des gangs dans les villes.

1.1.2. De la production de l'espace dans la ville sud-africaine.

la notion de production de l'espace est à la deuxième notion essentielle que nous allons mobiliser à la fois comme outil analytique et comme cadre théorique (Lefebvre, 1974 ; Gervais-Lambony, 2011).

Henri Lefebvre est un philosophe et géographe français (1901-1991), sa définition édicatrice de la notion de production de l'espace tend à privilégier une lecture de l'espace comme produit du capitalisme (Lefebvre, 1974, p. 16). L'espace n'est donc pas exempt de certains principes gramsciens, relatifs à l'hégémonie, qui s'appliquent aux sociétés capitalistes et au-delà. Comment l'hégémonie laisserait-elle l'espace ? De ce questionnement Lefebvre déduit que l'hégémonie au moyen de l'espace fait système et que les « théorie unitaires » de l'espace sans aucune critique renforcent ce système (*op. cit.*, p. 18). De plus, grâce à son concept philosophique de « droit à la ville » (Lefebvre, 1968) que nous avons abordé en introduction, le géographe philosophe ou philosophe géographe, s'inscrit dans une géographie urbaine tout en étant, malgré lui, un des piliers de la pensée géographique radicale francophone et anglo-américaine.

C'est par ce spectre de pensée marxiste que l'on pourra interpréter la ville sud-africaine et les espaces qui font le pavage des nouvelles limites métropolitaines postapartheid (Giraut, Vacchiani-Marcuzzo, 2013 ; Jacobs, 2006 ; Gervais Lambony, 1999). Appliquer la notion de « droit à la ville » dans un questionnement sur une ville sud-africaine (ici Johannesburg) nécessite une solide conceptualisation de ce qu'est la ville sud-africaine pour en comprendre ses dynamiques spatiales, économiques et sociales. Le géographe Phillipe Gervais-Lambony est un spécialiste renommé de l'Afrique du Sud dans le monde francophone²⁹. C'est au travers de son ouvrage fondateur *L'Afrique du Sud et ses États voisins* paru en 1997 chez Armand Colin, que l'on peut acquérir une connaissance globale des espaces sud-africains. Aussi, la compréhension des « systèmes-villes » ou systèmes urbains sud-africains, soit le processus relationnel qui fait de la métropolisation une condition *sine qua non* de l'urbanisation, permet différentes études comparatives (Bretagnole, Pumain, Vacchiani-Marcuzzo, 2008 ; Dorier, Lecoquierre, 2018, p. 5). Phillipe Guillaume³⁰ avait écrit sa thèse sur la ville de Johannesburg dans la transition postapartheid. L'ouvrage *Johannesburg. Géographies de l'exclusion* adresse l'anthologie des espaces « d'exclusion » bâtis par

²⁸ *Gangs, Gangsters, and Ganglands: Towards a Global Comparative Ethnography*, le projet mobilise un collectif de chercheur pendant 5 années à compter de 2019, il est conduit par l'Anthropologue Denis Rodgers.

²⁹ Phillipe Gervais-Lambony a vécu à Johannesburg de 1994 à 1997, période durant laquelle il y dirigeait l'Institut Français d'Afrique du Sud (IFAS).

³⁰ Phillipe Guillaume est l'ancien directeur scientifique de l'Institut Français d'Afrique du Sud, il a par la suite opéré une conversion journalistique.

le régime d'apartheid (Guillaume, 2001)³¹. Les études urbaines sud-africaines sont tout aussi capitales. L'ouvrage *Johannesburg : The Elusive Metropolis* (Nutall, Mbembe, 2008) est un vivier de concepts sur l'urbanité sud-africaine postapartheid. C'est un incontournable en la matière, il marque un tournant postcolonial de l'analyse urbaine.

1.1.3. Privatisation des espaces dans la ville sud-africaine.

Dans cette recherche, l'analyse critique de l'aménagement des espaces urbains est primordiale. Ainsi, notre démarche géographique peut être qualifiée « d'impliquée » (Brunet, 1996, p 45). Ce voile critique se traduit évidemment dans une approche constructiviste de l'urbanisme et de l'aménagement urbain dont la scientificité et l'utilitarisme public peuvent être questionnés. Mike Davis, géographe radical, déconstruit l'espace urbain américain de Los Angeles dans *City of Quartz : Los Angeles, capitale du futur*. La ville y est décrite comme sous l'emprise et au service du grand capital des privatiseurs d'espaces (Davis, 2000). L'urbanisme de la sécurité et « l'urbanisme militaire » (Graham, 2010), sont analysés dans une critique foucauldienne³² et à travers un vocabulaire marxien. La *postmetropolis* d'Edward Soja permet bien de comprendre le revirement autoritaire de certains espaces urbains, malgré une extension des politiques dites libérales depuis la fin de la guerre froide. Le géographe Edward Soja a notamment cherché à démontrer pourquoi le droit à la ville d'Henri Lefebvre est à ce point central pour théoriser la justice spatiale en particulier dans les villes (Soja, Dufaux, Gervais-Lamobny, 2011, part. 1).

Il nous faut appuyer notre argumentation avec cet ensemble de théories de l'urbain et de la nouvelle Afrique du Sud pour donner une direction à l'interprétation des données qualitatives notamment.

Enfin, la sécurisation des espaces publics et privés par le secteur privé dans des logiques de « touristification » (Sacareau, Stock, Knaffou, 2002) ou de gentrification nous ouvre à un dernier corpus d'auteurs et de chercheurs principalement géographes. Chrystel Oloukoï effectue en ce moment sa thèse à l'université d'Harvard (Oloukoï dans Abouard, 2017, *L'Humanité*). Son mémoire, portant sur la nuit en tant qu'« objet de peur » et « objet de désir » dans le quartier gentrifié et gentrificateurs³³ de Maboneng, plonge au cœur de la privatisation qui accompagne la sécurisation des espaces de la nuit à Johannesburg (Oloukoï, 2015). Elle est également autrice, avec Pauline Guinard, d'un article dans la revue de *L'espace politique* qui évoque à nouveau Maboneng comme « front urbain », s'appuyant sur la sécurisation et la « marchandisation » des espaces pour des besoins privés de gentrification du centre-ville (Oloukoï, Guinard, 2016). Au-delà de la simple

³² Ainsi l'expression de « boomerang colonial » de Michel Foucault, convient parfaitement à une analyse critique et constructiviste de l'enfermement sécuritaire des classes les plus aisées. Ce concept fait état d'un paradigme dans lequel la situation des colonisés opprimés par des structures disciplinaires se retourne contre les coloniaux captifs des structures qu'ils ont conçus (Graham, 2010, p. 390).

³³ «Gentrificateur», car la gentrification des quartiers péri-centraux de Johannesburg a pour objectif une gentrification plus globale du centre ou du moins de son pourtour (Oloukoï, Guinard, 2016).

sécurité, le docteur en histoire et politiste, Laurent Fourchard, livre une quasi-encyclopédie des concepts de pouvoir et de « triage » sur les populations des « villes postcoloniales » de Johannesburg et de Lagos. *Trier, exclure et policer. Vies urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria*, paru en 2018, est un ouvrage incontournable sur le sujet car il offre une historiographie complète des études urbaines et anthropologiques sur l’Afrique du Sud et le Nigeria. Ce livre offre un éclairage pertinent sur une histoire façonnée par des structures de disciplines et de triage qui forge des environnements régis sur des bases inégalitaires et caractérisés par une certaine violence. De plus, il produit lui-même un vaste cadre conceptuel, empruntant notamment à Michel Foucault (1926-1984), Antonio Gramsci (1891-1937) et Edward Palmer Thompson ici appliqué aux mégapoles africaines (Fourchard, 2018). A propos des nouvelles structures de triage, ici fondées sur la consommation, Céline Vacchiani-Marcuzzo et Myriam Houssay Holzschuch ont co-écrit un article qui traite spécifiquement de la question de l’inscription du centre commercial dans la ville sud-africaine contemporaine en utilisant notamment « les images territoriales composites à destination du marché » qu’il prône (Houssay Holzschuch, Vacchiani-Marcuzzo, 2009, p. 4). Le texte apporte des clés de lecture essentielles sur un des objets majeurs de notre étude qu’est le *mall*. celui-ci est caractéristique des nouvelles « villes mondiales », définition à laquelle la ville de Johannesburg se prête la mieux en Afrique du Sud (*ibid.*). Enfin, l’ouvrage dirigé par Claire Bénéit-Gbaffou, Seyi Fabiyi et Elisabeth Peyroux contient lui-même des chapitres importants pour la compréhension de certains processus d’enfermement et de sécurisation par la mise en place des CID, ainsi qu’une réflexion issue d’enquêtes portant sur les questions soulevées par la gouvernance qu’opèrent les compagnies de sécurité sur certains territoires à échelles infra-urbaines (Bénéit-Gbaffou, Fabiyi, Peyroux, 2009).

1.2. Pourquoi une approche radicale ?

Il me paraît important de spécifier les raisons de choix d’approche en terme de courant académique et plus largement en terme de courant de pensée.

1.2.1. Pourquoi aborder les questions de sécurisation des espaces ?

La sécurisation des espaces consiste en l’application du principe utopique de sécurité (tel que défini en partie introductive) à des espaces. Or, la sécurisation poussée par le marché ou par des idéologies sécuritaires parfois « paranoïaques » (Mucchielli dans Louvet, Gaillard, 2019) participe, au même titre que l’industrialisation dans les années 1970, de la menace à l’urbanité et à une forme de cohésion citadine (Lefevre, 1968). La géographie radicale et celle qui prend le mieux en compte l’espace et le profond changement spatial induit par le néo-libéralisme. Le constat des modifications de la ville via sa sécurisation essentielle à son évolution néo-libérale et la compréhension du moteur économique de l’apartheid par le conditionnement de la main d’œuvre dans des structures autoritaires et sécurisées relèvent de la géographie radicale (Guillaume, 2001, p. 92-96 ; Maharaj, 2019). Dans l’Afrique du Sud démocratique d’aujourd’hui, la géographie radicale dépeint un système d’enfermement sécuritaire nécessaire à la reproduction des espaces du capitalisme, là où l’approche phénoménologique tend à privilégier cette lecture en stratégie collective d’enfermement. Au-delà d’une analyse strictement stato-centrée ou focalisée sur l’échelle micro, l’approche radicale permet plus que toute autre géographie, de jouer avec les

échelles sur lesquelles s'opère un processus de sécurisation. Pour Brij Maharaj, et Claire Bénit-Gbaffou par exemple, cette sécurisation correspond à l'impact local d'un processus de défaillance étatique et le pointe comme un effondrement des services publics « Ce que l'on voit c'est l'échec de l'Etat à des niveaux multiples »³⁴ (entretien Brij Maharaj, 2020 ; Bénit-Gbaffou, p. 293). La sécurisation et militarisation de l'espace urbain de Johannesburg mobilise la compréhension de certaines nouvelles dynamiques urbaines qui se nourrissent également de la quotidienneté des pratiques et de la peur qu'inspirent certains lieux. Nuancée par cette approche, la prise en considération de la peur nous place dans la lignée des travaux effectués par Pauline Guinard « j'ai progressivement pu identifier les lieux qui cristallisent de manière privilégiée les peurs des usagers et des habitants de Johannesburg, et ceci à plusieurs échelles. » (Guinard, 2015, §4). La sortie un tant soit peu du global et de l'échelle méso-dyadique permet de capter la sécurisation des espaces en terme de « transformation viscérale et matérielle dans le quotidien de la vie urbaine »³⁵ (Graham, 2010, p. 399).

1.2.2. L'accès à la sécurité, legs du conflit de classe dans la ville postmoderne ?

La géographie radicale analyse les rapports spatiaux, au sens de Guy di Méo³⁶, par le prisme des classes sociales. Or, la « démocratie urbaine » tant recherchée induit confrontation, connaissance et reconnaissance réciproque, elle menace les privilèges d'une classe bourgeoise capitaliste et les rapports spatiaux dans la ville s'en trouvent modifiés. On pourrait parler plus généralement de « stratégie de classe » qui pèse sur la tournure des nouvelles confrontations (Lefebvre, p. 24-25). Le rapport de force est de fait inégal et l'espace se frontiérise physiquement au profit de ceux qui possèdent les moyens de production ou du moins un capital suffisant pour les placer comme dominants. On constate ainsi que « l'élite dispose d'une sécurité privée »³⁷ (entretien Brij Maharaj, 2020), ils sont pourtant les moins susceptibles de subir une quotidienneté exposée et bien réglée dont la nécessité est le trait caractéristique. Henri Lefebvre, pointait déjà la déconnexion de la quotidienneté de l'urbain par une certaine élite, qui possède un pied dans l'urbain mais « n'habite » plus, « ils vont de châteaux en châteaux ; de palace en palace (...) ils sont partout et nulle part. » (Lefebvre, 1968, p. 121). Cette vision polarisée de l'utilisation de l'espace semble encore bien d'actualité, mais il nous faut aujourd'hui « nuancer » la compréhension du néo-libéralisme en recourant à des « analyses localisées » (Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 87). Les analyses de confrontations basées sur des intérêts locaux permettent par exemple de percevoir le besoin du retrait de l'Etat au travers de la doctrine du « moins de gouvernant, plus de gouvernance » (*op. cit.*, p. 89). Mike Davis a pu constater la « sud-africanisation de l'espace » de Los Angeles dans les

³⁴ “*And what you are seeing is a failure of the state at multiple levels*”

³⁵ “*To the visceral and material transformations across everyday urban life*”

³⁶ « Les rapports spatiaux correspondent aux liens affectifs, fonctionnels et économiques, politiques et juridiques ou purement imaginaires que les individus et les groupes tissent avec les espaces géographiques où ils vivent, qu'ils parcourent ou qu'ils se représentent » (Di méo, 2008, p. 14-15).

³⁷ “*The elite have private security*”

quartiers péricentraux allant à l'encontre de la prétendue « régénération urbaine ». Pour l'auteur, l'espace sécurisé est un « bien rare » à destination des groupes sociaux désireux de se distinguer de la masse par la mise en exergue d'une sureté appropriée comme signe extérieure de richesse (Davis 2000, p. 205-207).

« Symbole de prestige, et parfois seul discriminant permettant de distinguer les gens simplement aisés des « vrais riches », la « sécurité » est moins une question de protection personnelle que de degré d'isolement par rapport à des groupes ou des individus « indésirables », et, d'une manière générale, d'évitement des foules, que ce soit dans l'habitat, le travail, la consommation ou les déplacements. » (Davis, 2000, p. 205)

D'autres analyses localisées permettent aussi de mettre en exergue une vision tout autre de l'accès à la sécurité. Ainsi, la recherche de la sécurité peut prendre des formes parfaitement différentes selon les classes sociales. Pour de nombreux habitants de Johannesburg, la « sureté »³⁸ ne veut pas seulement dire la sécurité, mais aussi l'accès à l'eau, aux moyens de transport, au travail (entretien Bheka, 2020). Ces oppositions majeures dans la conception même de la sécurité sont suffisantes pour attiser le conflit de classe qui se mue en conflit d'espace.

³⁸ "Safety".

2. Des espaces de l'insécurité à ceux de la sécurisation : spatialisation de l'offre et causes de la demande en matière de sécurité privée.

2.1. Historicité du fait violent sud-africain.

S'il est courant de partir du postulat d'une société « malade » ou plutôt guère soignée des violences d'apartheid pour évoquer la violence criminelle en Afrique du Sud (Sichone dans Shepherd, Robin, 2008 cités par Gervais-Lambony, 2012, p. 55). Il nous paraît important de prendre en compte et d'explicitier certains processus sociaux qui trouvent leurs origines tout autant dans l'historicité du pays et des mouvements sociaux et de populations sous le régime d'apartheid, que dans ceux qui relèvent de la récente néo-libéralisation des sociétés. Nous ne nous pencherons pas sur les acteurs partiellement exogènes que sont les structures des « mafias » internationales (Rizzoli, 2010, p. 42), ou la mondialisation des circuits de la drogue et la régionalisation de ceux des armes (Lory, 2015, p. 48). Autant de facteurs qui ont leur importance dans la violence des *townships* mais moins dans le décryptage de ladite endémicité d'une violence qui influe sur la quotidienneté de chacun.

Nous allons voir au cours de cette sous-partie en quoi la violence dite endémique a bien souvent été façonnée par des structures spatiales, sociales et par des « agents »³⁹ (Di Méo, 2008, p. 18) de la violence criminelle ont eux-mêmes évolué au gré des contextes politiques et économiques.

2.1.1. Brutalisation des corps sociaux.

Philippe Gervais-Lambony pointe la pluralité des violences sud-africaines en mettant l'accent sur les facteurs d'invisibilisation des violences faites aux femmes : « non pas violence donc, mais violences » (Gervais-Lambony, 2012, p. 58-59). Les violences qui nous intéressent ici sont celles qui ont le mieux façonné les arguments commerciaux, de privatisation de la gestion de ces mêmes violences, les violences qui sont perçues comme partiellement « dé-ségrégues » depuis la fin de l'apartheid (Vircoulon, 2005, p. 104). Pour comprendre ces dernières il faut effectuer un bref retour socio-historique et géo-historique aux périodes *ante*, durant et postapartheid. Il est cependant primordial de spécifier que les régimes successifs coloniaux et d'apartheid n'ont jamais été tout puissants. Le pouvoir centralisé a toujours fait face à une résistance, notamment au niveau local, et de fait les politiques appliquées ont souvent été le fruit de réadaptation, générant ainsi des incohérences quant aux objectifs finaux de « ville duale » (Fourchard, 2018, p. 89) du pouvoir politique. Malgré tout, une politique de pluri-différenciation a bien été mise en place jusqu'en 1991. La différenciation est dans un tout premier temps raciale, avec le *Land Act* de 1913, le pouvoir colonial interdit *de jure* la propriété des noirs hors des 13 % du territoire sud-africain qui sont dès lors réservés aux « indigènes ». Cet *Act* fondateur de la ségrégation raciale, s'inscrit dans la

³⁹ Selon Guy di Méo, les « agents » spatiaux, se distinguent des acteurs. Ils disposent conjointement d'un agir et d'un pouvoir « celui en particulier de provoquer l'action des autres ». Il y a une notion d'intentionnalité dans les acteurs et l'agent territorial peut à tout instant devenir acteur (Di méo, 2008, p 18).

morphogénèse (Rosière, 2003, p. 143) d'un état qui ségréguera l'espace et privera les populations noires de droit à la ville (Gervais-Lambony, 1997, p. 87). L'apartheid en lui-même (1948-1991), s'est axé sur une double différenciation, raciale d'une part avec une classification des individus dans 4 catégories « étanches et hiérarchisées » (Rosière, 2008, p. 16) : blancs, noirs, asiatiques/indiens et enfin métis, cette dernière catégorie regroupant les individus qui n'entrent dans aucune des trois autres (Gervais-Lambony, 2012, p. 5). L'apartheid se fonde sur un ensemble de juridictions et d'espaces qui « gouvernent » (Foucault, 2004, p. 110 de la retranscription de 1978 à l'édition du seuil) les non-blancs. Les populations non-blanches sont cantonnées dans des *locations* incluses dans le tissu urbain mais en dehors de la ville blanche (entretien Sarah Charlton, 2020 ; Mazelle-Cabasse, 2004). L'éviction brutale des habitants indésirables de ces quartiers multiraciaux vers les *townships* a agi comme un choc générationnel, ne manquant pas de créer encore aujourd'hui la nostalgie d'une forme d'urbanité à jamais perdue (Gervais-Lambony, 2004, p. 163-164 ; 2012, p. 36). Mais la perte automatique de la possibilité pour les populations noires de devenir propriétaires, se voit encore complexifiée par la *Urban Labour Preference Policy* (ULPP), une politique de discrimination à l'emploi qui favorise la population urbaine sur les migrants ruraux, une population que le gouvernement entend bien juguler (Fourchard, 2018, p 104). En conséquence de cela, les différenciations deviennent multifactorielles car :

« La loi de 1952 reconnaissait officiellement, pour la première fois dans l'histoire sud-africaine, des droits de résidence urbaine (et non plus seulement des exemptions) à certains Noirs » (Fourchard, 2018, p. 105).

Et c'est là toute la perversité du système, il ne différencie pas seulement l'individu par sa « race », mais par son statut relié à l'identité d'urbain qui relève lui-même de son statut social. L'apartheid a ainsi créé de nouvelles classes « socio-spatiales » (Reynaud, 1981).

Ces nouvelles classes sont conditionnées dans des structures d'habitat et de travail disciplinaire où l'artificialité du *township* et le contrôle social font face à la marginalité et au « double processus de déracinement » qu'engendre l'*hostel* (voir 2.2.1) (Guillaume, 2001, p. 137-138, 173-174). Mais pour parvenir à mettre en place un pareil système de dépossession et de prolétarianisation à marche forcée, le régime a dû s'immiscer dans les familles (Fourchard, 2018, p. 216). Et c'est dans la gestion de l'enfance « dangereuse » et « en danger » que le politiste Laurent Fourchard retrouve le fondement d'un système qui enfante de la violence sociétale. Des politiques réformistes s'attaquent à une prétendue déviance voir « dévoyance » de la jeunesse blanche, une politique de prise en charge quasi-systématique des jeunes pauvres blancs. Entre 1929 et 1939, 17 % de la population blanche est identifiée comme pauvre (*op. cit.*, p. 196). Les jeunes enfants pauvres sont massivement réhabilités pour échapper à leur destin d'enfants déviants. Avec la promotion d'une certaine « hygiène mentale », le traitement des enfants blancs est dans cette période individualisé, alors que le sort réservé à la jeunesse noire oisive est potentiellement attirée par le tsotsisme (voir 2.1.2) (*op. cit.*, p. 104, 194). Enfin, le « tournant punitif » (*op. cit.*, p. 261) de l'apartheid envers les non-blancs se manifeste dans un premier temps par la généralisation des châtiments corporels appliqués aux noirs. S'ensuit un enfermement systématique des jeunes de couleur avec les adultes parfois endurcis et criminalisés par les systèmes de gangs de prison déjà bien en place (voir 2.1.2).

« Il semble donc que la politique d'emprisonnement de l'état sud-africain – parce qu'elle ne séparerait pas les enfants « en danger » des « enfants dangereux », les orphelins des chefs de gang et ces deux groupes des innombrables personnes ayant commis des infractions aux lois sur l'alcool et au livret d'identité (pass) – met en place les conditions décisives à la production et à la reproduction d'une « classe criminelle » en Afrique du Sud » (Fourchard, 2018, p. 259-260).

À l'enfermement s'additionnent les sévices systématiques commis sur les enfants présumés délinquants. S'ajoute l'aspect concentrationnaire des formes hétérotopiques de casernement qui suivent l'industrialisation de la main d'œuvre, les nouvelles structures spatiales visant à créer de nouveaux réseaux spatiaux qui ont permis de mettre en œuvre un véritable *influx control*, soit le contrôle pensé et planifié des populations internes au pays (Gervais-Lambony, 1997, p. 88).

Perçue sous cet angle, l'apartheid appréhendé comme une brutalisation générale de la société, n'est pas sans conséquence sur le niveau de violence persistant qui altère les pratiques quotidiennes de chacun. Elle les altère en premier lieu dans les ensembles spatiaux ségrégués (*townships, hostels*, centre-ville) mais aussi dans les quartiers les plus nantis en conséquence des bouleversements abordés en introduction. L'immobilité des structures disciplinaires, même partiellement réappropriées (*hostels*), est le symptôme et le résultat de l'inertie des formes spatiales héritées de l'apartheid (Gervais-Lambony, 2015, p. 31). Ces structures, et plus que jamais aujourd'hui la structure carcérale, restent des lieux d'incubation massive d'un « Lumpenprolétariat » (Fourchard, 2018, p. 180) dont la mise à distance reste l'argument commercial majeur du capitalisme sécuritaire (entretien Ricus, 2020).

Photo 1 : L'avenir mis en doute dans une société brutalisée



Source : Zapiro, *Independent Newspaper*, 11 octobre 2006.

Le caricaturiste sud-africain Zapiro souligne ici que la violence « dé-ségrégulée » de l’Afrique du Sud postapartheid (Vircoulon, 2005, p. 104) remet en question l’avenir même d’une société qui se projette dans une violence banalisée. Cette caricature fait aussi écho aux dangers auxquels sont confrontés les écoliers en Afrique du Sud, 13 enfants sont morts à l’école ou en s’y rendant au cours des seuls mois de janvier et février 2020 et dans la seule région du Gauteng (entretien Brij Maharaj, 2020 ; Banton, 2020).

2.1.2. Le gangstérisme et les Tsotsis produit d’une histoire d’exclusion dans une société duale.

C’est le film éponyme *Mon nom est Tsotsi*, sorti en 2006 qui a projeté aux écrans de la compétition des Oscars un archétype de la figure criminelle sud-africaine : Le *Tsotsi*. Pour son succès critique qui lui a valu l’Oscar du meilleur film en langue étrangère, le réalisateur Gavin Hood a matérialisé, au travers d’un personnage aux accents dramatiques, ce mot polysémique qualifiant tout à la fois le voyou et le tueur. Le qualificatif désigne des figures criminelles arpentant les bas-fonds de la ville, et plus particulièrement les *Townships*. À Johannesburg le désigné *Tsotsi* pratique tout autant

le « cambriolage »⁴⁰ que le « détournement de voiture »⁴¹ (entretien Ricus, 2020). Il pratiquerait également le *mugging* ou vol avec violence sur des piétons, une appellation pour le moins vague donc et qui permet de nommer tout criminel s'adonnant à une extorsion brutale de bien matériel. Le *Tsotsi* fait appel à la pratique du « gangstérisme » sans pour autant désigner de structures organisées classiques. Or, en Afrique du Sud ce qui est assimilable à des pratiques est généralement assimilable à des espaces. Ainsi les espaces centraux et péricentraux de Johannesburg, hors des îlots réinvestis, sont souvent criminalisés dans les discours (Oloukoi, 2015, p. 114-115). Ce type de discours est présent dans nombre de nos entretiens. « Oui vous pouvez voir beaucoup de pauvreté, des *hostels* et du gangstérisme »⁴² déclare David lorsqu'une question lui est posée concernant l'état global des quartiers de Jeppestown et de Doornfontein dans leurs parties non-rénovées, hors Maboneng (entretien David et son collègue, 2020). Le *tsotsi* est assimilé à une prédation qui rendrait certains lieux infréquentables, une spoliation de bien matériel fugace et violente à l'issue imprévisible.

Par ailleurs, dans le genre littéraire prolifique de la fiction sud-africaine qui a inspiré le film de Gavin Hood, le *Tsotsi* suscite empathie et besoin de justice. Lindewe Dowey a mené une analyse multi-située pour expliquer l'adaptation au cinéma de la nouvelle d'Athol Fugard, *Tsotsi*. Il y explique le changement de regard entre un livre qui exprime au travers d'un caractère marginal la brutalité du régime d'apartheid et un film qui relate le destin d'un enfant brisé devenu prêt à tout pour s'assurer un standard de vie minimum dans le *township* d'Alexandra. Le traitement de ces personnages évoluant dans deux contextes historiques antinomiques, à savoir celui d'apartheid et de postapartheid, est caractérisé par l'empathie. C'est la renonciation à la violence qui aboutit à « l'héroïsme » de l'anti héros qui s'extrait finalement de sa situation socialement déterminée. L'adaptation cinématographique du roman se détache du moralisme missionnaire qui prête à la conversion religieuse tous les pouvoirs de resocialisation (Dowey, 2014, p. 149). Elle nous projette dans un monde froid et cruellement réel où le sauvetage d'un nouveau-né dérobé par erreur dans une voiture sera la seule lumière catalysant la positivité du film. Ce qui explique avant tout le succès et la portée de l'œuvre (Oscar du meilleur film en langue étrangère), c'est l'utilisation du langage argotique urbain utilisé par les *tsotsis*, le *taal-tsotsi*⁴³ (*op. cit.*, p. 153). Aussi, dans sa contextualisation postapartheid, pour rendre le récit de vie violente explicable, Gavin Hood a utilisé

⁴⁰ Les *home invasions* ou *house breaking* sont des crimes courant en Afrique du Sud, dans des cas nombreux ils peuvent être commis en présence des propriétaires, le délit peut alors devenir crime violent (séquestration, coups et blessures, viols, meurtres...).

⁴¹ Les *carjackings*, appelés également *hijackings* dans le langage courant sud-africain, sont des vols de voitures commis en présence du conducteur au sein du véhicule. Ce dernier peut alors être évacué de force du véhicule ou séquestré le temps pour les braqueurs d'atteindre un point de chute.

⁴² “*Yeah, you see a lot of poverty, hostels and gangsterism.*”

⁴³ Le *tsotsi-taal* utilisent au moins 5 langues ici par ordre de prééminence : Le Xhosa, le Zulu, l'Afrikaans, le Tsawana et même espagnol (Dowey, 2014, p. 153). Il est lui-même un dérivé ou plutôt une appropriation du *fly-taal*, langage des quartiers mixtes durant l'apartheid (Mazel-Cabasse, 2004, p. 25).

le flashback en détachant le temps de l'espace. Ainsi le *tsotsi* sans nom n'est que le produit et la continuité immédiate d'une enfance d'exclu social forgé par une forme de résistance tout autant que d'accommodement de normes violentes (*op. cit.*, p. 154 ; Fourchard, 2018, p. 181-182).

Cependant, les groupes sociaux, issus du sous-prolétariat sud-africain et pratiquant une criminalité violente, ont également une portée politique. Selon Steffen Jensen, le qualificatif de *Tsotsi* est évolutif en fonction du contexte socio-politique. Et la politisation des groupes sociaux s'identifiant comme tel s'inscrit dans le durcissement des lois d'apartheid et la mise en œuvre du « Grand Apartheid », un apartheid spatial. Les déguerpissements forcés des années 1950 à Johannesburg, et notamment les déplacements des populations noires et métisses du quartier de Sophiatown ont poussé les gangs des nouveaux *townships* à se politiser.

« Une indication claire de leur nouvel ethos révolutionnaire était le fait que les gangs qui s'étaient développés dans le township de Soweto après les déguerpissements forcés dans les années 1950 changent leur appellation de « tsotsi » (voyou ou hooligan) à « comtsotsi » (une combinaison de camarade et de « tsotsi ») »⁴⁴ (Rodgers, Jensen, 2008, p. 227).

Rodgers et Jensen identifient le gang comme une potentielle entité anticoloniale telle qu'elle était décrite par Franz Fanon dans *Les damnés de la terre* (Jensen, Rodgers, 2008, p. 220). Dans l'Afrique du Sud d'apartheid, l'idéologie de gangs⁴⁵, que ce soit dans la ville Cap ou dans les « villes africaines » nouvelles (Gervais-Lambony, 1997), était massivement dirigée contre le pouvoir et la dominance blanche. L'image de « bandit social » (pour reprendre Eric Hobsbawm, cité par Jensen, Rodgers, 2008) joue alors en la faveur des gangs, ce qui favorise la reproduction de structures sociales criminalisées dans les nouveaux espaces réservés aux noirs et aux métis, symboles de dépossession (Jensen, Rodgers, 2008, p. 227). La définition du géographe Stéphane Rosière pointe également la dimension territoriale des gangs en tant que groupe criminel et notamment des signes de marquage territoriaux que ces groupes se sont appropriés comme le tag (Rosière, 2008, p 122 ; 2003, p. 251). Marquages qui peuvent être perçus en Afrique du Sud comme l'aboutissement contemporain de l'évolution de la « sous-culture » masculine apportée par les travailleurs migrants des provinces rurales dans les années 1930-40 (Jensen, Rodgers, 2008, p. 227), ou par ceux qui portaient la lourde étiquette de « semi-urbanisés » (Fourchard, 2018, p. 126).

⁴⁴ « A clear indication of their new revolutionary ethos was the fact that the gangs which had developed in Soweto Township after the forced removals in the 1950s changed their name from 'tsotsi' (hooligan or thug) to 'comtsotsi' (a combination of 'comrade' and 'tsotsi'). »

⁴⁵ Le gang en Afrique du Sud ne fait pas seulement écho à la pratique du gangstérisme, mais aussi à des bandes et parfois des réseaux complexes dont les plus structurés sont associés à la communauté *coloured*, c'est particulièrement vrai dans la province du Cap Occidental mais aussi dans les quartiers *coloured* de Johannesburg (Westburry, Newclare, Eldorado Park).

S'il est important de comprendre la dimension territoriale comme aboutissement final des gangs postapartheid, l'objectif premier étant de sécuriser les *back streets*⁴⁶, les structures qui font et entretiennent les systèmes sociaux des gangs ont souvent été les hétérotopies, d'abord de l'industrialisation et de l'exploitation avec les mines, puis de la punition et de l'isolement avec les prisons. Les *numbers* parlent une langue inventée dans les mines qui permet la communication entre les différentes ethnies sud-africaines, le *fanigalore*. Ils ont développé un système de représentation et de codification qui leur est propre, le *sabela* (Parker Lewis, 2006, p. 159). Dans un premier temps moyen de résistance contre l'oppression subie dans les prisons, les trois gangs que constituent les *numbers* (26, 27 et 28)⁴⁷, sont aujourd'hui devenus des systèmes de contrôle des prisonniers qui utilisent un discours basé sur les droits de l'homme en invoquant la lutte pour l'amélioration des conditions de détention (Parker Lewis, 2006, p. 20-21). La systématisation du viol sur les *franz*⁴⁸ (*op. cit*, p. 65) et les rites initiatiques qui consistent généralement à poignarder un gardien (Rodgers, Jensen, 2008, p. 229), participent au désagrégement des tissus sociaux et reproduisent par la suite une forme extrême de patriarcat dans la rue. Analysés sous ces spectres, les gangs peuvent être associés à des stratégies individuelles et collectives de survivalisme dans un contexte social et d'exclusion extrême (*op.cit*, p. 230). Ces stratégies sont reproduites massivement et systématisées dans les « lieux autres » que sont les centres pénitenciers et les mines (Foucault, 1966). La militarisation de la rue par des individus resocialisés par ces systèmes sociaux oppressifs auxquels ils ont été confrontés ne peut qu'aboutir à un tunnel de violence. Or, la lutte contre ces groupes, dont la persistance relève plus de la révolution manquée que d'un climat insurrectionnel, a été conduite de par le monde, comme une « guerre contre le crime » à partir des années 1980 (Rodgers, Jensen, 2008, p. 232). Ce conflit frontal est mené, par les Etats et leurs bureaucraties, au moyen de politiques de guerre ouverte voire « absolue », si l'on s'attache à la définition qu'en fait Carl Von Clausewitz, guerre qui favorise un discours dichotomique et une essentialisation de « l'ennemi », souvent qualifiés de « terroristes urbains » (Davis, 2000, p. 240). Même les politiques contemporaines de « pacification », souvent appuyées par l'armée ou une police militaire, de l'Afrique du Sud (Cape Town depuis 2019) au Brésil (Rio de Janeiro depuis 2008), s'appuient sur la distinction binaire entre citoyen « honnête » et criminel (Rodger, Jensen, 2008, p. 233).

⁴⁶ La *back street*, *die angerbuurde* en afrikaans (Rodger, Jensen, p 229), est définie par le *Cambridge Dictionary* comme une « rue petite et silencieuse, souvent située dans la partie la plus vieille ou la plus pauvre d'une ville. »

⁴⁷ Le gang des *numbers* se découpe lui-même en trois larges factions indépendantes les 28 et 27 sont des structures criminelles formées hors du système carcéral à la fin du XIX^{ème} siècle. Tandis que les 26 doivent leur existence aux prisons, leur formation concorde avec l'afflux massif de prisonniers condamnés pour braquage au début du XX^{ème} siècle. Les mythes fondateurs qui participent de l'imaginaire de ces gangs s'ancrent autour de la figure du bandit de grand chemin Mzozephi Mathebula devenu Nongoloza (Parker-Lewis, 2006, p. 19, p. 33-40 ; Rodger, Jensen, 2008, p. 236). À savoir que le banditisme de grand chemin du XIX^{ème} siècle peut être vu comme l'apanache d'un Lumpenprolétariat résistant à la « prolétarianisation » de la société (Fourchard, 2018, p. 27).

⁴⁸ Un *franz*, est un nouveau détenu qui n'a aucune connaissance du système des *numbers*, il est une potentielle nouvelle recrue (Parker-Lewis, 2006, p. 153).

2.1.2. « L'émeute xénophobe », une mécanique complexe.

Régulièrement, et ce depuis les évènements de 2008 ayant fait 62 morts dans tout le pays, les violences qualifiées de xénophobes font les grands titres dans les journaux internationaux. En septembre 2019, une vague d'émeutes et de pillages a fait au moins 12 morts (*Le Monde*, 2019). Ces violences, impressionnantes par leur ampleur et leur généralisation à de nombreuses provinces, avaient pour épices centres plusieurs quartiers populaires de Johannesburg. Le quartier de Jeppestown, dans lequel je résidais pendant la période de terrain, a été partiellement submergé par ce que l'on peut qualifier de *pogroms*⁴⁹ contre les étrangers. Lors de notre visite dans un entrepôt en cours de reconversion et de rénovation au niveau du 17 Madison Street dans le Jeppestown populaire, l'histoire vécue de cet évènement nous a été rapportée plus en détail par des personnes qui malgré leur « sud-africanité » ont craint pour leur vie. Ils ont été sauvés *in extremis* par leurs voisins avec qui un lien avait été tissé précédemment à cela.

« - Nous regardions depuis en haut quand les émeutes se sont passées, ça faisait tellement peur !

- C'était une grande foule ?

- C'était énorme genre d'ici à la fin de la rue, marchant ensemble, cassant, criant, se battant ! (...) Et tu vois toutes ces échoppes colorées ici, c'étaient des magasins (...). Ils ont été forcés. Et ils ont d'abord commencé, ils ciblaient les étrangers mais ensuite il ne s'agissait plus d'étrangers, il s'agissait juste de pillage, il s'agissait juste de crime, car ils appartenaient tous à des sud-africains. (...) Lorsque les émeutes se sont passées ici... La petite maison bleue là-bas, (...) il y avait des personnes qui ont tenté de s'introduire ici, ils ont essayé de rentrer dans cette propriété. Mais les mamas de là-bas étaient dans la rue, elles disaient non! Non! Non! Non! N'allez pas là, laissez-les! (...) Non ça n'est pas un business, ça n'est pas un magasin, laissez-les! »⁵⁰ (entretien Chann, 2020).

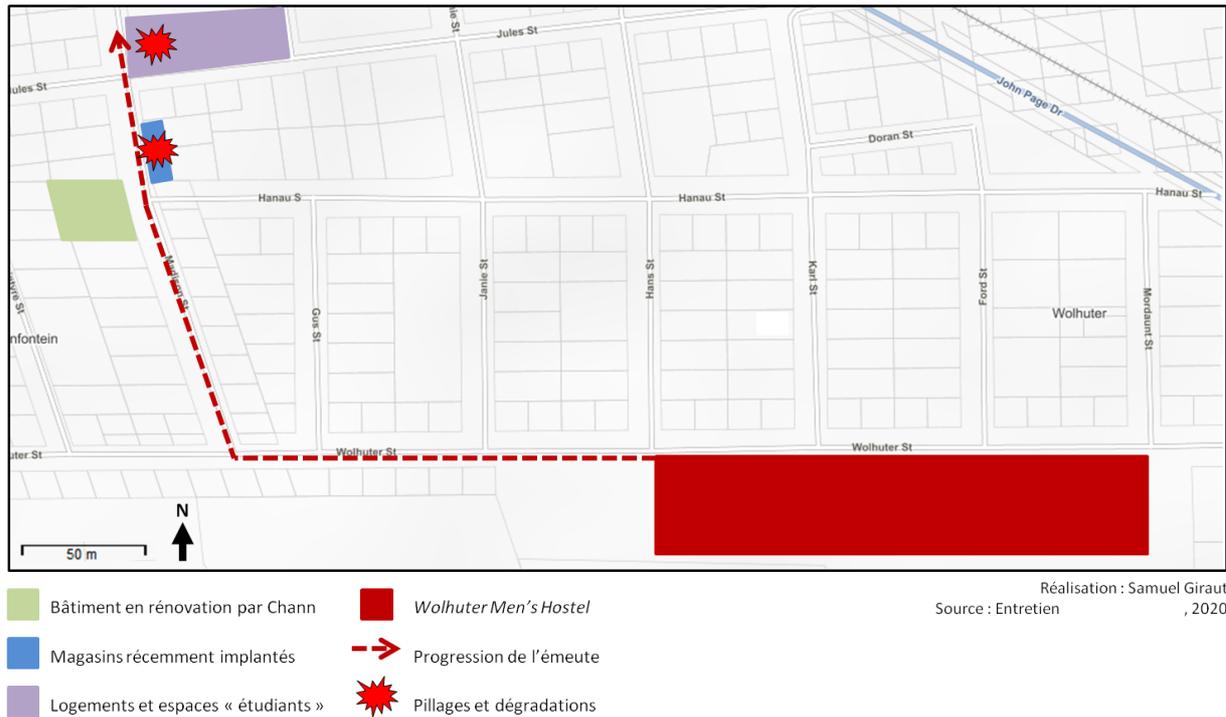
⁴⁹ Le *pogrom* est un "mot Russe évoquant le saccage", il est initialement utilisé pour qualifier les déchaînements de violences localisés contre des populations juives. Le *progrom* fait référence à l'extériorisation d'une colère sur des "boucs émissaires" désignés (Brunet, Ferras, Théry, 1993, p. 391).

⁵⁰ “ - We were like watching from the top as the riots were happening, it was so scary!

- Was it a big crowd?

- It was huge like from here over here to the end, walking together, breaking stuffs, screaming, fighting! (...) And do you see all these colorful places here, they were shops (...). They were broken into. And they first started, they were targeting foreigners but then it was not about foreigners anymore it was just about looting it was just about crime, because these were all South Africans.(...) When the riots were happened here... the little blue house over here, (...) so they were people who trying to come into here, they were trying to get into this property. But the mamas from there where standing on the street saying no! No! No! No! Don't go there, leave them! (...) No that's not a business, that's not a shop, leave them!”

Carte 4 : Spatialisation de l'émeute xénophobe



La mécanique de l'émeute, qui s'est mise en place sous les yeux de Kay et de son copain, diffère de manière significative de l'idée médiatique d'un épisode de violence brève et ciblée qui ferait écho à l'application d'une « justice communautaire » par des collectifs d'habitants déployés en milice (Béni Gbaffou, 2004, p. 65). Le corps social qui s'active à ces impressionnantes dégradations et violences, parfois armées, avec de nombreux coups de feu tirés contre les caméras de vidéosurveillance mises en place dans Madison street (entretien Neo Ramushu Mkgoshing, 2020), est indéniablement différent de cela.

« La nature des violences et des sévices et les modalités des attaques se distinguent nettement des autres manifestations de type vigilantisme, même si des filiations sont identifiables » (Kwabe-Segatti, 2008, p. 105).

Mike Davis qualifie de « révolutionnaire du lumpenprolétariat (Davis, 2000, p. 262), les groupes criminels, ou plutôt criminalisés qui naissent ou bien prennent de l'ampleur avec des mouvements sociaux. Ces émeutes soudaines partent d'espaces précis, dans le cas des quartiers centraux et péri-centraux, les *hostels* (voir 2.1.1 et 2.2.1). C'est l'espace de l'*hostel* lui-même qui motive

l'analyse politique et parfois politicienne car l'affiliation présumée des émeutiers des *hostels* avec les partis nationalistes Zoulous tels que l'*inkatha freedom party*, reste un parallèle courant. Mais l'émeute xénophobe en tant qu'événement violent sort du cadre des partis politiques à l'heure où l'ANC et ses plus grands partis d'opposition (EFF, DA), y compris l'*inkatha* sont en perte de vitesse (Kwabe-Segatti, 2008, p. 103). Dans notre cas d'analyse, et par la voie de nos enquêtés l'émeute semble être le fruit de pressions économiques sur le sous-prolétariat qui peuple l'*hostel*. L'émeute est alors un détonateur qui peut momentanément inverser le sens de la dépendance entre le *precint* et l'*hostel* (voir 3.2.2). Les espaces de « conquête » (Oloukoi, 2015, p. 61) ont besoin de stabilité, et les éternels « semi-urbains »⁵¹ des *hostels* (Fourchard, 2018, p. 126) de ressources économiques minimales et donc d'inclusion aux nouveaux tissus socio-économiques de Maboneng (voir 3.2.2).

La xénophobie est un problème substantiel à la nouvelle Afrique du Sud. Cependant l'immigration, souvent perçue comme massive (entretien David et son collègue, 2020), n'est pas un phénomène nouveau ni beaucoup plus massif qu'auparavant. C'est au début de la mise en place du système d'apartheid que l'Afrique du Sud fait appel à une main d'œuvre provenant des autres pays d'Afrique Australe. Les migrants d'Afrique Australe étaient ainsi 155 000 en 1948 et 316 000 en 1973 à entrer dans le territoire pour aller travailler dans la ceinture aurifère du RAND. Cette migration à l'échelle anadyadique, était supervisée par la chambre des mines qui avait étendu un réseau de bureaux de recrutement à toute la région (Gervais-Lambony, 2012, p. 21). L'Afrique du Sud a, depuis la première moitié du XX^{ème} siècle, toujours été un pays d'immigration beaucoup plus attractif que ses voisins en terme d'opportunités économiques. Achille Mbembe souligne même la diversité des migrations notamment européennes qui convergent vers la ville de Johannesburg dès la ruée vers l'or, période qui a offert à la ville l'image dont elle jouit aujourd'hui (Mbembe, 2008, p. 40). Durant les années 2000 la xénophobie explose suivant la délitation des structures qui avait militarisé l'emploi industriel au sens de Marx et d'Engels (Marx, Engels, p. 61, 2012). La fin de ces structures signe de fait la tertiarisation de l'emploi alimentant les frustrations des sud-africains non diplômés envers certains étrangers qui arrivent diplômés dans la *City of Gold*. Cette capacité entrepreneuriale donne parfois lieu à un contre-discours qui tend à dépeindre le sud-africain noir comme quelqu'un de « paresseux »⁵², discours aussitôt contrasté par les facteurs sociaux et historiques explicatifs du prétendu refus de travailler (entretien Herman, 2020). Ce discours tout aussi essentialisant est cependant né d'un réel sentiment qui s'explique par un vécu. En effet la quotidienneté des actes et des faits comme en témoigne Dostin Lakika, secrétaire à l'IFAS, pose une situation d'insécurité sur toute marche urbaine près des « zones grises » de la ville :

⁵¹ Lesdits « semi-urbanisées » étaient, durant la période d'apartheid, les populations issues des provinces et zones rurales aspirant à devenir urbaines en ne se résignant pas aux traditionnels *hostels* ou *barracks* dans le cas du Cap d'où est tirée cette appellation.

⁵² « Les sud-africains sont *lazy* », (entretien Herman, 2020).

« Voilà, parce que par exemple par expérience, parlons expérience. Moi en tant que noir, tu rencontres un noir sud-africain, le premier réflexe pour lui, il pense que tu es sud-africain et il va te parler... (...) et quand il voit que tu ne réagis pas (claquement de doigt) là tu deviens l'objet d'attaque. J'ai mon ami qui a failli être tué l'année passée. (...) Il... en fait c'était pendant les attaques xénophobiques qui ont eu lieu. Vous vous souvenez l'année passée, quelques temps après, bon lui il voulait prendre son train pour rentrer à la maison, il a vu un groupe ils étaient cinq je crois, ils venaient, ils voulaient s'assurer qu'il était sud-africain ou qu'il n'était pas sud-africain. Donc la première des choses c'était de le saluer en zoulou, quand il a répondu, il peut répondre en zoulou la salutation ce n'est pas très compliqué, mais l'accent... ils ont compris que c'était un étranger et ils sont revenus, ils ont commencé à le poignarder. » (Entretien Dostin Lakika, 2020).

La xénophobie qui a dans un premier temps couvé sous le mandat de Thabo Mbeki est progressivement devenue un exutoire aux graves problèmes sociaux que traverse le pays (entretiens Chann, 2020). Les actes de persécution et d'oppression xénophobe ont longtemps bénéficié d'un certain silence médiatique (Nutall, Mbembe, 2008, p. 236). De plus, comme nous le voyons avec cet extrait, les actes violents frappent souvent de manière sporadique hors de tout grand rassemblement, et parfois non sans l'aide de la police (Bonet, 2013). La violence est donc devenue rampante à tous les tissus ethniques sud-africains mais est globalement concentrée dans les zones urbaines de *townships* ou les centres-villes « déshérités » des métropoles (Kwabe-Segatti, 2008, p. 103). L'émeute xénophobe est en soi le reflet d'une société fracturée ou d'une impuissance face aux « forces socio-politiques » (Mike Davis, 2000, p. 259), une société dans laquelle même la classe politique trouve un avantage à nier la prééminence d'une forte xénophobie. Dans le cas du quartier de Jeppestown, la marginalisation persistante des habitants des *hostels* forment des sub-cultures parfois brutales qui engendrent des tunnels de violence. Cette violence peut s'exacerber lors de manifestations de revendication de droits sociaux et de demande d'inclusion économique orchestrées avec l'aval des chefs communautaires (*Ndunas*) (entretien Kay, 2020).

2.2. Géographisation des insécurités.

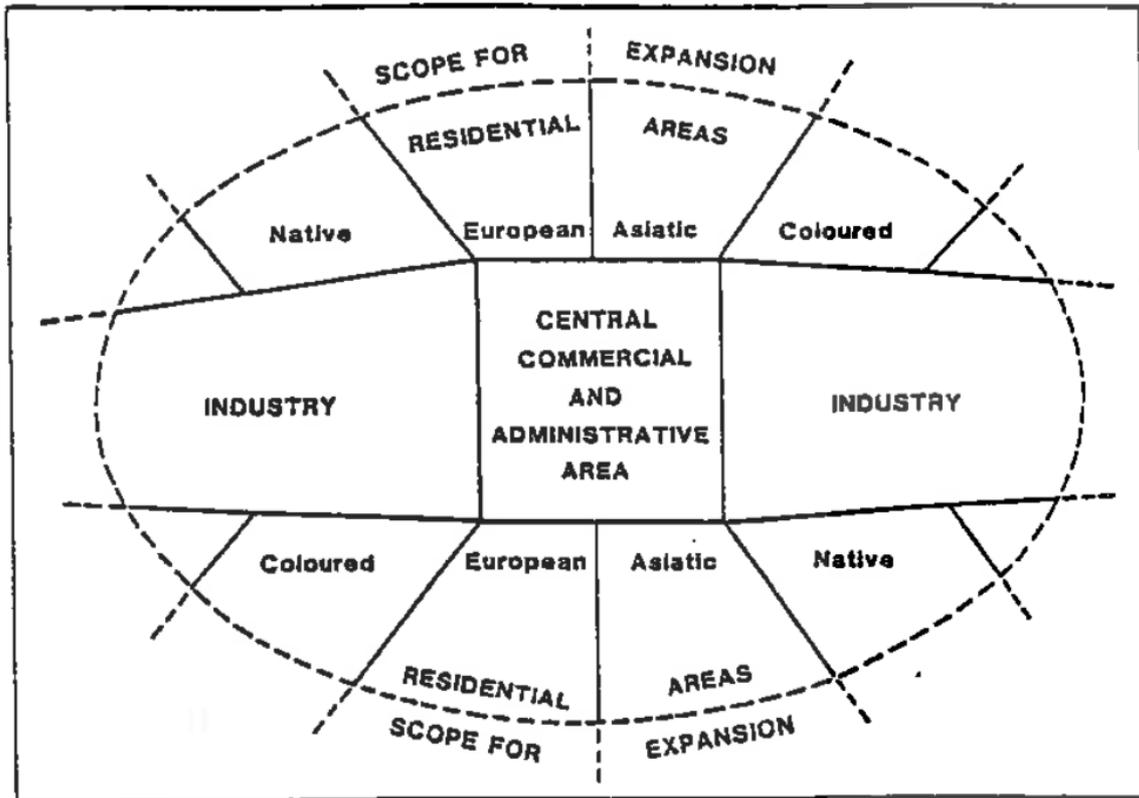
L'influence spatiale des acteurs informels de la violence réifie parfois les territoires urbains sud-africains dans les représentations, et en modifie la pratique ou la non-pratique. L'existence de lieux « criminalisés », souvent négligés (Oloukoi, 2015, p. 145), oblige à repenser les échelles au sein de la ville et pose trois questions. En quoi des unités spatiales, fruit d'un agencement raciste et productiviste de l'espace (Guillaume, 2001, p. 93), peuvent favoriser les dualités dans un Johannesburg aujourd'hui néo-libéralisé ? Comment les investissements invisibilisent des fractions du paysage urbain par le sentiment d'insécurité ? Comment des trajectoires différentes dans la ville peuvent façonner des représentations influant sur la quotidienneté des citoyens ?

2.2.1. Des formes urbaines qui favorisent les dualités.

La ville d'apartheid a donné naissance à une certaine « géographie » (Gervais-Lambony, 2012, p. 22) ségrégative systématisée, qui institutionnalise une forme de polarisation fondée sur une

hiérarchisation raciale. Brij Maharaj, a ainsi mis en lumière le rôle « fonctionnaliste » (Lefebvre, 1968) des espaces sous l'apartheid.

Figure 1 : Chorème de ville idéale du régime d'apartheid voulu par le *Technical Sub-Committee*



Source: TECHNICAL SUB-COMMITTEE ON RACE ZONING, (1951). *Methods of Implementing Race Zoning*. Part II, report, p. 144 vu dans Maharaj, 1997, p. 142.

Ce schéma chorémique ci-dessus témoigne de la volonté du régime d'apartheid de faire correspondre la ville industrielle avec l'agenda raciste du « développement séparé ». Le zonage urbain racialisé est officialisé en 1950 par le *Group Area Act*, il constitue un des piliers de la mise en place de la ville d'apartheid où les quartiers ségrégués sont séparés par des *buffer zones*. La consolidation de cet *Act* jusqu'en 1957 par un « arsenal législatif », mettant à profit toute l'administration d'apartheid (Gervais-Lambony, 2012, p. 4), témoigne de la volonté politique d'ancrer une doctrine d'aménagement de l'espace. Toutefois, l'élément majeur de ce chorème, au-delà de la mention raciale et fonctionnelle des zones, est la frontière. Tantôt intangible (en trait plein), tantôt extensible (en pointillé), elle explique la forme en îles urbaines des villes sud-africaines. Ces limites prennent la forme de *buffer zones*⁵³, véritable *no man's land*, qui peuvent

⁵³ Littéralement « zones tampons ».

être identifiés comme la façon la plus économe d'affirmer un pouvoir régalien, en effet « les vides ont un sens, ils disent haut et fort la puissance de l'état qui les aménage, la violence qui peut s'y déployer » (Lefebvre, 1968, p. 24). Ces vides donnent au paysage urbain un aspect militaire⁵⁴ (Rosière, 2008, p. 313), ils sont aujourd'hui mis à profit de la ville capitaliste conservant des espaces destinés aux zones commerciales et industrielles suburbaines. À l'échelle non plus de la ville, mais de la zone ségréguée ils font tenir compte de l'autre différenciation basée cette fois sur le statut d'urbain et la prolétarianisation. Les règles imposées au *temporary sojourners* favorisent la formation d'un prolétariat d'origine rurale que l'on peut exploiter et ré-expédier dans les campagnes « une fois le contrat achevé » (Fourchard, 2018, p. 98). Le modèle minier instigué à Kimberley au tournant du XIX^e siècle (Mabin, 1986), est par conséquent à l'origine de formes urbaines qui retirent aux travailleurs ruraux le sens même « d'habiter » (Lefebvre, 1968) la ville. Aussi, Les *Hostels* (voir 2.1.1. et 2.1.3) sont la matérialisation « presque carcérale » (Guillaume, 2001, p. 33) de ce système indépendant des autres espaces d'*oppression* et d'*exploitation* (Harvey, 2010, p. 146). Sarah Charlton explique pourquoi, encore actuellement, ces dortoirs pour migrants prolétariés entrent en friction avec l'espace environnant, et cultivent ainsi un « régime d'historicité »⁵⁵ (Hartog, 2003 cité par Oloukoi, 2015 p. 117-118).

*“Il représente l'ancien système de main-d'œuvre. (...) Il est possible qu'ils ne veuillent pas vivre avec leur famille de toutes façons, certaines personnes ont un lieu rural ou un autre endroit considéré comme leur foyer où ils veulent investir, où ils pensent que c'est vraiment important, mais qu'ils ne veulent pas nécessairement reproduire cela dans une zone urbaine »*⁵⁶ (entretien Sarah Charlton, 2020).

Le différentiel d'ordre culturel se manifeste également dans la structure des *hostels*. Le fonctionnement clanique de l'*hostel* et le système de parrainage dont il dépend aboutit à un réseau de pouvoir dont la finalité est avant tout économique (Guillaume, 2001, p. 139). Les *Ndunas*⁵⁷ sont à la tête de ces structures de contrôle aujourd'hui partiellement réappropriées (entretien Kay, Trevor, 2020). La diversité des stratégies résidentielles à l'œuvre s'explique par des aspirations

⁵⁴ Selon Stéphane Rosière les zones tampons « relèvent beaucoup plus d'un paysage militaire que d'un paysage civil » (Rosière, 2008, p. 313).

⁵⁵ « La notion de « régime d'historicité » est conçue comme un outil heuristique, aidant à mieux appréhender, non le temps, mais principalement les moments de crise du temps, ici et là, quand les articulations du passé, du présent et du futur viennent justement perdre de leur évidence » (Lessault, 2004, §2).

⁵⁶ “They represent the old labour system. (...) Possibly they do not want to live with their family anyway, some people they have a rural place or somewhere else that's considered home where they want to invest, where they think it's really important, but they don't necessarily want to replicate that in an urban area.”

⁵⁷ Les *Ndunas* sont des chefs communautaires zoulous.

différentes. Désir d'espace de liberté en dépit de l'exclusion pour certains *squatters*⁵⁸, aspiration à être un soutien économique de la campagne d'origine pour certains *hostel dwellers*⁵⁹ (Guillaume, 2001, p. 139, 141-142). Ces modes d'habitat antipodiques rendent difficile la mise en place de programmes de logements sociaux unique comme cela est fait dans de nombreux pays. Les habitants des *hostels* ne peuvent bénéficier du même programme de RDP *housing*, seuls les *squatters* le peuvent. L'actuel, Cyril Ramaphosa, a bien mis en place une politique de conversion des *hostels* en unité familiale mais la priorité est de dé-densifier ces espaces (10 000 résidents dans le Wolhuter Men's Hostel pour 3200 lits) avant d'en changer la nature (entretien Sarah Charlton, 2020).

« *L'inégalité entre les riches et les pauvres. C'est vraiment ce que l'on voit, un haut niveau de polarisation (...)* »⁶⁰ (entretien Brij Maharaj, 2020).

L'autre moteur de la dualité des espaces urbains sud-africains est le socle inégalitaire de la société, « elle réifie sinon, les lignes de partage héritées de l'Apartheid » (Lefranc, 2004, p. 7). L'Afrique du Sud est en effet le pays le plus inégalitaire du monde (voir introduction). Cette situation qui permet difficilement aux différentes classes de faire société invite à l'analyse comparative.

« *L'Afrique du Sud et le Brésil sont les seuls endroits où il est légitime de voir un township littéralement accolé à une ville luxueuse (...) Alexandra et Sandton... À Sao Paulo et Rio de Janeiro tu verras ce truc se produire, et ils sont les pays qui ont le plus haut taux de criminalité, le plus haut taux de viol. Où est le lien ? C'est l'inégalité, c'est la pauvreté, la pauvreté te fait faire plein de merdes, des trucs illégaux tout ça dans le but de survivre* »⁶¹ (entretien Tshepo, 2020).

Il est factuellement vrai que les chiffres de taux de criminalité et notamment de taux d'homicide⁶² sont du même ordre dans les deux pays, 35,4 pour 100 000 habitants en Afrique du sud (SAPS, 2019) et 28,5 au Brésil (Monitor da Violência, 2017). Cet extrait souligne également les inégalités criantes entre espace proche, 67,1 % des habitants de du *Township* d'Alexandra gagnent moins de

⁵⁸ Les *squatters* sont ceux qui résident dans des habitats informels, ce mode d'habitat a connu une « explosion » dans les années 1970 à la mise en place des Bantoustans pour refluer les populations d'origine rurale hors des zones urbaines (Gervais-Lambony, 2012, p. 6).

⁵⁹ Littéralement « habitants des foyers ».

⁶⁰ “*The inequality between the rich and the poor increases. That’s really what you seen, high level of polarization (...).*”

⁶¹ “*South Africa and Brazil are the only places where you legit to find a township literally next to a pumping city (...) Alexandra and Sandton... Sao Paulo and Rio de Janeiro you will see that shit happened here, and those are the two countries that have the highest crime rate in the world, highest rape rate in the world. Where is the link? It’s inequality, it’s poverty, poverty makes you can fucking done shit, illegal shit all in the mean to survive*”

⁶² Les taux d'homicide sont calculés en nombre d'homicides pour 100 000 habitants.

38 200 rands par an contre seulement 22,8 % à Sandton (stats SA, 2011). L'impression justifiée de « ne pas partir du même endroit »⁶³ (entretien Tshepo, 2020) pose une épée de Damoclès supplémentaire sur l'unité urbaine de Johannesburg.

2.2.2. Des représentations sécuritaires qui concordent avec les investissements.

« *Le centre-ville change (...). Si tu étais venu ici il y a cinq ans c'était comme une jungle, tous les bâtiments étaient cassés, ils ont juste commencé à développer le coin en 2013-2014. (...) Regarde, c'était mort et les lumières sont revenues donc c'est le lieu des lumières.* »⁶⁴(entretien David et son collègue, 2020).

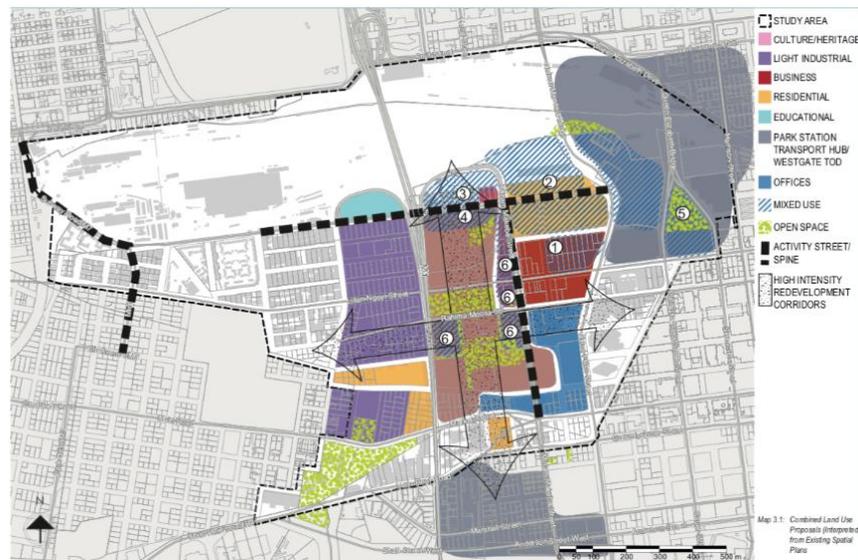
Ce court témoignage sur la perception du développement du *precinct* de Maboneng (Maboneng signifie le « lieu des lumières en seSotho ») et de l'évolution de l'état du bâti démontre un certain attachement à la visibilité des développements entrepris par *Propertuity*⁶⁵. On y lit également une forme de « nostalgie urbaine » très courante en Afrique du Sud (Gervais-Lambony, 2004, 2012, p. 36-37) qui ici est empreinte de violence symbolique dans le sens où elle fait référence au temps d'apartheid où les quartiers de Jeppetown et de Doornfontein étaient appropriés par la bourgeoisie blanche (Oloukoi, 2015, p. 121). David et son collègue se définissent eux-mêmes comme entrepreneurs et disent investir dans les immeubles en rénovation entre Fox Street et Doornfontein où ils résident (entretien David et son collègue, 2020). Ce processus de réappropriation mentale des espaces du centre se fait dans ce cas par l'identification aux nouveaux espaces « vitrines » qu'on oppose volontiers aux « arrière-boutiques » (Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 96 ; Bénit-Gbaffou, Gervais-Lambony, 2003). On peut avoir une perception de renforcement de la connexité des lieux (Di méo, 2009, p. 16), qui en réalité sont mis à distance du fait des investissements réservés aux *precincts* du centre-ville (23 millions de rands selon David). Conscients de leur image d'apport de sécurité et stabilité, les *precincts* misent sur l'établissement de véritables corridors de gentrification (voir figure 6). La gentrification sonne comme une espérance de voir apparaître des espaces neufs dont la criminalité ne serait plus un trait distinctif (entretien Trevor, 2020 ; entretien David et son collègue, 2020).

⁶³ “not starting from the same place”

⁶⁴ “The inner city is changing. (...) If you would have come here five years ago this was like a jungle, all the buildings were broken, they just started developing around in 2013-2014. Look, this was dead and the lights are back again so it is the place of lights.”

⁶⁵ *Propertuity* est une entreprise de promotion immobilière fondée par Jonathan Liebmann, en 2009 elle pose les bases du CID de Maboneng et finit par s'en retirer en 2018 ; tous les établissements sont alors revendus à des particuliers. (Oloukoi, 2015 ; entretien David Jacobs, 2020 ; entretien Kay, 2020 ; Entretien Langa, 2020).

Carte 5 : Corridors de « redéveloppement » dans le *precinct* de Newtown



Source : NEWTON URBAN DEVELOPMENT FRAMEWORK, 2019, p. 30 – (document en accès libre pour commentaires jusqu’au 14 juin 2019, dans l’objectif de la préparation d’un workshop).

Ce calquage des pratiques urbaines sur les investissements et sur leur matérialisation en « capital fixe » (Harvey, 2010), génère une certaine « néo-libéralisation des pratiques urbaines »⁶⁶ (Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 87) dont l’évolution dépend de la mise en « vitrine » des renouvellements urbains.

2.2.3. *Quand la peur « gouverne » l’individu, des pratiques spatiales qui influencent les échelles de perception.*

Ces développements en croix dans les *precincts* centraux, dont la sécurisation constitue le leitmotiv⁶⁷, surfent sur cette idée que le « redéveloppement » viendrait percer des espaces que l’évolution du centre a rendu impénétrable. Certains témoignages viennent conforter l’idée d’espaces dont la peur serait la composante principale, et mettent ainsi en évidence l’indéniable dimension spatiale de la peur (Guinard, 2015, §3).

« Aussi vite que j’arrive dans les rues de Jo’burg, mugface ou alors des merdes vont arriver (...) genre aussi vite que tu arrives dans le CBD, ais une mugface ou ne rigole pas avec des gens, ne réponds pas à des questions quand quelqu’un t’appelle, marche. Quand un mendiant vient et te dit “hey mec est-ce que je peux avoir...” marche. Ais littéralement ce mouvement unidimensionnel, unidirectionnel, ne marche pas comme si tu n’étais pas sûr de toi, ne marche pas comme si tu étais perdu, ne marche d’aucune autre manière excepté

⁶⁶ La « néolibéralisation des pratiques urbaines » fait écho à des phénomènes sociaux qui sont soutenus par des réseaux d’influences et des réseaux d’acteurs et d’agents spatiaux (Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 87).

⁶⁷ Dans la rubrique Q + A (question réponse) du site internet officiel du Maboneng *precinct* on peut lire « la priorité numéro 1 pour le Precinct de Maboneng c’est la sécurité (...) Le week-end quand le nombre de visiteurs double on double la sécurité ».

*que tu sais où tu vas... et tu y vas, le CBD. Là où à Braam, tu peux déjeuner et marcher partout, tu connais, parce que tu te sens en **sécurité**, tu connais, tout le monde vit, tu connais. Même chose à Maboneng, tu peux marcher partout, peu importe, peu importe, **jusqu'à ce que tu arrives dans les autres rues**. À nouveau mugface. Donc à Jo'burg (...) tu dois savoir comment agir dans un certain environnement »⁶⁸ (entretien Tshepo, 2020).*

Le témoignage de Tshepo montre que les échelles de perception s'affinent lors de l'entrée et la sortie des *precincts*. La montée de l'émotion peur qui justifie alors des comportements particuliers une sorte de « *street smart*⁶⁹ » qui s'acquiert du vécu dans les espaces urbains sud-africains (entretien Trevor). Mike Davis, justifie cette peur des interactions sociales par le fait que « la peur s'auto alimente ». Il en déduit ainsi que la perception sociale de la « menace » ne dépend pas du taux de criminalité mais du « degré de mobilisation sécuritaire » (voir 2.3.2 ; 3.4.3) (Foote Whyte, 1943 cité par Davis, 2000, p. 205). D'autres qui fréquentent une diversité d'espaces, différents *precincts* et quartiers étudiants, ont parfois une vue moins dichotomique du centre-ville mais pointent d'autres espaces en avançant le fait statistique.

« La dangerosité de Johannesburg n'est pas vraiment comparable à un océan d'insécurité comme peuvent se le représenter les touristes, mais il y a encore des coins qui sont vraiment très dangereux, et où l'on est presque sûr de se faire braquer »⁷⁰ (entretien Bheka, 2020).

Bheka, a pu expérimenter différents types d'espaces. Il a passé son enfance dans le township de Deipsloot qui constitue le paroxysme de l'espace « d'exclusion » (Guillaume, 2001), tant il se distingue par un isolement spatial conséquent, Diepsloot se situe à plus de 30 kilomètres du centre-ville (entretien Bheka, 2020 ; Google Earth). Bheka a d'abord travaillé pour l'auberge Curiosity avant de devenir guide indépendant. Il emmène régulièrement des petits groupes de touristes explorer les différents townships de Johannesburg par le biais artistique (entretien Bheka, 2020). Cette pratique des lieux satellitaires avec une navette régulière vers le centre géographique de la municipalité métropolitaine de Johannesburg (soit l'ancienne région administrative de Johannesburg Central), permet à Bheka d'avoir une vue en surplomb quotidienne sur toute la métropole et d'en estimer les contrastes sécuritaires à échelle plus fine. Il cite en tant que « coin

⁶⁸ *“As soon I get on to the streets of Jo'burg, mugface or else shit will happen (...) Like as soon as you get into the CBD, have a mugface don't fucking laugh with people don't answer questions when someone is calling you, walk. When a beggar is like that “Hey do can I have some...”, walk. Literally have that one dimensional, one directional movement, don't walk like you are unsure of yourself, don't walk like you are lost, don't walk in any particular way except you know where you are going... and you are going, CBD. Were in Braam, you can lunch and walking all around you know, 'cause you feel **safe** (ton flaneur), you know, everyone live, you know. The same in Maboneng, you can walk around you know, whatever, whatever, **as soon as you get to the other streets**. Mugface again. So in Jo'burg (...) you need to know how to act in a certain environment.”*

⁶⁹ On pourrait définir « l'intelligence de rue » comme un savoir issu d'un vécu urbain. « La capacité à gérer ou à réussir dans des situations difficiles ou dangereuses, en particulier dans les grandes villes » (Cambridge Dictionary).

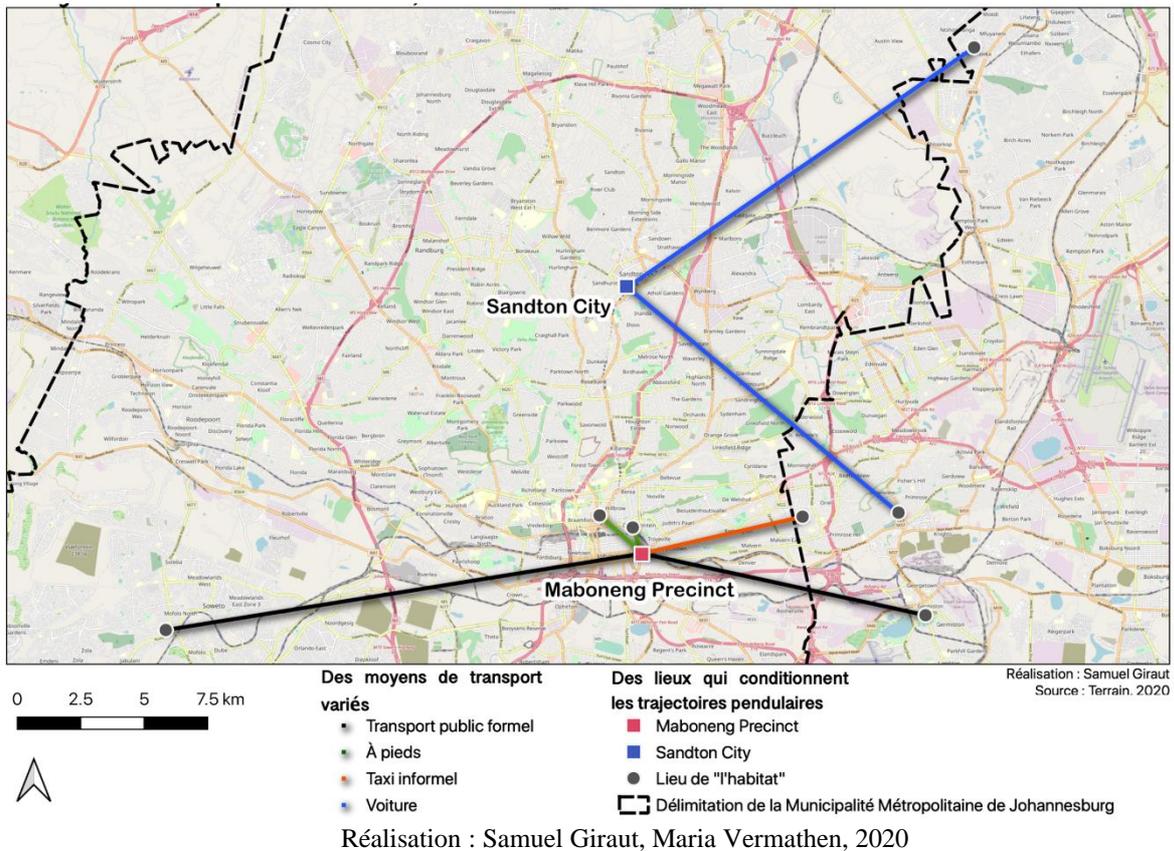
⁷⁰ *“The dangerosity of Johannesburg is not really about an ocean of insecurity as tourists can represent, but there is still some corners that are really really dangerous, and where you are almost sure to be robbed.”*

vraiment très dangereux » les « petites maisons »⁷¹ à l'est de la « Tour Ponte », elle-même, située dans le quartier de Berea (entretien Bheka, 2020). Les quartiers de Berea et de Hillbrow sont synonymes du « dynamisme perdu » et d'une « déségrégation ratée » entreprise dès les années 1975 (Guillaume 2001, p. 257, 267, 271). Ces deux quartiers résidentiels se représentent cependant, par certains aspects, comme des « espaces de liberté proches du centre » (Gervais Lambony, 1997, p. 128). C'est donc à l'ouest de Yeoville dans la contiguïté des frontières entre quartiers résidentiels denses et bâtis plus proches du périurbain que Bheka situe le point d'ancrage d'un certain « lumpen prolétariat » (Fourchard, 2018, p. 27). À l'antipode de ce ciblage minutieux des lieux infréquentables, certaines représentations à l'échelle métropolitaine font état d'un centre-ville homogénéisé par une image malfamée et dangereuse. Catleen est étudiante à Kempton Park et effectue régulièrement des allers-retours à Midrand et Waterfall Estate, des quartiers hautement périphériques dans lesquels elle a ses habitudes. Elle revendique de ne jamais esquisser une sortie dans le centre-ville, et dans aucun de ses precincts. Ces ensembles, pourtant très hétérogènes, de lieux centraux sont perçus comme homogènement « trop dangereux » (entretien Catleen, 2020). Dans quelques milieux de la sécurité, on conseille également aux clients de ne rien entreprendre et de s'abstenir au maximum de déplacements vers et dans le centre-ville (entretien Ricus, 2020). Ce cantonnement des pratiques spatiales et des interactions sociales aux banlieues nanties, illustre une certaine « insécurité physique » dans les espaces perçus comme socialement dé-ségrégés. Cette insécurité se traduit alors de façon « existentielle » et même politico-existentielle dans le contexte postapartheid (Vircoulon, 2005, p. 112-113).

La cartographie de certains déplacements pendulaires (voir carte 6) permet aisément d'évaluer les échelles de représentation possibles et ainsi mieux saisir comment « les espaces de peur tendent à se circonscrire » (Guinard, 2015, §6) ou au contraire à s'agrandir.

⁷¹ "small houses"

Carte 6 : Trajectoires pendulaires, des échelles variables



Parmi les huit personnes interrogées deux empruntent le même trajet quotidien, et aucun mode de déplacement ne semble être surreprésenté. David et son collègue vivent sur le campus de DFC dans la partie nord de Doornfontein, ils viennent régulièrement à pied dans le Maboneng Precinct pour s'occuper de « rénovation urbaine »⁷² qu'ils participeraient à encadrer (entretien David et son collègue, 2020). Ces déplacements à pied, au départ appréhendés lors de leurs arrivées dans le quartier (ils vivaient auparavant à Sandown près de Sandton), sont devenus des habitudes.

*“Là est la funniest part, c'est supposé être le coin le plus dangereux, tu vois ? Mais de manière surprenante c'est chaleureux, tu vois ?”*⁷³ (entretien David et son collègue, 2020).

Themba dort la plupart du temps à l'autre bout du centre-ville dans le *shelter* de Kotze Street dans le *precinct* de Constitution Hill. Ses déplacements journaliers à Maboneng sont motivés par la nécessité de subvenir à des besoins vitaux en vendant des chaussettes principalement à des touristes internationaux (entretien Themba, 2020). Langa et Ntsika sont respectivement guide et agent de sécurité, ils se rendent au *precinct* de Maboneng en transports publics formels (bus mis en place

⁷² “Urban renewal”

⁷³ “Here is the funniest part, it's supposed to be the most dangerous corner, you get me! But surprisingly it's friendly, you get me?”

par les municipalités) (entretien Langa, 2020 ; entretien Ntsika, 2020). Deux autres agents de sécurité travaillant au Sandton City Mall viennent de l'extérieur de la municipalité métropolitaine (Pimrose et Tembisa Township), ils utilisent tous deux leurs propres voitures. Enfin Marian va tous les jours travailler au *precinct* de Maboneng en *zama zama*⁷⁴, ayant vécu en France, il a ressenti une certaine appréhension dans ses déplacements et sur son lieu de travail lors de ses débuts à Johannesburg, mais il se dit maintenant apaisé. L'espace perçue est donc protéiforme et l'aspect « sécuritaire » de celui-ci peut prendre des formes aussi variées qu'il existe d'affects conjoints aux pratiques spatiales et aux modes de circulations individuelles.

« Depuis que je suis rentré dans le bain, j'ai plus peur. Parce que quand tu fais un business et que tu as peur c'est pas vraiment intéressant » (entretien Marian, 2020).

2.3. L'ancrage spatial des compagnies privées de sécurité.

Les espaces de peur et de dualité font le lit de l'acteur majeur qu'est la sécurité privée, elle s'ancree ainsi spatialement sous des formes très diverses. Le poids des compagnies dans l'espace est dans un premier temps mesurable aux effectifs d'agents de sécurité privée en Afrique du Sud. Les chiffres avancés par l'agence de régulation PSIRA font état de 4763 compagnies pour 269 901 gardiens en 2008 et de 8916 compagnies pour 498 435 gardiens en 2019. Ces chiffres sont incomparablement supérieurs aux 190 000 policiers que comptait le pays en 2019, les effectifs des compagnies privées de sécurité ont quasi doublé en onze ans (entretien Dostin Lakika, 2020). Or, les pratiques de violences privatisées conduisent à une silencieuse militarisation de la ville. Et nous verrons comment ces ancrages spatiaux favorisent les syncrétismes entre idéal de communauté et sécurisation.

2.3.1. Une diversification des métiers et des produits de la sécurisation des lieux et des personnes.

À priori, les compagnies de sécurité se différencient des agences militaires privées qui sont les « sous-traitants privés » de fonctions usuellement régaliennes (Lenhart, 2007, p. 73 cité par Magon-Pujo, 2013, p. 487). Les compagnies de sécurité privées quant à elles, offrent à leurs clients ce qu'on pourrait appeler des « services armés », qui peuvent être de la protection rapprochée ou de l'encadrement militarisé de convois (Magnon-Pujo, 2013, p. 488). Mais elles peuvent également proposer des prestations allant de la formation militaire, au « coaching » des particuliers (entretiens Ricus, 2020). Par la flexibilité de l'offre, basée sur une demande de sécurité croissante, les compagnies privées de sécurité se distancient du mercenariat qui lui est condamné moralement (Magnon-Pujo, 2013, p. 488). L'origine de l'émergence significative de la sécurité privée en Afrique du Sud suscite des débats. Certains pointent la déliquescence du militaire avant la fin de l'apartheid (voir introduction) et le « retranchement volontaire »⁷⁵ postapartheid (entretien

⁷⁴ Les *zamas zamas* sont des taxis informels.

⁷⁵ “*Voluntary retrenchment*”

Dostin Lakika, 2020). Dans cette théorie de la genèse militaire, certaines petites villes minières de l'État Libre comme Pomfret, sont désignées comme foyer originel (Gumedze, 2007).

La seconde théorie postule que les premières compagnies sont arrivées de l'étranger, apportant ainsi « renom, expertise, savoir-faire » (Angot, 2009, p. 167). L'expérience militaire ouvre cependant une porte d'accès des plus directes sur les métiers de la sécurité (entretien Ricus, 2020 ; entretien Dostin Lakika, 2020 ; entretien Sanele, 2020). L'Act fondateur de PSIRA (Act n°56 de 2001) met prioritairement en évidence la diversité des métiers et donc des acteurs qui puissent être qualifiés de « fournisseurs de services de sécurité »⁷⁶ (Security Industry Regulation Act, 2001, c1(1)(c)). Le texte s'attache en effet à déterminer tout ce qui relève des services de sécurité :

« Par « service de sécurité », on entend un ou plusieurs des services ou activités suivants :

(a) la protection ou la sauvegarde d'une personne ou d'un bien de quelque manière que ce soit

(...)

(c) fournir un service de réaction ou d'intervention en rapport avec la protection d'une personne ou d'un bien de quelque manière que ce soit ;

(...)

(h) Installer, entretenir ou réparer des équipements de sécurité ;

(...)

(j) Exercez la fonction de Serruriers ; »

(Security Industry Regulation Act n°56, 2001, c1 ; voir l'extrait complet dans les annexes)

Une définition aussi large contraint toute personne effectuant un de ces « services » à s'identifier auprès de l'autorité régulatrice PSIRA, lui donnant ainsi une importance centrale auprès de secteurs d'activités très variés (voir 3.1.2). Le cas de Ricus semble illustratif d'une évolution du militaire vers le *concept*⁷⁷ de sécurité. Après une expérience dans l'armée, il a été affecté dans une unité de réception post-traumatique de victime de crimes, il y aurait appris « une incroyable quantité de choses sur les comportements criminels »⁷⁸. Cette expérience a pu être mise à profit avec la transition postapartheid et l'arrivée de la « vague de criminalité » (Vircoulon, 2005, p. 100). Ainsi en 1995, il décide de créer sa propre compagnie spécialisée dans le « *coaching* » en matière de

⁷⁶ “Security services providers”

⁷⁷ « Nous ne vendons pas des agents de sécurité, nous vendons un *concept* de sécurité » (Linda Williams, 1988, p. 5 cité par Davis, 2000, p. 225).

⁷⁸ “Learned incredible amount about crime behaviors”

sécurité. Ricus vend aujourd’hui ses services⁷⁹ aussi bien à l’ambassade française qu’à des particuliers et des entreprises, il sous-traite même ce travail de « *coaching* » auprès d’employés (entretien Ricus, 2020). Au grès de mes entretiens, j’ai pu apprendre que certains dispositifs de sécurité, au même titre que l’emploi de gardes privés (devant appartenir à une compagnie référencée auprès de PSIRA), et rendu obligatoire d’un point de vue assurantiel. Les bars comme les particuliers doivent ainsi être munis d’alarmes, de clôtures électrifiées ou de barbelés de type « rasoir » (Razac, 2009, p. 163). Mais aussi, ils doivent être en lien direct avec une compagnie de sécurité privée pour toucher des dédommagements en cas d’incidents (entretien Dostin Lakika, 2020 ; entretien Brij Maharaj, 2020 ; entretien Ricus, 2020).

2.3.2. *Du visible et de l’invisible.*

La diversité des métiers en présence dans l’industrie de la sécurité ne doit éclipser ni ses origines militaires, ni son besoin de contrôle social pour faire des établissements qui les emploient des « cocons propres »⁸⁰ (Houssay-Holzschuch, Vivet, 2009, p. 274) (voir 4.2.3). Les planificateurs peuvent considérer qu’une certaine visibilité de la sécurité privée, voire même qu’un certain « maintien de l’ordre »⁸¹ est nécessaire pour créer un espace « sécurisé »⁸² (entretien Ricus, 2020). Mais avant qu’il y ait visibilisation, il faut qu’il y ait visualisation, l’éclairage est l’élément essentiel pour tout espace dont les aménageurs chercheraient à modifier la nature. On suppose alors une recherche de perpétuation de la « maîtrise » de l’espace-temps (nocturne notamment). *De facto*, l’espace non éclairé est rapidement considéré comme un « espace vide » (Oloukoi, 2015, p. 67, 112) et le vide effraie.

« De quoi a-t-on alors peur ? Si je me fie à mon expérience personnelle, il me semble que ce qui fait peur c’est que ce vide apparent masque la présence d’un autre invisible, dont l’invisibilité même est justement ressentie comme une menace. (...) éviter le face-à-face avec cet autre indiscernable, pour éviter à la fois de rencontrer le corps de celui qui fait peur et d’éprouver la peur dans son propre corps (...) » (Guinard, 2015, §11).

⁷⁹ Ricus explique le « risque » criminel par une lecture économétrique des crimes violents, le criminel aurait des besoins matériels, et une spécialisation. La victime du vol répondrait alors à un besoin direct du criminel en fonction des biens dont elle fait usage (Pieterse, 2016). Cette approche victimologique, la plus courante dans le milieu de la sécurité privée, place l’agresseur et sa victime dans une simple situation rationalisée d’offre et de demande. Cette explication dichotomique et essentialisante semble favoriser un mode opératoire mécanique systématique face à un crime violent. Elle permet cependant de systématiser la prévention par des gestes et des attitudes pour, dans un premier temps neutraliser le risque en empêchant de mettre ses biens à disposition d’un agresseur et secondement ne pas céder à la panique en cas d’agression.

⁸⁰ “*Clean cocoon*” est le terme utilisé par un visiteur du centre V&A Waterfront pour qualifier son impression de ce lieu largement régenté par la sécurité privée (Houssay-Holzschuch, Vivet, 2009, p. 274).

⁸¹ “*Policing*”

⁸² “*Safe*”

Les *precincts*, et notamment le bas de la rue de Fox Street à Maboneng, sont pourvus de véritables « complexes sécuritaires » (Oloukoi, 2015, p. 97). Ceux-ci se manifestent en priorité la nuit par un système d'éclairage qui n'est pas sans rappeler celui mis en place dans certains townships à des fins de gouvernementalité (voir introduction) exercée sur les populations encasernées à des dizaines de kilomètres de la ville⁸³. L'existence d'un « environnement bien éclairé » (Houssay-Holzschuch, Vivet, 2009, p. 273) est une condition *sine qua non* de la dissuasion matérialisée dans l'ancrage spatial sécuritaire. Une fois visible, le complexe sécuritaire lui-même se matérialise physiquement avec comme « corps-frontière » (Guénif-Souilamas, 2010) les travailleurs qui y sont employés. On observe là encore une dialectique du visible et de l'invisible dans les espaces résidentiels comme dans les « espaces-vitrines » (Paddison, 1993). Comme c'est le cas dans les *enclosures*⁸⁴, les agents de sécurité visibles de la rue ou des corridors d'espaces clos, agissent avant tout à des fins de prévention et de dissuasion (Bénit-Gbaffou, Owuor, Fabiyi, 2009, p. 217). Dans certains espaces, ces gardes immobiles et non armés, comme ceux de la compagnie MCA à Maboneng, sont si ostensiblement visibles que l'on peut les qualifier de « frontières vivantes »⁸⁵ (Nevin, 2014, p. 197 cité par Oloukoi, 2015, p. 98). Leur fonction de marquage « imaginaire réel et symbolique » (Foucher, 1989), pose alors les bases d'un territoire dans lequel s'exercent certaines règles de contrôle social (voir 3.3.2. et 4.2.3.). La capacité d'intervention des compagnies telle que désignée par l'Act de 2001 leur permet également d'intervenir de manière militarisée (Security Industry Regulation Act n°56, 2001, c1). Or, les unités fonctionnant sur des méthodes calquées sur les méthodes militaires « tactiques »⁸⁶, sont plus rarement allouées dans une position de fixité dans un espace. Les *Accelerators* (entretien garde anonyme, 2020) sont tantôt dans des voitures circulantes de type Hummer, tantôt disposés de manière sporadique près des entrées et sorties des espaces « forteresses » (Davis, 2000). Les compagnies mettent ainsi à profit le « capital militaire »⁸⁷ de leurs employés (entretien Dostin Lakika, 2020).

⁸³ Soweto (South West Townships) se situe à une quinzaine de kilomètres du centre-ville de Johannesburg.

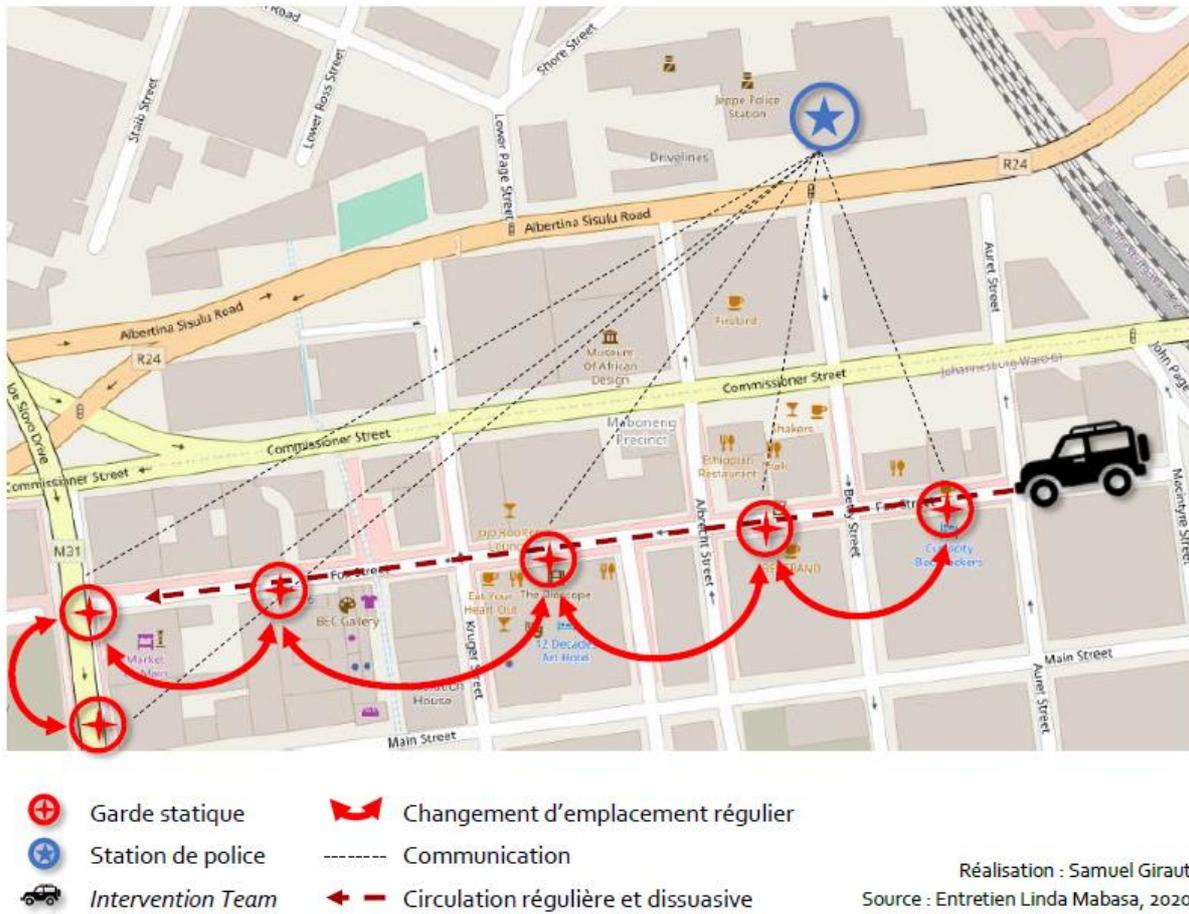
⁸⁴ Les *enclosures* peuvent être définies comme des « quartiers principalement résidentiels dont certains accès sont barrés ou contrôlés par des agents de sécurité recrutés et rémunérés par les résidents organisés en associations (...). Contrairement aux complexes privés, les rues et les espaces ouverts qui ont été fermés *a posteriori* restent publics. » (Bénit-Gbaffou, Fabiyi, Peyroux, 2009, p. 450).

⁸⁵ « *Living borders* »

⁸⁶ La « tactique » fait écho à l'échelle de la bataille, de l'action militaire. Elle est donc à distinguer de la stratégie qui peut faire référence à l'échelle spatio-temporelle du conflit (Cours de Sönke Neitzel, 2018). L'aspect tactique est revendiqué par certaines compagnies privées pour la capacité qu'elles auraient à appliquer des méthodes militaires strictes face à un crime de quelque type que ce soit.

⁸⁷ Le « capital militaire » mis en avant dans les recherches de Dostin Lakika, s'inspire du capital bourdieusien, mais il est ici question d'un savoir et de « l'identité militaire » que les ex combattants congolais utilisent pour être recrutés de manière informelle par les compagnies privées de sécurité. Dostin Lakika témoigne du caractère militaire du recrutement pour parvenir à intégrer une *Intervention team* : « *Alors voilà si on vous montre cette arme ça s'appelle Rugger, ça s'appelle M-16. Et on peut vous demander de sortir un peu le magasin, comment on appelle ça en français ? (...) Le chargeur voilà, de placer les balles et puis de les remettre en place, (suite p.52) donc ce genre de test* » (entretien Dostin Lakika, 2020). Des occurrences similaires autour du caractère militaire du

Figure 2 : Le visible et l'invisible de la frontiérisation du Maboneng Precinct un lundi soir



recrutement et de l'entraînement nous ont été confirmées par d'autres sources (entretien garde anonyme, 2020 ; entretien Sanele, 2020).

2.3.3. Civic et laager aux services d'intérêts socio-spatiaux ?

En Afrique du Sud deux mythes structurent l'espace « sécurisé », dans le sens où ils en modifient le caractère politique, le *laager* et le *civic*. Issu de l'afrikaans, le *laager* fait référence au mythe structurant du Grand Trek⁸⁸. Lors du Grand Trek (1835-1898), la stratégie de défense des *trekkers* se déployait en « cercles de chariots derrière lesquels les Afrikaners se protégeaient contre leurs adversaires africains » (Bénit-Gbaffou, 2004, p. 54 ; Gervais-Lambony, 1997, p. 39). Le *civic* lui, « réfère aux associations de résidents des *townships* noirs qui se sont développées dans les années 1980 pour lutter contre l'apartheid » (Bénit-Gbaffou, 2004, p. 54). C'est donc la violence pensée comme légitime, normalement régaliennne (Magnon-Pujo, 2013, p. 490), mais appliquée par des tiers ou des particuliers qui est ici en jeu. Les pouvoirs politiques de la police sud-africaine étant régulés par la Constitution de 1996 adoptée sous le gouvernement de Nelson Mandela, font qu'elle n'est « plus chargée de protéger le régime mais le citoyen » (Vircoulon, 2005, p. 99). La police postapartheid est par conséquent partiellement dépossédée de ce pouvoir discrétionnaire d'immixtion dans la quotidienneté de tous (sans doute qu'elle conserve ce pouvoir dans les structures spatiales en marge telles que les *hostels*, et dans certains *townships*), elle serait devenue fondamentalement démocratique dans ses principes (entretien Michael Sutcliffe, 2020). Or, l'éradication de l'unité urbaine à l'échelle de la municipalité métropolitaine de Johannesburg, renforcée par « les stratégies capitalistes de dispersion géographique » (Harvey, 2010, p. 150), peut aisément façonner des « bastions de la réaction », voire des « fascismes fragmentés » (*op. cit.*, p. 172). Cette dérive potentiellement fascisante favorise le *laager* soit la fermeture. Au niveau d'établissements privés et des « vitrines » encloses de la ville (Paddison, 1993 ; Bénit-Gbaffou, Gervais-Lambony, 2003). Dans le Mall of Africa, tout particulièrement, c'est l'emmurement qui prédomine et donc le *laager*. Le *civic*, associé à la lutte contre l'apartheid, se voit parfois confondu dans un idéal de communauté et dans la piétonisation de certains espaces marchands. La simple association de commerces sur les questions de sécurité, notamment à Maboneng, semble perçue comme le premier élément nécessaire à l'acte fondateur d'une communauté (entretien Marian, 2020 ; entretien Trevor, 2020). La communauté existante devient raison de la sécurité perçue (entretien Bheka, 2020). De plus elle garantit une stabilité sociale économiquement viable pour les propriétaires d'établissements nocturnes et diurnes.

« On a vraiment cette entente-là, surtout avec les gens qui vivent dans les parages, de toute façon on est toujours obligé parce que quand y'a pas de touristes, c'est eux qui viennent consommer » (Entretien Marian, 2020).

La sécurité privée utilise aujourd'hui de manière systématique cet argument de stabilité communautaire. L'utilisation de la philosophie de l'*Ubuntu*, qui prône la considération de l'autre

⁸⁸ Le *Grand Trek* signifie "migration" en Afrikaans ; il marque "le début de la conquête de l'intérieur de l'Afrique australe et de la construction d'un territoire dominé par les blancs" (Gervais-Lambony, 1997, p. 39).

comme son semblable (entretien Bheka, 2020), y est d'ailleurs employée à des fins de marketing⁸⁹. Le milieu académique francophone a déjà su démontrer comment certaines compagnies parviennent à s'immiscer dans les comités de quartiers johannesbourgeois pour en retirer des parts de marché⁹⁰ (Angot, 2009, p. 172). Un idéal de communauté en situation d'équité sécuritaire peut parfois donner lieu à des utopies qui ont tout à voir avec le mythe du *laager*, bien qu'elles s'en distinguent par leur intentionnalité motivée par un vivre ensemble « Arc-en-ciel » (Jacobs, 2009).

« Les quartiers périurbains qui fonctionnent bien, ils ont quelque chose qu'on appelle des associations de résidents, je dirigeais une de ces associations. (...) Kensington est un quartier bien géré, ils ont des comités de rue, ils ont des gardes de sécurité, chaque coin de rue a sa petite maisonnette avec un garde de sécurité à l'intérieur. Ce serait donc formidable si tout Jeppestown pouvait avoir ce genre de... gardes de sécurité dans les coins de rues. (...) À Jeppestown, je veux créer comme un village ici, un village fermé »⁹¹ (entretien Kay, 2020).

Les complexes sécuritaires érigés par la sécurité privée s'imposent donc comme horizon indépassable d'une certaine harmonie sociétale auprès de nombreux opérateurs spatiaux.

⁸⁹ Comme le prouve l'existence du groupe de sécurité privée Ubuntu Security (fondé en 1995), qui prône la même alternance entre dissuasion, contrôle et intervention que les autres compagnies : <https://ubuntusecurity.co.za/about-us/>.

⁹⁰ Dans l'exemple de Maude Angot, les compagnies SAS et ADT se font concurrence dans les quartiers résidentiels du nord de la ville. La SAS joue plus sur l'aspect CIVIC, alors qu'ADT déploie une voiture pour 1600 habitants, SAS en déploie une pour 150. Elle s'est également immiscée dans les comités de quartiers, SAS est ainsi devenu le premier fournisseur de sécurité dans le nord de la ville « grâce à son investissement dans la *community* » (Angot, 2009, p. 172).

⁹¹ “*Good working suburbs, they have something called residence associations, I used to run one of those associations. (...) Kensington is a well-managed area, they have street committees, they have security guards, every corner has their little houses with a security guard inside. So that will be great if the whole Jeppestown can have that like... security guards on the corners. (...) In Jeppestown, I want to create like a village here, an enclosed village.*”

3. Investissements et distanciations sécuritaires, le jeu des échelles.

L'espace du centre-ville de Johannesburg s'articule de manière singulière. « Il n'existe pas ici de réel rapport entre centralité et ancienneté, du moins dans les paysages, ni de croissance concentrique à partir d'un noyau originel. L'histoire de la ville est celle d'affrontements successifs » (Gervais-Lambony, 1997, p. 129). L'ex-subdivision administrative du centre-ville contribuait en 2008 pour 23 % du « produit géographique brut » (Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 97). Ce terrain d'affrontements, de conflits latents et de dualités permanentes depuis le XIX^{ème} siècle, est aujourd'hui devenu un véritable "front urbain" (Guinard, Oloukoi, 2016). Les promoteurs et autres gentrificateurs d'espaces (propriétaires, décideurs politiques, et autres aménageurs), mènent ainsi une guerre pour le retour à la rentabilité de ces espaces. Nous allons voir comment cette reconquête des classes moyennes et supérieures est menée par le biais de l'implantation de "complexes sécuritaires" (Oloukoi, 2015). Ces réseaux d'infrastructures spatiales s'étendent à différentes échelles, et modélisent ainsi l'espace piéton au regard des consommateurs et des régisseurs des nouveaux pôles de centralités.

3.1. Les gentrifications pour une offre adaptative au marché, acteurs et enjeux.

La gentrification, même si elle tend à avoir une connotation positive dans le centre de Johannesburg, où elle peut être perçue comme liée à l'émergence d'un phénomène artistique (Nutall, Mbembe, 2008, p. 159), reste une translation du conflit de classe. Le mot originel tire sa racine de *Gentry*⁹², et fait référence à « la réoccupation des centres de villes par les classes aisées » (Brunet, Ferrat, Théry, 1993, p. 233). Ce processus, qui induit des « rénovations » voire une « réhabilitation » (*ibid.*), change la nature des espaces en les rendant financiarisables. Elle est ainsi éminemment « stimulée par les lois du marché » (Rosière 2008, p. 126). Nous verrons dans cette sous-partie comment ce processus de gentrification est largement utilisé pour créer des « espaces vitrines » (Paddison, 1993) qui agissent en forces centripètes nocturnes et comment l'espace peut s'en trouver modifié. Ces espaces en changement (entretien Trevor, 2020) sont également sujet à une remise en question du sens de l'accès à la ville et à l'urbain en général. Enfin, des projets dont la visée est d'initier une forme de gentrification plus équitable se détachent des *precincts* qui façonnent les nouvelles centralités, nous verrons par quels moyens.

3.1.1. Night time economy, *recréer des centralités de la nuit.*

Henri Lefebvre, dans ce qu'il pose comme base pour penser l'espace-temps de la ville, distingue le « temps urbain » (rythmé par les horaires et marqué par la fête) de « l'espace urbain » (Lefebvre, 1968, p. 14). Lefebvre nous donne donc les outils conceptuels pour penser l'espace urbain rythmé par le temps de la ville, il nous permet de penser qu'ils sont des éléments fondamentaux à la vie urbaine et que ce temps et cet espace spécifique font symbiose pour permettre l'existence de

⁹² Soit un certain sens du mot « *gens* » pour qualifier la noblesse anglaise.

« l'œuvre » qui caractérise le fait urbain (Lefebvre, 1968, p. 26). En Afrique du Sud le *night time*⁹³, fait référence au temps durant lequel il est nécessaire de limiter ses déplacements dans l'espace urbain et s'abstenir de certaines pratiques comme marcher seul, surtout lorsque l'on est une femme (témoignage de Lebo Machile dans Satel, 2012, *France Culture*).

« La peur, qui s'incarne dans des lieux relativement bien identifiés par les usagers et habitants de la ville le jour, tend à s'étendre spatialement la nuit. Elle gagne alors tous les espaces, et en particulier les espaces publics du centre-ville. Conséquence et reflet de cette appréhension, les rues des espaces centraux se vident à la tombée du jour, les citadins allant trouver refuge chez eux ou bien dans des lieux sécurisés (centres commerciaux, bars, restaurants, etc.) » (Guinard, 2015, §10).

La *night-time economy* fait référence aux processus spatiaux et économiques qui font que « les centres-villes ont de plus en plus été promus comme des lieux de consommation de masse la nuit »⁹⁴ (Gallan, 2015, p. 556 cité par Oloukoi, 2015, p. 153). Or, le centre Johannesburg se caractérise par cette image de vitrine de la fête, bien qu'aujourd'hui certains nouveaux bars aient tendance à s'implémenter dans le quartier de Melville réputé plus « safe ». Si la première vague de projets suivait la voie artistique (voir 3.3), la deuxième vague d'investissements, particulièrement exacerbée depuis le départ de Propertuity en 2018 (entretien Trevor, 2020 ; entretien Kay, 2020 ; entretien Langa, 2020), a laissé le champ libre à certains acteurs, changeant ainsi la stratégie de ciblage de la clientèle. C'est le cas de Trevor, résidant à Maboneng depuis trois ans. Il dirige l'association des résidents de l'un des plus imposant bâtiment de Fox Street et y possède son logement ainsi qu'un Airbnb. Ce faisant, il considère qu'il faut opérer un recentrage autour de certains établissements nocturnes ou des restaurants partenaires (et avantageusement placés), tel que le Pata Pata (entretien Trevor, 2020).

*« Il y a donc maintenant une sorte de nouvelle vague de gens, moi y compris, qui achètent et regardent... et d'un côté, nous voulions conserver une partie de son caractère, mais nous avons aussi un énorme développement à venir. (...) On essaye de voir comment garder l'espace tout en étant un petit peu plus commercial »*⁹⁵ (entretien Trevor, 2020).

⁹³ Littéralement « temps nocturne ». “*Was it night time ?*” est une question que l'on a pu me poser lorsque j'ai fait référence à l'agression d'un touriste japonais dans le quartier de Doornfontein.

⁹⁴ “*City centers have increasingly been promoted as sites of mass consumption at night.*”

⁹⁵ “*So now there is a sort of new wave of people, myself included, well kind of buying in and looking... and on the one hand we wanted to keep some of its character but we also have a huge development coming down there. (...) We try to manage how do we keep the space but still be a little bit more commercial.*”

Pour pallier la crise récente, causée par le départ de Propertuity et la faillite d'une dizaine de commerces⁹⁶, Trevor prône des solutions qui mettent en coopération différents acteurs privés et se voit ainsi en aménageur des pratiques spatiales consuméristes de son public cible.

« Je veux créer un package, donc ce package est essentiellement comme si nous pouvions avoir un package romantique, c'est-à-dire que vous venez ici, vous pouvez avoir un dîner aux chandelles (...) pour une nuit, vous êtes dans les clubs vous êtes totally zoned out et vous vous détendez, vous dormez jusqu'à onze heures, vous faites un saut dans un marché ici, vous vous détendez dans ce marché, et puis ou bien vous rentrez chez vous ou vous passez une autre nuit »⁹⁷ (entretien Trevor, 2020).

Loin des *backpackers*, consommateurs et touristes pratiquant largement l'espace de Fox Street, la clientèle que l'on cherche à attirer est ici majoritairement composée de locaux aisés désirant une escapade et de ceux issus de « la classe moyenne noire émergente »⁹⁸ (entretien Trevor, 2020). Dans cette vision d'une rénovation urbaine qui se rentabilise, le CID est clairement un « cheval de Troie de la néolibéralisation » (Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 87). Les vigiles remplissent la fonction de « réassurance nocturne » (Bouillon, 2000 cité par Oloukoi, 2015, p. 98) essentielle à un consumérisme spatialement atrophié la nuit. Dans certains « développements » basés sur le même modèle mais ciblant différents publics, ici les étudiants, les grandes entreprises (les patrons) sont présentées comme les « meneurs » de l'amélioration de l'espace public. Dans le *precinct* de Braamfontein par exemple où ils appuient cette mutation nocturne (Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 94).

3.1.2. Penser le droit à la ville en Afrique du Sud.

Le droit à la ville en Afrique du Sud doit être pensé comme comprenant tous les besoins de sécurité existentiels en plus de celui d'avoir accès à la ville et à la sécurité personnelle : une sécurité de l'emploi, et l'accès aux services de bases (entretien Bheka, 2020 ; entretien Sarah Charlton, 2020). Ces droits primordiaux font écho à ceux déjà définis comme consubstantiels à l'idée de démocratie et de droit démocratique en général. On parle ainsi de « droits des âges » ; « droits des conditions » et des droits à l'instruction, la santé et même au repos (donc à l'oisiveté peu importe son rang social) (Lefebvre, 1968, p. 120). Ces droits de base, indissociables du droit à la ville, induisent une certaine stabilité des structures urbaines de façon que cette dernière reste une « médiation » entre

⁹⁶ David Jacobs mentionne notamment un cinéma indépendant qui se voit contraint de fermer : *“The cinema here, the bioscope is closing down”*, le petit théâtre en son sein va se joindre à la grosse structure de l'Art on Mains (entretien David Jacobs, 2020).

⁹⁷ *“I want to create a package, so this package is essentially like we can have a romance package which is actually you come here, you can have a candlelight dinner (...) for one night you are up into the clubs, you totally zoned out and chill, sleep until eleven, popping to a market over here chill in that market, and then either go home or have another night.”*

⁹⁸ *“The emerging black middle class”*

« ordre lointain » et « ordre proche »⁹⁹ (*op. cit.*, 1968, p. 54). Car la ville ne doit pas être livrée aux « exigences fluctuantes » des politiques économiques (Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 90). Quand bien même, les modifications accélérées qu'a connu l'aire du *precinct* de Maboneng, modifient la valeur d'usage aux profits de « la valeur d'échange » (Lefebvre, 1968, p. 14) donnée aux nouveaux espaces créés prétendument *ex-nihilo*¹⁰⁰. Les discours entendus autour de ces nouveaux espaces péricentraux mettent en avant une forme d'accès à la ville qui sonne comme une victoire sur la géographie de l'apartheid et comme un front d'opposition matérialisé face à la périurbanisation qui fait tant de mal à l'unité urbaine (Harvey, 2010, p. 150 ; entretien Tshepo, 2020 ; entretien Bheka, 2020). Mais l'éviction forcée à laquelle ont été confrontées les anciennes classes populaires de l'actuel Maboneng (et de l'ex Jeppestown) ont souvent été invisibilisées ou euphémisées par les discours dominants des promoteurs. Themba est revenu sur cet épisode d'évictions maquillé en action philanthropique. Si pour lui ces bâtiments étaient occupés illégalement, le versement de 15 000 rands par personne (1139 euros valeur de 2009) n'était pas équitable, « l'argent qu'il leur a versé par rapport à ce qu'il a développé, ce n'était presque rien »¹⁰¹. Il suggère également que les personnes évincées de Fox Street et de Main Street sont aujourd'hui pour beaucoup sans domicile fixe (entretien Themba, 2020). Ces évictions ne sont pas sans rappeler celles qu'ont pu subir les occupants de Sophiatown dans les années 1960 ou celles de Cato-Manor et du District Six, respectivement situés à Durban et au Cap (entretien Sarah Charlton 2020 ; entretien Michael Sutcliffe, 2020 ; Gervais-Lambony, 2012, p. 36). À la différence près que ces évictions sont conduites dans un objectif de capitaliser des espaces ayant perdu une forme de « dynamisme » économique (Guillaume, 2001), elles sont souhaitées par des aménageurs, et se fondent avant tout sur des distinctions sociales et économiques plutôt que raciales. L'autre aspect crucial au droit à la ville est l'accès à la culture (Lefebvre, 1968). Sur cet aspect, Newtown s'est imposé comme pôle de démocratisation culturelle.

*« Newtown est lié à l'histoire, c'est le centre historique de Johannesburg, et une longue histoire qui en a fait un lieu de culture »*¹⁰² (entretien Bheka, 2020).

Mais que la « démocratie urbaine » (*op. cit.*, p. 24) prenne pied, nécessite quand même un accès aux services de transport menant aux pôles de centralité urbaine. Le manque de transports publics adéquats aux formes urbaines sud-africaines, met en exergue un grand manque de services publics

⁹⁹ L'ordre proche est compris par Lefebvre comme les « relations de groupes », soit les interactions sociales. Tandis ce que « l'ordre lointain » fait référence à la relation entretenue avec les structures de pouvoir et de discipline, qui peuvent prendre la forme des institutions ou des églises (Lefebvre, 1968, p. 54).

¹⁰⁰ On entend par *ex-nihilo* « sorti de rien » (Collins Dictionary). On peut considérer que la rhétorique utilisée par les concepteurs de certains CID péricentraux de Johannesburg utilise cette didactique du « rien » pour désigner les quartiers desquels les projets émergent.

¹⁰¹ “The money that he paid them compared to what he has developed, that was almost nothing.”

¹⁰² “Newtown is relinked to history it's the historical city center of Johannesburg and a long history made it as a place of culture.”

en matière de transport (entretien Brij Maharaj, 2020). Les carences de l'Etat viennent contrebalancer (en mal) le bienfondé « d'une des constitutions les plus démocratiques aux mondes » et dans laquelle le droit à la ville a une place majeure (entretien Michael Sutcliffe, 2020). Le droit à la ville en Afrique du Sud est par conséquent encore à (re)construire, et ses composantes ont encore à s'articuler pour que ce dernier surpasse l'exclusion, et la difficulté d'accès à l'urbain.

« Nous parlons de gens qui viennent de ces putains de townships et qui doivent régulièrement prendre deux ou trois taxis pour se rendre au travail, et toujours une dame blanche, qui a une voiture, qui vit à 5 minutes d'une putain d'entreprise, elle a le droit de vous dire à vous... qui voyagez pendant 40 kms, pendant deux heures et demie avec trois taxis, que vous êtes en retard ! »¹⁰³ (entretien Tshepo, 2020).

3.1.3. L'aménagement urbain par le bas.

L'accès à un mode de vie urbain, mêlant consumérisme nocturne (voir 3.1.1) et contemplation artistique (voir 3.2.1), que proposait le *precinct* de Maboneng a, par certains aspects, déçu. Des artisans et « entrepreneurs » indépendants comme Kay et son compagnon Neo ont expérimenté rudement cette déception (entretien Kay, 2020).

« J'avais une entreprise à Maboneng en 2013 (...), vous savez, Maboneng avec sa vision c'était incroyable, c'était la vision la plus incroyable mais le problème de Maboneng est que vous n'aviez pas de durabilité ; ils pensaient peut-être au long terme mais ils ne pensaient pas à la durabilité je ne sais pas... comment entretenir, comment cultiver avec l'espace, comment... »¹⁰⁴ (entretien Kay, 2020).

On voit qu'il en résulte une critique acerbe et une impression mitigée, oscillant entre respect face à l'audace du projet de Property¹⁰⁵ et désarroi face au résultat limité. En effet, Kay était en possession d'un petit conteneur disposé dans la rue de Main Street, elle y vendait des objets artisanaux qu'elle fabriquait elle-même. Mais aucun client et surtout aucun touriste ne venait dans cette rue car elle était perçue comme trop associée aux milieux populaires des quartiers de Jeppestown et de Doornfontein qui bordent Maboneng. Ces rues étant perçues comme dangereuses, elle s'est sentie abandonnée et elle juge avoir payée son espace beaucoup trop cher (voir 1.3).

¹⁰³ “We are talking about people who are coming from the fucking townships who have to legit take two or three taxis to get to work and still a white lady, who has a car, who is living 5 minutes away from a fucking company she has the right to tell you... who has been travelling for 40 kays for two and a half hours with three taxis that you are late!”

¹⁰⁴ “I had a business in Maboneng in 2013 (...) you know, Maboneng with a vision was amazing, it was the most amazing vision but the problem of Maboneng is they didn't have sustainability; they may have thought they thought long term but they didn't think about sustainable I don't you know... how do we keep maintenance, how do we cultivate with space, how do we...”

¹⁰⁵ Compagnie de promotion immobilière de Jonathan Liebmann.

« *Ils nous ont totalement laissé, ils n'ont jamais activé l'espace. (...) Et les gens, parce qu'ils avaient peur de la ville, ils avaient peur de marcher vers nous* »¹⁰⁶ (entretien Kay, 2020).

Aujourd'hui, elle maintient qu'au marché du dimanche du *Art On Mains* il faut payer 500 rands pour avoir son stand. Elle accuse également la « communauté » de Maboneng de ne pas laisser certaines personnes indépendantes vendre librement des objets artisanaux dans la rue (ce qui est pourtant un droit constitutionnel) (entretien Kay, 2020). Face à un « redéveloppement » qui n'a privilégié que Fox Street aux dépens du projet spatialement étalé promu initialement, Kay et son compagnon ont décidé de s'affranchir de Maboneng. Le large bâtiment du 16 Madison Street, dont les plans initiaux exposent une structure pensée pour un *apartheid* à l'échelle de l'entreprise, a ainsi été réinvesti par ce jeune couple. Tout est encore à faire, mais les plans sont bien là. Le 16 Madison Street sera tout à la fois un espace ouvert de travail et de production artistique et musicale. L'ensemble devra être concordant, « tout devra fonctionner ensemble »¹⁰⁷. Ce projet de rénovation par le bas, qui a déjà vu l'arrivée de son premier « entrepreneur » (voir annexes pour une image de son atelier), apparaît comme la matérialisation d'une « utopie expérimentale » telle que décrite par Henri Lefebvre. Il précise en la définissant que chaque « humble habitant » a son système ou son sous-système de signification et donc de représentation. Or le problème des urbanistes fonctionnels ou entrepreneuriaux selon lui, c'est qu'ils se focalisent sur le fait d'habiter et non sur les significations perçues de ceux qui habitent (Lefebvre, 1968, p. 112). Kay prend en considération ceux qui habitent (voir 2.1.3.) et avec lesquels les rapports sont parfois frictionnels. A son échelle, elle contribue ainsi à mener un début de réforme urbaine, qui entend modifier l'espace paupérisé autrement que par la gentrification brutale d'espaces occupés.

« *Des questions de propriété foncière, aux problèmes de la ségrégation, chaque projet de réforme urbaine met en question les structures, celles de la société existante, celles des rapports immédiats (individuels) et quotidiens, mais aussi celles que l'on prétend imposer par la voie contraignante et institutionnelle à ce qui reste de la réalité urbaine* » (Lefebvre, 1968, p. 116).

3.2. Consommation et contrôle social.

3.2.1. Les walking zones du centre-ville.

« *La sécurité, c'est pouvoir se promener, pas la nuit, n'importe quel jour, juste pour se promener (...) C'est une chose que nous n'avons pas, parce que vous pouvez être... en train de vous promener ou de marcher jusqu'au pub et puis vous êtes assassinés. (...) Donc la*

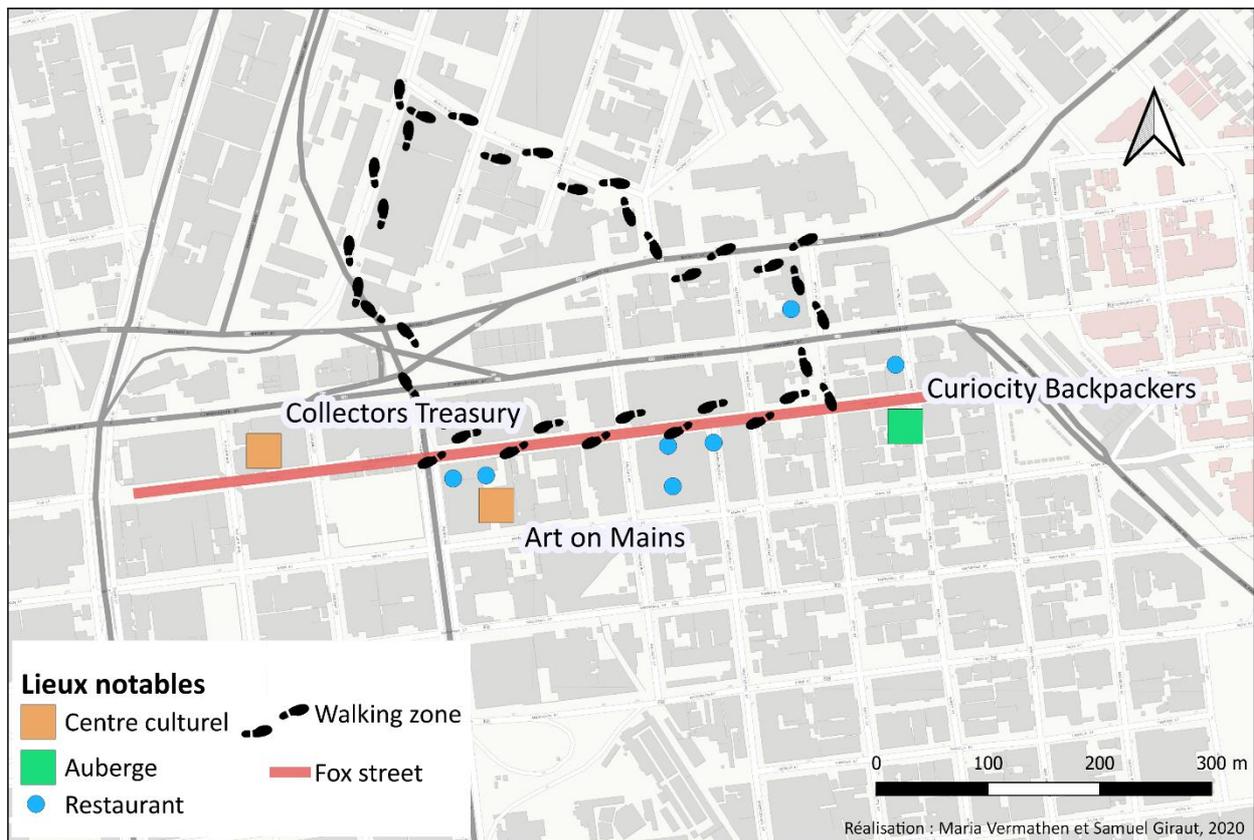
¹⁰⁶ “They totally left us, they never activated the space. (...) And people, because they were scared of town, they were scared to walk to us”

¹⁰⁷ “Everything has to work together”

sécurité pour moi, c'est de pouvoir sortir de chez moi et juste faire une promenade et revenir saine et sauve, c'est ça la sécurité pour moi »¹⁰⁸ (entretien Kayaniswa, 2020).

A Johannesburg, le degré d'avancée (ou de recul) du « front urbain » (Guinard, Oloukoi, 2016), pourrait se mesurer en mètres parcourus en ligne droite avant que le contraste social ne se lise sur l'espace environnant et que le complexe sécuritaire ne se fasse plus sentir. On pourrait ainsi estimer ces distances à quatre cents mètres pour Maboneng sur Fox Street, 300 mètres à Braamfontein sur De Beer Street et moins de trois cents mètres à Newtown. Ces espaces marchables par tous, sur lesquels l'altérité ressentie ne doit pas être trop élevée pour un touriste international ou un investisseur des quartiers nord de la ville, sont au cœur de la politique des CID à Maboneng. L'espace où il est possible de se déplacer en la présence de gardes statiques (voir 2.3.2), est officiellement cartographié par l'auberge de jeunesse Curiosity. Il s'agit là de l'espace d'extension maximale du complexe sécuritaire de Maboneng (Oloukoi, 2015).

Carte 7 : Espace de la walking zone du Maboneng Precinct



Source : Curiosity, 2020

¹⁰⁸ "Safety is being able to walk around, not at night, at any day, just to walk around (...) That one thing that we don't have, because you can be... taking a walk or walking to the pub and then you get murdered (...) So safety for me means being able to just get out of home and just take a walk and come back safe, that's safety for me."

Comme Mike Davis l'a expliqué dans *City of Quartz*, le développement d'espaces piétons dans un processus de « reconquête » de quartiers centraux par la bourgeoisie s'accompagne parfois de la « suppression » de ces mêmes espaces dans le centre-ville et plus généralement d'un « durcissement délibéré de l'espace urbain à l'égard des pauvres ». La matérialisation d'un « village urbain » dans le centre-ville de Johannesburg peut par conséquent accentuer les fractures socio-spatiales aux échelles macro comme micro (Davis 2000, p. 212-213).

3.2.2. Jeppestown/Maboneng ; la peur de l'engloutissement populaire.

Tout idéal de communauté urbaine, dont celui qui participe à souder les petits propriétaires implantés localement, se construit pour partie contre un « ennemi extérieur » ou « intérieur » (Bénit-Gbaffou, 2004, p. 62). L'opposition entre habitat paupérisé « surpeuplé »¹⁰⁹ et un habitat gentrifié qui serait considéré comme épuré est flagrante dans certaines représentations. Ainsi Langa, guide dans une pépinière d'art du *precinct*, pense qu'un développement similaire à celui de Maboneng n'est aujourd'hui pas possible au cœur du CBD.

« *Le CBD maintenant ahh... Je ne crois pas que ça soit pour bientôt, eh. Parce que le CBD c'est plus comme, ce n'est pas comme... comment je pourrais dire ça ? Ça n'est pas, premièrement, le CBD ce n'est pas vraiment un endroit très safe. Oui, c'est plutôt comme un... comment je pourrais dire ?... C'est plutôt surpeuplé maintenant, donc certains bâtiments sont maintenant très vieux, oui ça n'est pas comme comparé à ce site [incompréhensible] où la sécurité est maintenant meilleure* »¹¹⁰ (entretien Langa, 2020).

Si dans ce discours, la surpopulation, l'insécurité et le délabrement sont clairement désignés comme déterminant sur la capacité à faire communauté (et donc sécurité), il n'est pas question de désigner un « autre » paupérisé comme ennemi immédiat (entretien Langa, 2020). Ici réside la principale différence avec les discours tenus en dehors du centre-ville si mal perçu (entretien Ricus, 2020 ; entretien Catleen, 2020). Mais les discours organicistes, au sens de la ville comme organisme social (Lefebvre, 1968, p. 46), sont parfois maquillés dans les *precincts* qui s'orientent vers des modes spécifiques d'habiter ou plutôt des modes « d'accès à la ville » (Guillaume, 2001). Les *hostels* et en particulier celui de Jeppestown (Wolhuter Men's Hostel), sont objet de préoccupations pour de nombreux acteurs de la gentrification. De fait, ils constituent la matérialisation d'une peur d'un *empowerment* du sous-prolétariat sur les espaces nouvellement gentrifiés. Ainsi, la peur de l'émeute (voir 2.2.3), crée de nouveaux réseaux d'interdépendances. Pour garantir une paix sociale face à des acteurs socio-spatiaux exclus économiquement mais pourvus d'une relative organisation hiérarchisée (pilotée par les *Ndunas*), de nombreux établissements ont fini par recruter certains membres des *hostels* pourtant « illettrés » (entretien Themba, 2020). Certains membres de la

¹⁰⁹ "Overpopulated"

¹¹⁰ "The CBD's now ahh... I don't think anytime soon, eh. But, 'cause the CBD is more of like, it's not like... how can I put it right? It's not like, first of all, CBD is not like a very safe place. Ya, so it's more of like a... how do I put it? It's more of overpopulated now, so some of the buildings are now very old, ya it's not like compared to this site [incompréhensible] where security is now better."

communauté zulu des *hostels* sont recrutés comme garde ou vigile de bar les soirs d'affluence (entretien Herman, 2020). C'est donc un dispositif sécuritaire informel qui vient s'ajouter à celui des compagnies MCA (pour la rue) et Fidelity (pour le Art on Main). Lorsque vient la question de savoir si certains habitants de l'*hostel* ne procèdent pas à un racket de type mafieux, on me répond que ces derniers n'exigent pas d'argent et qu'ils proposent simplement leurs services de prévention et dissuasion (entretien Kay, 2020).

« *Le quartier est là, tout marche bien, on a embauché des Zulus, des Zulus d'ici. (...) on les a embauchés, ils viennent pour la sécurité, pour surveiller un petit peu (...) [pas dans le bar] Non dans le secteur, ils sont là à patrouiller à chaque fois* » (entretien Marian, 2020).

Le lien avec la communauté zulu résidant dans l'*hostel* serait assuré par le patron de l'un des restaurants les plus renommé du *Precinct*. Cette figure médiatique du quartier ferait partie d'un groupe d'auto-défense¹¹¹ qui serait constitué majoritairement de personnes issues de la communauté zulu et de l'*hostel*. Pour Themba, la plus-value offerte par le recrutement d'un Zulu issu de l'*hostel* serait non négligeable, car au-delà du manque de formation au métier d'agent de sécurité, il garantirait une paix sociale infaillible (entretien Themba, 2020). Un travail de terrain plus poussé notamment auprès des principaux intéressés à savoir ce restaurateur, dont le nom ne peut être diffusé, et les *Ndunas* serait nécessaire pour établir le rapport d'interdépendance entre les deux espaces à priori opposés. Les observations et données issues des entretiens nous amènent tout de même à constater que le Wolhuter Men's Hostel de Jeppestown est bien « l'antimonde » (Brunet, 1993, p. 35-38) du havre de consumérisme auquel les « développeurs »¹¹² aspirent à transformer Maboneng. Toutes ces informations récoltées sont cependant à prendre avec retenue car elles peuvent constituer une hyperbole émanant de fantasmes autour de la question des « connexions » entre personnes issues de la même communauté (ici la communauté zulu).

3.2.3. *Triages des pratiques et essentialisation.*

Les récentes déclarations du président Cyril Ramaphosa et de son ministre de la police Bekhi Cele sur la gestion de la crise du coronavirus dans le pays ont illustré les affiliations dans l'imaginaire de nombreux décideurs entre taux de criminalité violente et modes de consommation d'alcool. Cette corrélation imposée comme vérité statistique (ici nous avons à faire à une baisse de la criminalité violente) invisibilise *de facto* les multiples autres facteurs des violences de la société sud-africaine (voir 2.1).

« *Tout le monde sait que l'alcool est un facteur de criminalité, (...) La plupart des gens assassinés ou violés le sont du jeudi au dimanche et [ces violences] trouvent leur origine*

¹¹¹ Après m'avoir dit que certains Zulus pratiqueraient une forme de justice expéditive dans le quartier, que ce groupe serait mené par « Z ». « *Z got his grup* » (entretien Trevor, 2020).

¹¹² « *Developers* » (entretien David Jacobs, 2020 ; entretien Kay, 2020).

dans les lieux où on consomme de l'alcool » (Bekhi Cele cité par BouSSION, Le Monde, 15 avril 2020).

Cette question du mode et du lieu de la consommation d'alcool est abordée dans le mémoire sur la nuit à Maboneng de Chrystel Oloukoi. Elle y pointe « la manière dont le crime en vient à désigner tout comportement qui n'est pas en accord avec une conception normative de l'espace public » (Oloukoi, 2015, p. 217). Ces pratiques, érigées en sub-culture ou contre-culture criminelle par les groupes d'influence locaux (*ibid.*), alors qu'elles semblent relever d'une culture populaire, sont édictées comme autant d'usage de l'espace public à proscrire sur les lieux où le "complexe sécuritaire" est opératoire (entretien Herman, 2020 ; entretien Ntsika, 2020). On apprend ainsi que la consommation d'alcool est autorisée, voire même encouragée, mais que le *siting drinking*¹¹³ dans la rue de Fox Street ne l'est pas. Cette pratique commune dans les rues alentours de Main Street et de Marshall Street (Oloukoi, 2015, p. 106) se voit ici réprimandée (entretien Ntsika, 2020). Les ennuis pèsent également sur tous ceux qui viendraient "foutre le bordel" dans leurs voitures en pratiquant le *cruising*¹¹⁴(entretien Herman, 2020). Mike Davis avait déjà expliqué comment l'explosion de cette pratique, liée à l'émergence d'espaces où « cruiser », devient enjeu de la gentrification de certains espaces de Los Angeles (Davis, 2000, p. 233). Enfin, Themba en tant que personne sans domicile fixe et vendeur informel témoigne de l'animosité que cultivent certains agents de sécurité à l'égard de personnes dans une situation similaire à la sienne (entretien Themba et Trevor, 2020).

« Themba : La sécurité et les propriétaires privés, (...) ils n'ont pas spécialement de problème avec moi mais ils en ont avec d'autres personnes, c'est ce qui me fait rire, tu sais.

Trevor : c'est aussi parce que tu es honnête que tu n'es pas un voleur, comme c'est le cas pour beaucoup de sans-abris »¹¹⁵ (entretien Themba et Trevor, 2020).

Cet échange entre un propriétaire local et une personne à la rue cumulant « une série de handicaps sociaux » (Guillaume, 2001, p. 160) est empli de violence symbolique. Tout d'abord le discours de Trevor, criminalise la catégorie sociale des sans-abris, qui constituent pourtant un groupe tout autant marginalisé qu'hétérogène en Afrique du Sud. D'autre part, il distingue un bon élément

¹¹³ Littéralement « boire assis », ce qualificatif fait référence au fait de boire en groupe sur les trottoirs ou dans un coin de rue, pratique que j'ai moi-même pu avoir sur Fox Street avec certains de mes enquêtés comme Ernest Gary Grant (meneur d'un groupe d'artistes).

¹¹⁴ Le *cruising* est un mot argotique employé pour qualifier un mode de conduite en voiture qui consiste à flâner tout en se faisant remarquer (musique, lumières de bas de caisse, moteur à explosion) par les autres flâneurs et consommateurs présents dans l'espace.

¹¹⁵ "Themba: the security and private owners, (...) they do not especially have a problem with me, but they do with other people that's the funny thing you now.

David: it's also because you are honest you're not a thief where a lot of the homeless peoples is"

exceptionnel d'une masse de semblables indésirables dans des espaces sur lesquels ils exercent une certaine influence (entretien Themba et Trevor, 2020).

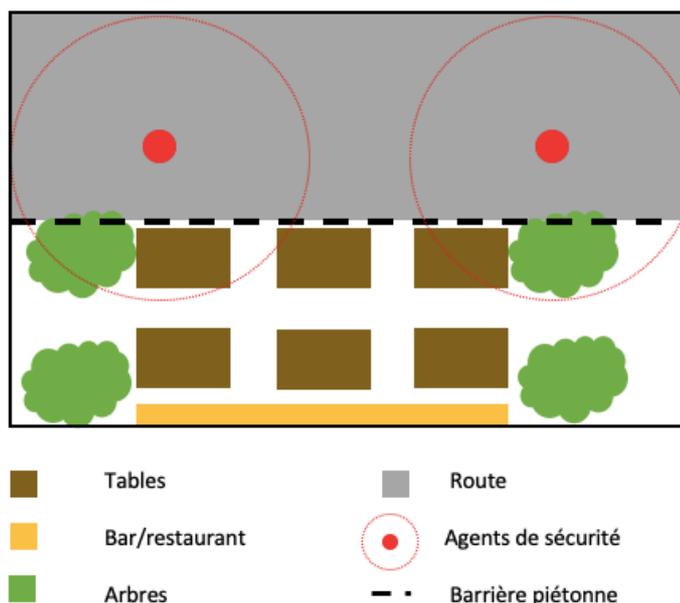
3.2.4. Voir sans être vulnérable, les micro-spatialités de la distanciation.

Cet échange assez rude nous permet cependant de faire la transition vers le réel « risque criminel » qui plane sur les visiteurs et touristes internationaux dans le *precinct* de Maboneng. Dans la majorité de mes entretiens réalisés à Maboneng (6 sur 8) le risque principal mentionné, pour les consommateurs, était d'une part le vol de téléphone portable et d'autres objets de valeur lors d'actions de vols suivi d'une fuite, et d'autre part le *pickpocketing* (entretien Langa, 2020 ; entretien Marian, 2020 ; entretien Themba et Trevor, 2020 ; entretien Herman, 2020 ; entretien Ntsika, 2020 ; entretien Bheka, 2020). C'est là qu'intervient la dernière échelle de sécurisation des espaces gentrifiés ou en gentrification. C'est cette criminalité purement matérielle et loin de l'imaginaire du crime violent qui préoccupe tout pratiquant des espaces urbains sud-africains (Guinard, 2015) qui explique également l'existence de ces gardes statiques non-armés.

« Les gens qui surveillent, ils n'ont rien du tout, ils n'ont pas d'arme, donc avec des gens qui viennent pour agresser quelqu'un, ils ne sauront pas intervenir (...) Ici le banditisme c'est juste les gens qui piquent les téléphones en fait, y'a pas vraiment de banditisme, tuer des gens, agresser des gens... » (entretien Marian, 2020).

La particularité de Maboneng, par rapport à d'autres *precincts* péricentraux, (Braamfontein, Newtown) et même vis-à-vis d'autres espaces de consommation suburbains « ouverts » (Melville), c'est la conquête des trottoirs par les tables des établissements de restauration ou de fêtes accessibles aux classes moyennes et supérieures. Cependant, la réorganisation de ces espaces au profit du « nouvel urbanisme qui nous vend de la communauté et du style de vie » pour en faire des « produits grâce auxquels les promoteurs prétendent réaliser les rêves urbains », demandent quelques subtilités (Harvey, 2010, p. 172).

Figure 3 : Schématisation de l'utilisation des *soft barriers*



Réalisation : Samuel Giraut, 2020.

Ce schéma synthétise les observations à échelle micro confrontées avec certains entretiens (entretien Langa, 2020 ; entretien Herman, 2020 ; entretien Marian, 2020). On observe que les *soft barriers*¹¹⁶, telles que les arbres ou les barrières de sécurité piétons, sont utilisées à des fins d'enclaver les consommateurs et d'exclure les personnes que le type de consommation revendiquée ne cible pas. L'autre circulant, face aux consommateurs établis dans un espace auquel ils peuvent s'identifier, peut être placé dans une situation de quasi-zoo humain dans le cadre de spectacle urbain (spectacle de danse traditionnelle Zulu, jonglage, tours de magie, imitations). Le passage final pour demander une contribution financière qui se fait aux bords de ses mêmes barrières affiche alors une frontière marquée qui peut porter à un sérieux questionnement éthique. Marian est revenu sur ce "point de départ" de l'utilisation des barrières discrètes (entretien Marian, 2020).

« *Les clients ils veulent un petit peu de safety, de sécurité, avant c'était trop ouvert et maintenant on a mis des barrages pour que les gens en fait se sentent un peu en sécurité* » (entretien Marian, 2020).

Les « développeurs » (promoteurs immobiliers) et autres acteurs privés influant sur la trajectoire économique du *precinct* prévoient d'implémenter de plus en plus d'espaces ouverts sur la rue. Ces espaces s'adresseront à la clientèle la plus huppée possible. On verra ainsi apparaître un nouvel « espace marchand ». Certains clubs se retrouveraient au niveau de la rue et « quelques *foodcourts* »¹¹⁷ pourraient émerger ici ou là sur Fox Street (entretien Trevor, 2020). On peut donc

¹¹⁶ Les *soft barriers* font appel au sens de l'espace visible et de l'espace perçu. On pourrait les définir comme une mise à contribution du mobilier urbain pour opérer une forme de distanciation sécuritaire (Oloukoi, 2015, p. 101).

¹¹⁷ "Market space", "few foodcourts".

s'attendre à voir ces micro-distanciations se multiplier, former un ensemble sécuritaire à petite échelle dont les barrières invisibles assurent ce que Sharon Zukin a « joliment appelé » la « Pacification par le Cappuccino » (Harvey, 2010, p. 172 ; Zukin, 1995 cité par Oloukoi, 2015, p. 154). La « micro-géographie de la peur » (Guinard, 2015, §6) pourra ainsi se dupliquer dans autant de nouveaux espaces du « village urbain » (Davis, 2000, p. 212) de Maboneng.

4. L'aboutissement urbanistique du contrôle privé de l'espace dans un Johannesburg (« laboratoire »).

L'Afrique du Sud fût, dès 1652, le laboratoire africain d'une implantation coloniale visant à en faire une colonie de peuplement (Gervais-Lambony, 1997, p. 37). L'Afrique en général est un laboratoire, les colons de différentes nationalités y ont exercé un pouvoir « biomédical » sur les populations indigènes (Fourchard, 2018). Entre 1948 et 1991, l'Afrique du Sud ne fût-elle pas le laboratoire d'une géographie du racisme et de la systématisation de l'exclusion à toutes les échelles (Guillaume, 2001 ; Gervais-Lambony, 1997, 2012) ? En s'attachant à la littérature, on observe que selon Edward Palmer Thompson, les villes sud-africaines sont des laboratoires de prolétarisation (Fourchard, 2018, p. 26). L'histoire nous prouve en effet que l'Afrique du Sud a été durant tout le XX^{ème} siècle un terrain d'expérimentations de conditionnement de la main d'œuvre réduite à ses plus simples fonctions de travailler, manger et dormir, le tout encaserné d'une manière ou d'une autre. Nous verrons dans ce chapitre, ce qui fait de Johannesburg une ville laboratoire en termes de morcellement de l'espace dont l'accès à une forme construite de sécurité et la distanciation d'un « Autre » criminalisé (Dirsuwiet, 2009, p. 402) constitue le moteur et l'objectif indépassable.

4.1. Un modèle global de ville vitrine.

« Est-il possible de répondre que Johannesburg, tout particulièrement, et Cape Town secondairement, peuvent être identifiées comme telles, car elles sont insérées dans un système de villes supra-nationales d'un côté, mais aussi et surtout car elles présentent des morphologies et des fonctions urbaines semblables sur certains points aux grandes villes localisées en Amérique du Nord ou en Europe » (Houssay-Holzschuch, Vacchiani-Marcuzzo, 2009, p. 3).

4.1.1. La néolibéralisation de Johannesburg.

Pour parvenir à se hisser au rang de « ville-monde » (Satel, 2012), Johannesburg a dû céder les vestiges de l'urbanisme de l'apartheid, non pas à la délibération de la société civile (sur un mode spinoziste), mais à « l'urbanisme des promoteurs » (Lefebvre, 1968, p. 33). Lequel urbanisme, prétendument dénué d'idéologie¹¹⁸ (Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 105), conçoit l'espace urbain pour et par le marché. L'urbanisme devient donc en soit valeur d'échange (Lefebvre, 1968, p. 33). La valeur d'échange de l'urbanisme peut permettre d'expliquer au moins partiellement la circulation des modèles outre-atlantiques et à échelle mondiale (Didier, Peyroux, Morange, 2009). Si le régime d'apartheid a pu être permis par la fusion de l'idéologie de marché et du nationalisme boer, fruit de l'arrivée au pouvoir du *national party*¹¹⁹ en 1948, le postapartheid est marqué par des connivences similaires. Selon Sean Jacobs, au tournant des années 1990 s'opère un virage en Afrique du Sud, les médias afrikaans délaissent le conservatisme nationaliste et réactionnaire pour

¹¹⁸ Les acteurs qui encouragent la création de CID mettent en valeur le caractère « apolitique » de celui-ci comme argument de supériorité sur tout projet conduit par l'État (Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 105).

¹¹⁹ Le « parti national » est arrivé au pouvoir en 1948.

s'accommoder de l'idéologie de marché et donc de la main invisible d'Adam Smith (1723-1790) (Jacobs, 2006, p. 20). Cette division est paradoxale compte tenu de la distanciation qui s'opère aujourd'hui entre des boers des campagnes et une société anglaise fortement citadinisée. Dès la fin des années 1980 l'exemple pris sur les politiques urbaines occidentales apporte un tournant néolibéral à la « rationalité planificatrice » (Lefebvre, 1968, p. 109) de l'urbanisme d'apartheid (Didier, Peyroux, Morange, p. 95). La restructuration du plan d'aménagement de la ville répondra à une forme de politique d'austérité éminemment en faveur du libre marché lorsque la ville passera sous tutelle de l'État en 1997 (op. cit., p. 99). L'arrivée du RDP (Research and Development Project), programme censé apaiser les inégalités à l'échelle nationale, devient lui aussi « *really market oriented* », en privilégiant le « développement économique » sur l'accès aux services de base (entretien Brij Maharaj, 2020). Johannesburg s'enferme ainsi dans son carcan dicté par les lois de la concurrence internationale. La privatisation de la sécurité, laquelle a un poids politique et financier considérable¹²⁰, « peut s'analyser comme un instrument public pour asseoir les orientations politiques favorables à la croissance et au néo-libéralisme » (Bénil-Gbaffou, 2009, p. 294). La « trajectoire historique » dont dépend le néo-libéralisme se poursuit ainsi inéluctablement (Didier, Peyroux, Morange, 2009).

4.1.2. *La place de la sécurité dans le marketing urbain.*

Le principe de la *One City* (Gervais-Lambony, 1997, p. 125) donne un pouvoir inégalé aux maires des vastes métropoles sud-africaines. Le pays compte aujourd'hui 10 municipalités métropolitaines parmi lesquelles Johannesburg est la plus importante suivie de celle d'eTekwini (Durban) et de Cape Town (le Cap) (entretien Michael Sutcliffe, 2020). Elle donne la direction des politiques urbaines du pays. Leur pouvoir est déterminé par l'article 155 (1)(a) de la constitution (Constitution de 1997, chapitre 7). Contrairement à des villes comme Accra au Ghana, les « super maires » sud-africains ne voient pas leur pouvoir amoindri par des formes de patronage territorial (Fourchard, 2007, p. 77 ; Murray, 2004 cité par Jacobs 2006) ; ils détiennent par conséquent une forte capacité d'actions sur les territoires. Ils peuvent ainsi favoriser des projets massifs de soutien aux zones d'habitat précaire¹²¹, ou privilégier des « mégaprojets »¹²² en vue de grands événements (2022 Durban *Commonwealth Games*, Coupe du Monde de 2010) ou bien encore ouvrir des « portes d'entrée sur l'Afrique »¹²³ (aéroports internationaux) (entretien Brij Maharaj, 2020). Selon Brij

¹²⁰ En plus d'effectifs considérablement plus élevés que ceux de la police, avec près de 500 000 employés contre 190 000 pour la police (entretien Dostin Lakika, 2020), la sécurité privée disposerait d'un budget « 10 fois plus élevé » (entretien Brij Maharaj, 2020).

¹²¹ Comme ce fût le cas dans la municipalité métropolitaine d'eTekwini depuis que le parti de l'ANC est entré aux fonctions de la mairie (entretien Michael Sutcliffe, 2020).

¹²² “*Megaprojects*”

¹²³ “*Gateway to Africa*” est la première chose que l'on peut entendre en atterrissant à l'aéroport international d'OR Tambo. Elle est par conséquent le slogan de la ville à l'international, ce qui l'affirme également comme ville étape du tourisme international en Afrique et potentielle porte d'entrée d'IDE (investissement direct étranger).

Maharaj, les projets coûteux et inutiles d'un point de vue social et sans grande plus-value culturelle tels que le Madiba Stadium sont appelés à se multiplier¹²⁴. La suburbanisation des mégaprojets urbains est symptomatique du besoin de créer des « îlots d'artificialité » loin des centres-villes paupérisés. Ainsi, le nouvel ensemble résidentiel se centralise sur le Mall of Africa. Le projet d'un vaste ensemble commercial et industriel au sud de Midrand, du nom de « Waterfall Estate », vante l'accès à un mode de vie « connecté », une philosophie et des mobilités vertes. Sur le site officiel de communication autour du projet¹²⁵ on peut lire l'extrait suivant concernant la sécurité :

*« Tout, de la sécurité qui patrouille 24 heures sur 24 et des panic buttons tous les 200 m au contrôle d'accès biométrique jusqu'à l'éclairage public sur alimentation de secours, offre la tranquillité d'esprit »*¹²⁶(waterfallcity.co.za).

Cette joie d'opérer une sécurisation totale et mercantiliste chez le futur acheteur peut être considérée comme une volonté de transposer la joie d'un mode de vie consumériste sur la « joie par l'urbanisme », qu'est censé susciter le projet (Lefebvre, 1968, p. 34). Le marketing sécuritaire trouve parfaitement sa place dans la mise en place des CID centraux et péricentraux à Johannesburg. Dans leurs fondements même les CID sont conçus pour les centres-villes perçus comme « en déclin », tout ce que représente l'ancien Johannesburg Central depuis la fin des années 1980. Le modèle du CID, tel que vanté par la ville du Cap, est basé sur des standards de « *best practice* internationale », la circulation des modèles de reconquête des centres par les classes les plus aisées est de fait basée sur une « politique de l'inévitable » (Peck 2004, p. 294 cité par Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 91 ; Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 92, 101). Selon Claire Bénit-Gbaffou, l'efficacité immédiate de la mise en place de partenariats public privé et la création d'espaces enclos sur le plan sécuritaire du point de vue local est parfois une réalité. Cependant, « elle s'accompagne de façon patente de la relégation de la pauvreté et de l'insécurité vers des espaces périphériques et marginaux » (Bénit-Gbaffou, 2009, p. 295).

« Vous comprenez, et donc généralement, les gens, pour venir chez vous, on tient compte de tous ces aspects-là, est-ce qu'il y a une bonne sécurité, l'accessibilité, on ne sera pas attaqué. (...) Donc ça devient vraiment important pour le marketing » (entretien Dostin Lakika, 2020).

4.2. Le centre commercial, hétérotopie postapartheid par excellence.

Le centre commercial, depuis les travaux de Michel Foucault déjà, peut être considéré comme une hétérotopie à bien des égards. Il est une forme de « contre espace » avec le dehors, il est un lieu

¹²⁴ Selon Brij Maharaj, le Madiba stadium coûte 23 millions de rands par an à entretenir alors qu'il est aujourd'hui « vide » de toute démonstration régulière (entretien Brij Maharaj, 2020).

¹²⁵ waterfallcity.co.za

¹²⁶ “Everything from 24 hour patrolled security, and panic buttons every 200m to biometric access control and street lighting on back-up power offers peace of mind.” Les panic buttons sont des systèmes d'alarme (au sens du Security Industry Regulation Act, 2001, c1(1) (a)).

d'accumulation qui regroupe « tous les temps à la fois ». En considérant l'hétérotopie comme une utopie « spatialement située » et en classant « les sociétés selon les utopies qu'elles préfèrent », on pourrait aisément dire que la société sud-africaine postapartheid se matérialise par le centre commercial (Foucault, 1969). On le pourrait si le modèle du *mall* ne s'était pas plutôt servi du développement polycentrique de la ville sud-africaine pour y imposer un mode d'espace public que l'insécurité et le cycle de la peur dicte.

« Jouant sur une dialectique permanente de l'ouverture et de la fermeture, du global et du vernaculaire, ils prônent des images territoriales composites à destination du marché » (Houssay-Holzschuch, Vacchiani-Marcuzzo, 2009, p. 2).

4.2.1. Infrastructure essentielle de la ville polycentrique.

La dispersion spatiale de Johannesburg impressionne, on y lit son histoire et ses restructurations caractérisées par la compacité en ordre dispersé d'ex-localités indépendantes (Guillaume, 2001, p. 374). Elle peut de fait être perçue comme une ville qui « ne fait peut-être plus système »¹²⁷ (Gervais-Lambony, 2004, p. 161). Ce n'est pas le cas pour Sarah Charlton qui décrit Johannesburg comme une ville multi-nodale.

*« Je crois que ce que l'on voit c'est qu'ils caractérisent comme des villes multi-nodales (...) des nœuds localisés pour faire apparaître des sortes de magasins et de boutiques, de sorte que vous obtenez ces multiples nœuds dispersés »*¹²⁸ (entretien Sarah Charlton, 2020).

Cela rejoint l'analyse par le spectre du capitalisme producteur d'espaces qui établit que le capitalisme ait toujours besoin de se reproduire spatialement et de reproduire les inégalités qui le constituent (entretien Michael Sutcliffe, 2020 ; Mike Davis, 2000). D'autant que les lieux multi-nodaux n'ont pas été pensés dans leurs rapports aux piétons. Ils n'ont pas été conçus pour être pratiqués par les individus les plus pauvres ni pour être accessible aux travailleurs non véhiculés pourtant nombreux (entretien Sarah Charlton, 2020). L'Afrique du Sud avec ses 250 *malls* en 2009 (Houssay-Holzschuch, Vacchiani-Marcuzzo, 2009, p. 3), et près de 2000 en 2018 (BUSINESSSTECH, 2018), semble aux portes d'un nouveau paradigme. Un paradigme déjà annoncé par Henri Lefebvre dans sa troisième période de « L'évolution du rapport à l'urbain » (Lefebvre, 1968, p. 30).

« On réinvente dans le besoin la réalité urbaine et les dispositifs d'aménagement et d'urbanisme, le concept de centralité est lui aussi réinventé pour induire de la réflexion et

¹²⁷ Au même titre que Boksburg, ville voisine à laquelle fait référence Philippe Gervais-Lambony (Gervais-Lambony, 2004, p. 161).

¹²⁸ "I think what we are seeing is what they characterize as multi-nodal cities (...) localized nodes to crop up of kind of retail and commerce so there you get these multiple dispersed nodes."

de la planification mais les maîtres mots sont urbanisation et industrialisation »¹²⁹ (Lefebvre, 1968, p. 30).

4.2.2. L'espace public imaginé.

Lorsque l'on expérimente le Mall of Africa pour la première fois, l'arrivée a toujours quelque chose de saisissant, surtout pour moi, habitué à un modèle d'urbanité beaucoup plus proche de celui d'Amsterdam (Lévy, 1997, p. 31). En premier lieu, le chauffeur Bolt, me dépose dans l'une des quatre entrées de parkings conçues spécialement pour recevoir les taxis informels dans le même temps que les voitures des particuliers (entretien Sarah Charlton, 2020). Dans chacune de ces quatre entrées, l'œil du badaud devenu piéton est irrémédiablement attiré par une petite placette décorée de fontaines et de bancs lissés. Autant de métaphores qui peuvent signifier aux futurs consommateurs qu'il entre dans un espace « libre ».

Photo 2 : Placette enclose



Photo 3 : Liste des « commodités » du Mall of Africa



Photo 4 : Une foodcourt au cœur du Mall



Photo 5 : « Espace public » dans un parking



Source: Samuel Giraut, 2020

Le parking souterrain m'évoque inlassablement le « cheminement en circuit fermé » des nouveaux espaces publics privatisés de Los Angeles (Davis, 2000, p. 215). Tout y est disposé pour une

¹²⁹ Dans le contexte post-fordiste, il suffirait de remplacer « industrialisation » par commercialisation.

parfaite harmonisation qui « reproduirait indéfiniment l'univers du loisir, un enclos où le temps n'acquiert jamais la dimension d'un châtiment » (Verdu, 2000 cité par Houssay Holzschuch, Vacchiani-Marcuzzo, 2009, p. 2). Mais que ça soit à Sandton ou à Waterfall, l'artificialité exacerbée et magnifiée par la structure du bâtiment au Mall of Africa ou par la statue mémorielle de Nelson Mandela à Sandton City, ferait presque oublier le déterminant sécuritaire de l'existence de ces lieux. Et la sécurité dissuasive tend d'ailleurs à effacer son caractère militarisant de l'espace, pour se faire relai de communication des bonnes conduites à tenir. Espace présenté comme bien public, mais espace public trié donc.

« Premièrement, nous devons être formés pour le service client, nous avons donc une très bonne communication, mais vous avez ces gens qui ne veulent jamais coopérer, ils ont juste une mauvaise attitude, ils ont des mauvais garçons et des mauvaises filles, mais nous communiquons bien, oui »¹³⁰ (entretien garde anonyme, 2020).

4.2.3. Du panoptique.

Quand bien même on oublierait le poids écrasant du « complexe sécuritaire » (Oloukoi, 2015, p. 97) sur l'espace intérieur et la façade extérieure du centre commercial, on ne pourrait passer à côté des *accelerators*¹³¹ qui sont déployés de façon dissuasive et dont la seule utilité « réelle » pour le centre commercial est de prévenir les braquages organisés¹³² (entretien garde anonyme, 2020). On en déduit que placer de telles unités mises en visibilité aux « flâneurs » (Houssay-Holzschuch, Vivet, 2009, p. 277) vient accoler d'autres objectifs à la rapidité d'intervention. Le centre commercial, en s'affirmant comme infrastructure essentielle de la ville polycentrique, assouvit des « besoins conduits par le marché »¹³³ en contentant « le besoin perçu pour plus de sécurité »¹³⁴. Ainsi il légitime doublement l'acteur privé qui assure l'accès aux grandes chaînes du consumérisme global et la « sécurité garantie par le management privé »¹³⁵ (*op. cit.* p. 270). Les unités d'intervention répondent à une chaîne de commandement calquée sur une hiérarchie militaire, qui nécessite parfois la coopération de différentes compagnies (entretien Sanele, 2020 ; entretien

¹³⁰ *“Firstly, we need to be trained for customer care, so we have a very good communication but you have those people who never want to cooperate, they just got a bad attitude they got bad boys and bad girls but we communicate well, yeah.”*

¹³¹ Les *accelerators* sont le nom par lequel s'auto-désignent les membres des unités d'intervention (*intervention teams*) avec lesquels nous avons pu converser.

¹³² *“Oh, they tried but they failed (...) They attempted it but couldn't materialize it.”* dans cet extrait, le garde anonyme avec lequel j'ai pu m'entretenir mentionne l'ineffectivité des tentatives de braquages organisés au Mall de Sandton City.

¹³³ *“Market driven necessities”*

¹³⁴ *“Perceived need for more security”*

¹³⁵ *“Safety guaranteed by the private management”*

Ntsika, 2020). Nous nous retrouvons face à trois niveaux de surveillance et de dissuasion (ou de discipline exercée sur les comportements des usagers). En bas de la chaîne, avec une mise en visibilité limitée les *store security guards*¹³⁶ sont chargés d'observer les vas et viens vers les plus petites unités spatiales du *mall* que sont les magasins (bien qu'il puisse y avoir des espaces marchands en semi-indépendance au sein d'un magasin comme c'est le cas pour les cafés dans le *Exclusive Books* du Sandton City Mall). Au centre de l'espace visible et circulant, de nombreux gardes statiques sont disposés à moins de 50 mètres les uns des autres. Ils veillent ainsi sur le flux de visiteurs parcourant les corridors et repèrent tout comportement suspect. En dernière instance du visible, on retrouve certains agents des unités d'intervention, dont la diversité des armes et des équipements prouve l'absence de cadre régaliens¹³⁷. Mais ce dispositif diatopique ne serait rien sans la vidéosurveillance. Ceux que l'on qualifie de « vidéo opérateurs » participent à la synchronisation des opérations à tous les niveaux en surplombant l'espace par son « double virtuel » observable sous tous les angles (Razac, 2009, p. 218). « Oui, même maintenant je suis sûr qu'ils nous observent », me lance mon enquêté à propos de cette sécurité invisible (entretien garde anonyme, 2020).

Mike Davis, dans sa description de la *City of Quartz* (Los Angeles), mentionne les « innovations » du promoteur immobilier Alexander Haagen, pour faire du *mall* un espace forteresse pouvant être implémenté partout¹³⁸. La lecture d'un Johannesburg comme une « capitale du crime » (Guillaume, 2001, p. 283) semble avoir favorisé la « haagenisation » des espaces marchands. « L'Observatoire » décrit pour qualifier la centralisation du dispositif de surveillance dans une tour, rendant ainsi visible la partie invisible du dispositif, semble être la dernière pierre qui fait du Mall of Africa un « centre commercial panoptique » (Mike Davis, 2000, p. 217-220). Cette mise en « panoptique » des centres commerciaux de Johannesburg et de l'Afrique du Sud en général, est confortée par un sens de vigilance « d'yeux amicaux qui veillent les uns sur les autres »¹³⁹ (Houssay-Holzschuch, Vivet, 2009, p. 273). Le centre commercial panoptique a cela qu'il s'insère dans un système urbain, tel que décrit par Davis, dont le caractère totalisant met l'emphase sur « les rapports sous-jacents de répression, de surveillance et d'exclusion qui caractérisent la spatialité fragmentée et paranoïde à laquelle [Johannesburg] semble aspirer » (Davis, 2000, p. 216).

¹³⁶ Littéralement « vigiles de magasins ».

¹³⁷ La diversité des armes constatées (et parfois décrites par leurs utilisateurs) sur le terrain est un facteur à prendre en compte dans l'analyse du dispositif. On observe aussi bien des armes longues de type fusil à pompe, que différents fusils d'assauts (TM4 RIS, AR-15), et une large gamme d'armes de poings (Glock 17 et 18, Berreta 92, ect.) (Entretien garde anonyme, 2020 ; entretien Sanele, 2020).

¹³⁸ Alexander Haagen a implémenté de nombreux *Malls* dans les « ghettos » de Los Angeles et notamment près du quartier de Watts après la révolte de 1965 (Davis, 2000).

¹³⁹ "A sense of friendly eyes watching out for one another."

4.3. Les défis à l'urbanité que pose un modèle sécuritaire standardisé.

Les modèles sécuritaires décrits (et souvent décriés) au fil de mon analyse aboutissent à des formes d'urbanité et plus généralement des réflexes et des nouveaux projets urbains qui privilégient la distanciation de « l'autre » et l'entrisme. La situation actuelle du pays en termes économiques (croissance morose de 0,2 % pour l'année 2019 et perspective de contraction du PIB de -7,1 % pour 2020 selon les données de la Banque Mondiale) et la perspective de nouveaux enjeux qui viennent appuyer les inégalités motivent une réorientation spatiale de la mise en « vitrine » de la ville qui est déjà à l'œuvre.

4.3.1. De la distance spatiale à la distance physique.

La néolibéralisation semble dualiser un peu plus l'espace déjà fragmenté par la « géographie d'apartheid » (Gervais-Lambony, 2012). La ville duale fait référence à un idéal colonial qui entend discipliner la population non-blanche tout en la maintenant à l'écart (Fourchard, 2018, p. 92-93). Si cette organisation de l'espace et la doctrine hygiéniste et raciste qui l'administre n'ont plus court, le maintien des structures de quartiers « blancs » et « non blancs » (Gervais-Lambony, 1997, p. 78) et la compétition qui se joue pour l'accaparement des espaces qui concentreraient les flux financiers, sont eux une réalité. Des phénomènes de distanciation considérables en résultent. Ainsi, les projets qui comprennent des unités de logements en « communauté fermée »¹⁴⁰ centralisées autour d'un Mall se multiplient dans l'agglomération et à ses limites ; en témoignent les différents projets de *smart cities* tantôt éconduits tantôt poussés par le président Cyril Ramaphosa¹⁴¹. Ces méga-projets semblent n'être que la continuité de la duplication des CBD déjà opérée avec le quartier de Sandton depuis 1994 (Dirsuwiet, 2009). Ce phénomène « d'exode » (Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 99) des centres-villes aujourd'hui « africanisés » (Gervais-Lambony, 1997) m'a été confirmé par certains universitaires avec qui j'ai pu m'entretenir.

*« Si vous regardez Durban (...), vous voyez le déclin du centre-ville, et vous voyez l'essor de ce que l'on appelle la Gateway area (...) Umhlanga. Les centres-villes se meurent, vous savez, le désinvestissement (...) et le capitalisme se déplacent vers le nord, et de même avec Johannesburg, vous constatez le désinvestissement du centre-ville et l'argent qui se déplace vers Sandton »*¹⁴² (entretien Brij Maharaj, 2020).

¹⁴⁰ “Gated communities”

¹⁴¹ Le président actuel a encore réaffirmé, en février 2020, son intention de créer une « ville intelligente » (*smart city*) dans la localité de Lanseria située à l'extrême nord-est de la municipalité métropolitaine de Johannesburg (RFI, 2020). Il avait auparavant éconduit un projet mené par le groupe chinois *Zadai Development* à 48 millions de rands qu'il avait estimé trop élitiste (BUSINESSTECH, 2019).

¹⁴² “If you look at Durban (...), you see the decline of the inner-city area, and you see the burgeoning of what is called the gateway area (...) Umhlanga. The inner cities are dying, you know, disinvestment (...) and capitalism is moving north and same with Johannesburg, you find inner-city disinvestment and money moving to Sandton.”

« *Ceux avec de l'argent voulaient fuir le désordre du centre-ville* »¹⁴³ (entretien Sarah Charlton, 2020).

Michael Sutcliffe a également appuyé la comparaison entre le nouveau CBD de Umhlanga à Durban et celui de Sandton à Johannesburg. Ces mouvements de populations blanche sont aussi des mouvements de classes. Il est avéré que les riches en Afrique du Sud, et particulièrement à Johannesburg ou Cape Town, sont toujours majoritairement de la minorité blanche (estimée à 7 % de la population totale). Il m'a également été confirmé qu'au sein de cette minorité plus riche, le sentiment de peur à l'égard du centre-ville africanisé est très fort (entretien Michael Sutcliffe, 2020). Dans ce cadre-là, la distanciation peut être considérée comme une forme de privilège des classes hautes car elle assouvit les besoins façonnés par la crainte d'un « monde extérieur menaçant » (Dirsuwiet, 2009, p. 404). Ce privilège qu'est la possibilité de vivre au sein d'infrastructures qui limitent au maximum le risque perçu comme extérieur se matérialise également dans le CBD initial de la ville. Des infrastructures, présentes notamment dans le *precinct* de Newtown, sont parfois vues comme la condition unique et la seule propice au travail de cadres (blancs notamment) dans le centre-ville.

« *Aucune area n'est vraiment sûre à Johannesburg, les plus sûres sont les zones closes, dans les zones suburbaines. En ville, les seuls bâtiments d'entreprises qui sont sûrs sont ceux où les employés n'ont pas besoin de sortir pour déjeuner* »¹⁴⁴ (Entretien Ricus, 2020).

Cette mise à distance croissante qui s'apparente à une véritable fuite des espaces autrefois propices aux investissements se fonde sur l'argument sécuritaire et le « refus de la rue » (Davis, 2000, p. 217), mais pas seulement. Sarah Charlton pointe les frustrations fonctionnelles, qui seraient l'essence de la ruée vers de nouveaux espaces.

« *Ils sont également saturés par des frustrations pratiques liées au centre-ville, comme le manque de places de parking* » (entretien Sarah Charlton, 2020).

4.3.2 Une iniquité des modèles sécuritaires de développement urbain face aux nouveaux enjeux.

Au-delà de l'impératif de circuler en voiture pour éviter un danger imprédictible, les frustrations fonctionnelles à Johannesburg peuvent aujourd'hui être d'un ordre plus élémentaire. Depuis 2004, des coupures massives de courant affectent l'Afrique du Sud. Les autorités municipales des différentes municipalités ont mis en place des coupures programmées par quartier et pour un temps déterminé. Ce problème inédit dans un pays qui dispose d'infrastructures extrêmement qualitatives à l'échelle du continent, est un révélateur de la difficulté de la transition dans le postapartheid. Le

¹⁴³ “*Those with the money wanted to flee the messiness of the inner-city.*”

¹⁴⁴ “*No areas are really safe in Johannesburg; the safest are the enclosed areas, in suburban neighborhoods. In the city, the only company buildings which are safe are the ones where the company people don't have to go out to have lunch.*”

maintien des énergies fossiles, ineffectives et polluantes, le manque d'entretien des centrales productrices du fait de tensions politiques régionales (avec le Mozambique de 1975 à 1991) et un système de corruption en hautes instances sous les gouvernements de Thabo Mbeki et Jacob Zuma ont abouti à un déficit important de production énergétique (Gervais-Lambony, 2012, p. 60 ; entretien Brij Maharaj, 2020). J'ai moi-même pu expérimenter plusieurs *load shadings*¹⁴⁵ qui m'ont parfois fait accuser un certain retard dans mon organisation, mais j'ai surtout pu constater l'ampleur des blocages que cela peut engendrer à Maboneng pour l'économie locale. J'ai également pu observer la perturbation occasionnée sur les réseaux routiers avec l'arrêt de fonctionnement de certains feux rouges autour de Sandton. Lorsqu'un *load shading* survient en fin de journée, le jour peut se coucher sans que ne s'active l'éclairage public, premier élément de la « sécurisation des espaces » car il permet la visibilisation du « complexe sécuritaire » (Oloukoi, 2015, p. 141). On pressent alors un climat de défiance inhabituel émerger. Mes entretiens m'ont fait réaliser à quel point le *load shading* souligne les inégalités socio-spatiales et les amplifie. Il peut favoriser la fuite des quartiers moins bien pourvus ou freiner des processus de gentrification.

« Ah non non, je crois qu'ils ont pris des dispositions pour que les systèmes ne soient pas paralysés et que les groupes électrogènes puissent prendre le relai. Mais il y a, pour des compagnies de sécurité, il y en a, il y a des sites où il n'y a même pas ces dispositions-là donc les gens sont censés travailler et... (...) dans le noir » (entretien Dostin Lakika, 2020).

Dans cet extrait Dostin Lakika compare ce qu'il sait de la préparation du nouveau CBD de Sandton aux espaces qui ne disposent d'aucune source d'énergie secondaire (entretien Dostin Lakika, 2020). Ces suspicions m'ont été confirmées sur place au Sandton City Mall.

*« Oui, parce qu'actuellement nous avons des pénuries d'électricité à cause des load shadings, mais ici spécifiquement nous avons un backup, comme vous pouvez le voir, l'endroit est toujours en fonctionnement »*¹⁴⁶(entretien garde anonyme, 2020).

Les pénuries énergétiques pourraient bien être l'élément qui va pousser encore davantage à l'extrême la fortification des nouveaux projets immobiliers, d'autant que les « équipements de sécurité » les plus récents fonctionnant avec de l'électricité (alarmes, clôtures électrifiées, portails) sont désormais munis de batteries de secours (entretien Ricus, 2020). Brij Maharaj synthétise le caractère dramatique de ces coupures trop régulières, fruit d'un système de corruption autour de la compagnie nationale Eskom.

« Ils le savaient il y a plus de quinze ans, qu'un problème était apparu, et la corruption a ensuite aggravé la situation. (...) Donc, notre charbon est cher, le charbon génère aussi beaucoup de pollution, et ils ne fournissent pas assez d'énergie. (...) Les malls, vous voyez,

¹⁴⁵ Les *load shadings* sont des coupures de courant planifiées et régulières qui ont lieu partout sur le territoire sud-africain.

¹⁴⁶ “Yeah because currently, we got electric shortages because of load shadings, but here specifically we got a backup as you can see the place is still running.”

beaucoup de malls ont des générateurs privés, je pense que certaines usines en ont mais les petites entreprises n'ont pas les moyens. Vous savez, les petits commerçants sont très touchés, c'est un fait »¹⁴⁷ (entretien Brij Maharaj, 2020).

Des modifications aussi profondes des maigres équilibres urbains que certains projets ont pu faire émerger (entretien Michael Sutcliffe, 2020) pourraient aboutir à terme à un processus accéléré de « pluralisation des acteurs sécuritaires » et donc de « pluralisation des normes de contrôle » qui aboutirait *de facto* à « une plus grande restriction des libertés individuelles » (Bénil-Gbaffou, 2009, p. 295).

¹⁴⁷ « *They knew more than fifteen years ago that there is a problem that has come, and then corruption made it worse. (...) So, our coal is expensive, coal generated also lots of pollution, and they are not providing enough power. (...) The malls, you see, a lot of the malls have private generators, I think some factories have but the small businesses they can't afford it. You know the small business guys they get hit very much that's a fact* » (entretien Brij Maharaj, 2020).

Conclusion

Nous avons, **dans un premier temps**, contextualisé spatialement notre terrain et expliqué le processus de transition postapartheid qui a mené à une nouvelle forme de « frontiérisation » des espaces (Gervais-Lambony, 2012, p. 53). En **première partie**, nous avons clarifié le positionnement théorique de ce mémoire. Il s'inscrit dans une réflexion partant du postulat que la recherche d'accès à des formes physiques de sécurité (par le biais d'infrastructures et de modèles de « sécurisation ») relève de « stratégies de classes » (Lefebvre, 1968, p. 25).

En **deuxième partie**, nous avons débattu de la prétendue endémicité des violences dans la société sud-africaine et expliqué en quoi elles sont le fruit de processus historiques résultant de la mise en discipline de pans entiers de la société au travers de structures « quasi carcérales » (Guillaume, 2001, p. 33). Nous avons montré comment le modèle urbain et le mode de prolétarianisation qui en résulte façonne des dualités qui se pérennisent entre fragments de l'espace urbain de Johannesburg. Cet état des lieux du lignage conflictuel de la ville sud-africaine et de ses acteurs violents informels nous a permis de faire le lien avec l'ancrage spatial des compagnies de sécurité privées qui en est le corollaire. L'analyse de l'ancrage spatial « d'entrepreneurs de la violence » (Maccaglia, Matard-Bonucci, 2014 ; Volkov, 2000) privés, nous a notamment permis de répondre favorablement à notre première hypothèse qui affirmait l'obligation faite aux entreprises et aux particuliers de disposer de certains dispositifs de sécurité en partenariat avec une compagnie pour être assurés.

Troisièmement, nous avons pu voir comment les acteurs privés utilisent les nouveaux types de consumérisme des classes supérieures sud-africaines pour modifier structurellement des espaces décrits par eux-mêmes comme vides et donc potentiellement criminalisés dans les imaginaires. Les classes supérieures, et plus généralement les « producteurs d'espaces capitalistes » (Lefebvre, 1974), dominant ainsi le « partage du sensible » (Guinard, Oloukoi, 2016, p. 5). Cette analyse répond par conséquent à notre deuxième hypothèse par l'affirmative. Des « utopies concrètes » et expérimentales (Lefebvre, 1968) se mettent en place dans le quartier de Jeppestown et s'affranchissent du *precinct* de Maboneng. Les éléments périphériques du champ social des espaces gentrifiés que sont les résidents des *Hostels*, sont les grands exclus du processus de gentrification. Cependant leur capacité à faire révolte, avec des conséquences souvent dramatiques, les incluent *de facto* dans le complexe sécuritaire où ils occupent un rôle de médiation pour conserver une relative paix sociale.

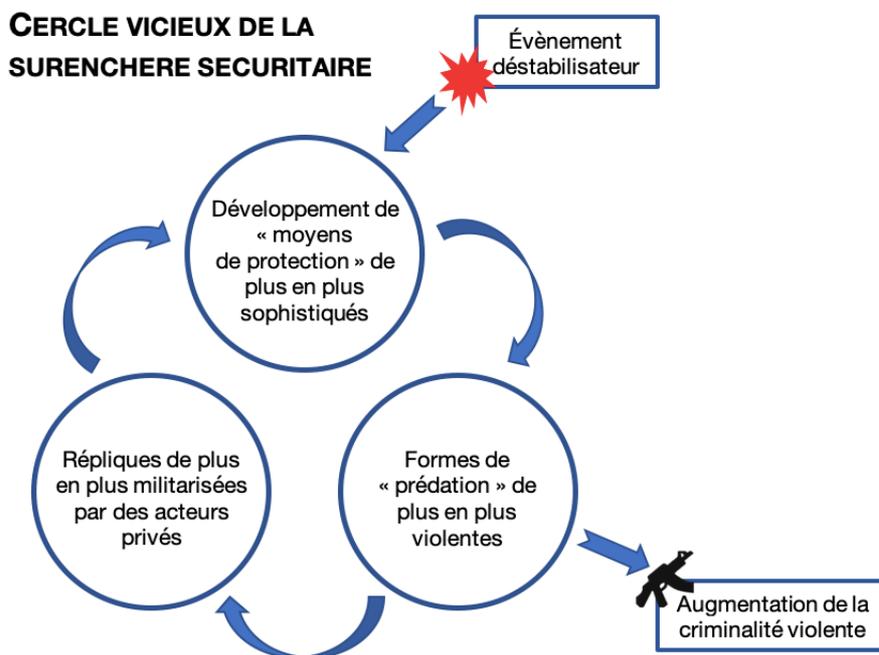
Les dispositifs sécuritaires mis en place à Maboneng et dans les autres *precincts* péri-centraux sont partiellement dématérialisés (par le biais de réseaux de communication) et s'étendent de manière flexible en fonction de l'affluence. Nous avons là un jeu d'échelles poussé à son paroxysme, avec des formes de sécurisation et de différenciation, entre consommateurs et personnes circulantes, jusque sur des sections de trottoirs.

En **quatrième partie**, nous avons pu déconstruire certains éléments de la lecture positive de Johannesburg comme « ville globale » en établissant que la globalisation de Johannesburg s'établit avant tout dans un processus de néolibéralisation général des politiques urbaines en Afrique du Sud (Houssay-Holzschuch, Vacchiani-Marcuzzo, 2009, p. 3 ; Didier, Peyroux, Morange, 2009).

Nous avons également questionné la notion d’Hétérotopies de Michel Foucault (Foucault, 1966) et expliqué en quoi le modèle imposé du *mall* s’inscrit dans l’enfermement, la privatisation et la « disneylandisation » des espaces publics et de la ville en général (Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 105 ; Houssay-Holzschuch, Vivet, 2009, p. 269).

Ainsi, nous avons nuancé notre approche des modèles sécuritaires dans les espaces « vitrines » (Paddison, 1993), en y trouvant de subtiles différenciations aux espaces micros par l’utilisation de *soft barriers* dans les espaces ouverts, et un modèle « panoptique » spatialement centralisé dans les espaces fermés. Cela différencie en deux modèles distincts la sécurisation dans les espaces vitrines répondant ainsi à notre dernière problématique. Nous avons pu établir la conjonction entre les déplacements des flux de capitaux par “l’exode” (Didier, Peyroux, Morange, 2009, p. 99) des entreprises et des classes dominantes vers les périphéries du nord de la municipalité métropolitaine. Ces délocalisations vers de nouveaux camps retranchés tels que Sandton et Waterfall Estate, viennent perpétuer la distinction entre « quartiers européens » et quartiers antérieurement réservés aux non-blancs (Gervais-Lambony, 1997, p. 78). Enfin, nous avons établi que face à la menace des *load shadings* les espaces s’avéraient être plus que jamais inégalitaires. Ces défis à l’urbanité et à la ville en général ancrent d’autant plus spatialement les fractures entre des modèles totalisant qui sont voués à se multiplier, et des modèles vernaculaires populaires peu stables par manque de moyens (entretien Brij Maharaj, 2020).

Figure 4 : Cercle vicieux de la surenchère sécuritaire



Réalisation : Samuel Giraut
Source : Bénit-Gbaffou, 2009, p. 295.

Ce mémoire décrit la militarisation de l’urbanisation et de l’urbanité de Johannesburg plus généralement. Le cercle vicieux façonnant une « ville forteresse » (Davis, 2000, p. 204) peut être synthétisé dans le schéma ci-dessus. Ce schéma s’applique à toutes les échelles, l’événement

déstabilisateur pouvant être de l'ordre d'une transition politique ou économique brutale (fin de l'apartheid, néolibéralisation), ou relever de conflits plus locaux (émeutes xénophobes, événements locaux violents). S'il faut parfois nuancer les changements urbains à l'œuvre pour ne pas essentialiser négativement la transition postapartheid (entretien Sarah Charlton, 2020), certains facteurs d'ordre structurel telles que la corruption et les collusions criminelles de certaines élites sont à prendre en compte (entretien Brij Maharaj, 2020). C'est dans la perspective d'une Afrique du Sud en grand bouleversement, économique notamment à la suite de la crise sanitaire du Coronavirus, que ce travail devrait être poursuivie. Aussi, la mise en exergue des schémas l'interdépendance entre les habitants de l'*hostel* et les « fronts urbains » de gentrification (Guinard, Oloukoi, 2016), sur fond de conflit de classes et de « lumpenprolétarianisation », pourrait constituer une recherche inédite dans la géographie francophone. Le travail que j'ai achevé jusqu'ici s'est avéré, par certains aspects, plus militant que je ne l'avais imaginé au point de départ de ma recherche. L'entrée dans certains débats théoriques nombreux de la sociologie, des sciences politiques, de l'anthropologie et même de la socio-histoire, a parfois ouvert de nouvelles portes à mon analyse. J'ai moi-même été surpris de la richesse des données qualitatives récoltées sur le terrain en dépit de sa pratique si infime en comparaison avec ceux pour qui il représente les espaces de la quotidienneté. Cela démontre encore l'effectivité d'une approche en *bottom-up*, la seule qui permette de jouer des échelles et de les confronter. Il est cependant raisonnable d'estimer que la pratique des lieux ne suffit en aucun cas pour les analyser en « maisons de rapports » offrant autant de « rapports de classes » (Lefebvre, 1968, p. 25). Seule une intersubjectivité poussée qui doit dépasser le chercheur et le confondre dans son identité sociale réelle permettrait d'extraire un savoir authentiquement collectif.

Bibliographie

ANGOT, Maude, (2009). « *Community* », un outil marketing pour les compagnies de sécurité privée à Johannesburg ». *Sécurisation des quartiers et gouvernance locale. Enjeux et défis pour les villes africaines*, KHATHALA éditions, pp. 167-174.

AUBOUARD, Stéphane, 2017, « COMMENT ATTÉNUER LA TOUTE-UISSANCE DU CHERCHEUR OCCIDENTAL FACE À SON SUJET ? », *L'Humanité*.

BANQUE MONDIALE, (2014). « indice GINI – South Africa, France ». <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI?locations=ZA-FR>

BANTON, Vanessa. (2020), “Tragic start to school year in Gauteng with 13 pupils lost”, *news24*.

BEGAUDEAU, François, (2019). *Histoire de ta bêtise*, Paris, Pauvert/Fayard.

BENESSAIEH, Afef, (2010). « La perspective postcoloniale: voir le monde différemment ».

BÉNIT-GBAFFOU, Claire, (2004). « Nous avons dû prendre la loi entre nos mains ». Pouvoirs publics, politique sécuritaire et mythes de la communauté à Johannesburg, *Raisons politiques*, vol. no 15, n° 3, pp. 53-67.

BÉNIT-GBAFFOU, Claire, (2009). « En quoi la privatisation de la sécurité affecte-t-elle le pouvoir de l'État ? ». *Sécurisation des quartiers et gouvernance locale : Enjeux et défis pour les villes africaines (Afrique du Sud, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigeria)*, KARTHALA Editions, pp. 291-302.

BÉNIT-GBAFFOU, Claire, FABIYI, Oluseyi, et PEYROUX, Élisabeth, (2009). *Sécurisation des quartiers et gouvernance locale : Enjeux et défis pour les villes africaines (Afrique du Sud, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigeria)*. KARTHALA Editions.

BÉNIT-GBAFFOU, Claire, GERVAIS-LAMBONY, Philippe, (2003). « La mondialisation comme instrument politique local dans les métropoles sud-africaines (Johannesburg et Ekurhuleni): les «pauvres» face aux «vitrines»/Globalisation and local urban policies in South African metropolitan areas (Johannesburg and Ekurhuleni): shop-window and back-shop. », *Annales de géographie*, Armand Colin, pp. 628-645.

BONET, Pep, (2013). “Into the Shadows. A pursuit into the underworld of the inner city in Johannesburg.”, *Altamar*.

BRETAGNOLLE, Anne, PUMAIN, Denise, et VACCHIANI-MARCUZZO, Céline, (2007). *Les formes des systèmes de villes dans le monde*.

BRUNET, Roger, FERRAS, Robert et THÉRY, Hervé, (1993). *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*. Paris, Reclus-Documentation française, 518 p.

- BRUNETEAUX, Patrick, LANZARINI, Corinne, (1998). « Les entretiens informels. » *Sociétés contemporaines*, 30. Jg., Nr. 1, pp. 157-180.
- BUSINESSTECH, (2019). “Ramaphosa dreams of skyscrapers and bullet trains- here’s what happened to the last R84 billion smart city”.
- BUSINESSTECH, (2020). “These are the biggest Shopping Malls in South Africa”.
- CITY OF JOHANNESBURG, (2019). *Newtown Urban development framework*.
- CONESA, Pierre, (2003). « Groupes armés non étatiques : violences privées, sécurités privées », *Revue internationale et stratégique*, vol. 49, n° 1, pp. 157-164.
- COSTES, Laurence, (2010). « Le droit à la ville de Henri Lefebvre: quel héritage politique et scientifique? », *Espaces et sociétés*, no 1, p. 177-191.
- DE LA MORA, Cecilia & RIWILIS, Viviana, (2012). « Politiques urbaines et implantation des gated communities en Amérique latine : le cas des barrios cerrados (Buenos Aires), condomínios fechados (São Paulo) et fraccionamientos (Puebla) », *L’Espace Politique* [En ligne], 17 | 2012-2.
- DI MÉO, Guy, (2008). « Une géographie sociale entre représentation et action ».
- DIDIER, Sophie; PEYROUX, Eléanore; MORANGE, Marianne, (2009). « La diffusion du modèle du City Improvement District (CID) à Johannesburg et au Cap ». *Sécurisation des quartiers et gouvernance locale. Enjeux et défis pour les villes africaines*, pp. 85-112.
- DIRSUWEIT, Theresa, (2009). « Les fermetures de rues représentent-elles une forme de sécession urbaine ? Le cas de Sandton, 1994-2001 ». *Sécurisation des quartiers et gouvernance locale. Enjeux et défis pour les villes africaines*, KHATHALA éditions, pp. 391-414.
- DORIER, Elisabeth ; LECOQUIERRE, Marion, (2018). *L’urbanisation du monde*, la documentation française.
- ENCYCLOPÉDIE UNIVERSALIS. « Gouvernamentalité ».
<https://www.universalis.fr/encyclopedie/gouvernamentalite/>
- ETUDES ÉCONOMIQUES DE L’OCDE, (2015). « STATISTIQUES DE BASE DE L’AFRIQUE DU SUD », *Editions de l’OCDE*, n° 16, 8 p.
- FOUCAULT, Michel, (1984). « Des espaces autres », no 360, pp. 752-762, Gallimard, Nrf, Paris, 1994 ; (conférence au Cercle d’études architecturales, 14 mars 1967), in *Architecture, Mouvement, Continuité*, n°5.
- FOUCAULT, Michel, (1966), « Les Hétérotopies », *Radio Features*.
- FOUCAULT, Michel, (1975). *Surveiller et punir*, Paris, vol. 1, 400 p.

FOURCHARD, Laurent, (2018). *Trier, exclure et policer. Vies urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria*, Paris, Les Presses de Sciences Po, coll. « Gouvernances », 368 p.

FOURCHARD, Laurent, et al, (2007). *Gouverner les villes d'Afrique: état, gouvernement local et acteurs privés*. KARTHALA Editions.

FOURNET-GUERIN, Catherine, (2015). « La justice spatiale et la ville. Regards du Sud (Gervais-Lambony P., Bénit-Gbaffou C., Piermay J.-L., Musset A., Planel S.) », *L'Espace Politique* [En ligne], Compte rendu d'ouvrage.

FOURNET-GUERIN, Catherine, VACCHIANI-MARCUZZO, Céline, (2009). « Les pouvoirs dans la ville », *L'Espace Politique* [En ligne], 8 | 2009-2.

FOURQUET, Jérôme, (2019). « L'archipélisation de la société française », *Commentaire*, vol. numéro 166, n° 2, pp. 439-441.

GERVAIS-LAMBONY, Philippe, (1997). *L'Afrique du Sud et les États voisins*. Armand Colin, « U », 272 p.

GERVAIS-LAMBONY, Philippe, (2004). « Afrique du Sud: à la recherche de la ville perdue. » *Multitudes*, n°3, p. 157-164.

GERVAIS-LAMBONY, Philippe, (2011). « Nostalgies citadines et production de l'espace en Afrique du Sud », Michel Wieviorka éd., *La ville*. Editions Sciences Humaines, pp. 163-178.

GERVAIS-LAMBONY, Philippe, (2012). *Afrique du Sud: entre héritages et émergence*, La documentation française.

GIRAUT, Frédéric et VACCHIANI-MARCUZZO, Céline, (2013). *Territories and urbanisation in South Africa: Atlas and geo-historical information system (DYSTURB)*, IRD Éditions.

GRAHAM, Stephen, (2010). "Cities as Battlespace: The New Military Urbanism", *City*, 13:4, 383-402.

GROS, Frédéric, (2012). *Le principe sécurité*, Paris, Gallimard.

GUÉNIF-SOUILAMAS, Nacira, (2010). « 16. Le corps-frontière, traces et trajets postcoloniaux », dans : MBEMBE, Achille éd., *Ruptures postcoloniales. Les nouveaux visages de la société française*. Paris, La Découverte, « Cahiers libres », p. 217-229.

GUILLAUME, Philippe, (2001). *Johannesburg : géographies de l'exclusion*, KARTHALA Editions, 392 p.

GUINARD, Pauline, (2015). « De la peur et du géographe à Johannesburg (Afrique du Sud). Retour sur des expériences de terrain et propositions pour une géographie des émotions. » *Géographie et cultures*, 2015, Nr. 93-94, pp. 277-301.

GUMEDZE, Sabelo, (2007). "Regulating the private security sector in South Africa.", *Social Justice*, vol. 34, no 3/4, pp. 195-207.

HARVEY, David, (2010). *Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique*, Syllepse, Paris, 279 p.

HARVEY, David, (2013). "Class 12 Reading Marx's Capital Vol 2 with David Harvey", *youtube*.

HAUHOUOT, Asseypo Antoine, (2016). *Guide de travaux de géographie : master et doctorat*, L'Harmattan, 138 p.

HIBOU, Béatrice, (1999). *1. De la privatisation des économies à la privatisation des États. Une analyse de la formation continue de l'État*, Béatrice Hibou éd., *La privatisation des États*. Editions Karthala, pp. 11-67.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH, Myriam, VACCHIANI-MARCUZZO, Céline, (2009). « Un morceau de territoire en quête de référence : le centre commercial dans les aires métropolitaines en Afrique du Sud. », In : BOUJROUF, Sylvain, ANTHEAUME, Benoit, GIRAUT, Frédéric, LANDEL, Patrick-Antoine, « Les territoires à l'épreuve des normes : référents et innovations. Contributions croisées sud-africaines, françaises et marocaines. » Université Cadi Ayyad, *Revue Montagnes méditerranéennes*, pp. 129-147.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH, Myriam; VIVET, Jeanne, (2009). "Blurring the line: privatisation and publicisation at the Victoria & Alfred Waterfront, Cape Town.", *Privatisation of security in Sub-Saharan African cities: urban dynamics and new forms of governance. Cape Town, Durban, Ibadan, Johannesburg, Kano, Lagos, Nairobi, Maputo, Windhoek*.

HOYAUX, André-Frédéric, (2002). « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant: Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter. » *Cybergeo: European Journal of Geography*.

JACOBS, Sean, (2006). « Sur l'Afrique du Sud postapartheid et le devenir de la « nation arc-en-ciel » », *Politique africaine*, vol. 103, n° 3, pp. 5-26.

LEFEVRE, Henri, (1968). *Le droit à la ville, suivi de Espace et politique*, Paris, Anthropos.

LEFEVRE, Henri, (1974). *La Production de L'Espace (The Production of Space)*. Paris, Anthropos.

LEFRANC, Sandrine, (2004). « Villes-monde, villes monstres ? », *Raisons politiques*, vol. no 15, n° 3, pp. 5-7.

LESSAULT, Bertrand, (2004). « F. Hartog. Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps. Paris: Le Seuil, 2003. » *L'orientation scolaire et professionnelle*, n°33, pp. 479-483.

LÉVY, Jacques et LUSSAULT, Michel, (2013). *Dictionnaire de géographie et de l'espace des sociétés*.

LÉVY, Jacques, (1997). « Penser la ville: un impératif sous toutes les latitudes. » *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n°24.

LORY, George, (2015). « États de droit, société tourmentée », *Questions internationales*, Paris, La Documentation Française, n °71, pp. 45-51.

LOUVET, Sylvain, GAILLARD, Ludovic, (2019). « Tous surveillés : 7 milliards de suspects », *ARTE*.

MABIN, Alan, (1986). "Labour, capital, class struggle and the origins of residential segregation in Kimberley, 1880–1920." *Journal of Historical Geography*, vol. 12, no 1, p. 4-26.

MACCAGLIA, Fabrizio, MATARD-BONUCCI, Marie-Anne, (2014). *Atlas des mafias. Acteurs, trafics et marchés criminels dans le monde*, Autrement.

MAGNON-PUJO, Cyril, (2013) : « DES MERCENAIRES AUX COMPAGNIES DE SÉCURITÉ PRIVÉE Construction et pratiques de légitimation de la violence privée commerciale dans le système international », *Médecine & Hygiène* | « Déviance et Société »,4/ Vol. 37 | pp. 487-508.

MAGNON-PUJO, Cyril, (2016) « Une simple affaire de mots ? Construction d'un discours d'autolégitimation des compagnies de sécurité privée », *Critique internationale*, vol. 70, n° 1, pp. 137-158.

MAHARAJ, Brij, (1997). "Apartheid, urban segregation, and the local state: Durban and the Group Areas Act in South Africa." *Urban Geography*, vol. 18, no 2, pp. 135-154.

MAHARAJ, Brij, (2019). *11- The rise and Decline of Radical Geography in South Africa*, pp 315-326, In : BARNES, Trevor J.; SHEPPARD, Eric (Hg.). *Spatial Histories of Radical Geography: North America and Beyond*. John Wiley & Sons.

MARX, Karl et ENGELS, Friedrich, (2012). *Manifeste du parti communiste.*, Le livre de poche.

MAZEL-CABASSE, Charlotte, (2004). "The myth of Sophiatown and the Post-Apartheid urban reconstruction in Johannesburg: 2. Les figurants: trajectoires de vies dans l'Afrique du sud des années 1950 » *Université de Reims-Champagne-Ardennes*.

MORANGE, Marianne et SCHMOLL, Camille, (2016). *Les outils qualitatifs en géographie : Méthodes et applications*. Armand Colin.

NUTTALL, Sarah & MBEMBE, Achille (eds.), (2008). *Johannesburg. The Elusive Metropolis*, Durham-London, Duke University Press, 398 p.

- OLOUKOI Chrystel, (2015). *Nuits : objets de peur, objets de désir. Maboneng « Place of Light » au prisme des imaginaires et pratiques nocturnes*, mémoire de Master 1, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris.
- OLOUKOÏ, Chrystel & GUINARD, Pauline, (2016). « La nuit à Maboneng (Johannesburg, Afrique du Sud) : un front urbain entre sécurisation, marchandisation et contestation », *L'Espace Politique*[En ligne], 30 | 2016 n°3.
- ORAIN, Olivier, (2003). *Le plain-pied du monde. Postures épistémologiques et pratiques d'écriture dans la géographie française au XX^e siècle*, thèse de doctorat sous la direction de Marie-Claire Robic, Paris, université de Paris I Panthéon Sorbonne.
- PADDISON, Ronan, (1993). "City marketing, image reconstruction and urban regeneration.", *Urban studies*, 30. Jg., n°2, pp. 339-349.
- PARKER LEWIS, Heather, (2006). *God's Gangsters? The History, Language, Rituals, Secrets and Myths of South Africa's Prison Gangs*, ihilihili P.
- PHILIP, Alpers, PICARD, Michael et SIEBENS, James, (2020). *South Africa — Gun Facts, Figures and the Law*. Sydney School of Public Health, The University of Sydney.
- RAZAC, Olivier, (2009). *Histoire politique du barbelé* (rééd.), Champs-Flammarion.
- REPUBLIQUE OF SOUTH AFRICA, (2001). « Private Security Industry Regulation Act n°56 of 2001 ».
- REYNAUD, Alain, (1981). *Société, espace et justice: inégalités régionales et justice socio-spatiale*, Feni.
- RFI, (2020). « Le président maintient son idée de créer une « smart city » ».
- RIZZOLI, Fabrice, (2010). « Pouvoirs et mafias italiennes. Contrôle du territoire contre état de droit », *Pouvoirs* (n° 132), pp. 41-55.^[1]_[SEP]
- RODGERS, Dennis et JENSEN, Steffen, (2008). "Revolutionaries, barbarians or war machines ? ; gangs in Nicaragua and South Africa." *Socialist Register 2009 : Violence Today*, vol. 45, pp. 220-238.
- ROSIÈRE, Stéphane (ed.), (2008). *Dictionnaire de l'espace politique : géographie politique et géopolitique*. Armand Colin.
- ROSIÈRE, Stéphane, (2003). *Géographie politique [et] géopolitique: une grammaire de l'espace politique*, Ellipses.
- SACAREAU, Isabelle, STOCK, Mathis, KNAFFOU, Rémy, (2002). *Tourisme 1 : lieux communs*, Paris, broché.

- SASSEN, Saskia, (1994). *Global city*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- SATEL, Delphine, (2012). « VILLES-MONDES JOHANNESBURG – Escale 1 », *France culture*.
- SCOTT, Michael, (1964). « Afrique du sud, société anonyme », *Présence Africaine*, vol. 1, n° 2, pp. 60-75.
- SOJA, Edward, DUFAUX, Frédéric, GERVAIS-LAMBONY, Philippe, BUIRE, Chloé, DESBOIS, Henri, (2011). « La justice spatiale et le droit à la ville : un entretien avec Edward SOJA », [«Spatial Justice and the Right to the City: an Interview with Edward SOJA», traduction : Frédéric Dufaux], *justice spatiale / spatial justice*, n° 03 mars.
- SOUTH AFRICAN POLICE SERVICE, (2019). “CRIME SITUATION IN REPUBLIC OF SOUTH AFRICA TWELVE (12) MONTHS (APRIL TO MARCH 2018_19)”.
- SPARKE, Matthew B, (2006). “A neoliberal nexus: Economy, security and the biopolitics of citizenship on the border.”, *Political geography*, vol. 25, n° 2, pp. 151-180.
- STASZAK, Jean-François, (2008). « Qu'est-ce que l'exotisme ? », *Le Globe. Revue genevoise de géographie*, tome 148, *L'exotisme*, pp. 7-30.
- SZARY, Anne-Laure Amilhat et GIRAUT, Frédéric, (2015). “Borderities: the politics of contemporary mobile borders”, In : *Borderities and the politics of contemporary mobile borders.*, Palgrave Macmillan, London, pp. 1-19.
- TANG, Dorothy & WATKINS, Andrew, (2011). “Ecologies of Gold,” *Places Journal*.
- VIRCOULON, Thierry, (2005). « Quand la délinquance s'invite en politique : la politisation de la question criminelle dans la nouvelle Afrique du Sud », *Raisons politiques*, vol. no 17, n° 1, pp. 97-115.
- VOLKOV, Vadim, (2000). « Les entreprises de violence dans la Russie postcommuniste. », In: *Politix*, vol. 13, n°49, *Les mafias*, pp. 57-75.
- WEBER, Max, (1965). *Essais sur la théorie de la science*.
- WORLD POPULATION REVIEW, (2019). « Johannesburg population 2020 ». <https://worldpopulationreview.com/world-cities/johannesburg>

Annexes

Tableau des entretiens réalisés

Qui ?	Où ? Quand ?	Pourquoi ?	Type d'entretien
Marian , Cogérant du bar « Chez Herman »	Dimanche 16 février : 17 h, bar « Chez Herman », Fox Street, Maboneng <i>Precint</i>	Co-gérant du bar “chez Herman” situé sur Fox Street à Maboneng.	Semi-directif, formel
Dostin Lakika	Lundi 17 février : 14 h 20, dans son bureau, IFAS	Secrétaire de l'IFAS, thèse sur la réutilisation du « capital militaire » des ex-combattants congolais à Johannesburg.	Semi-directif, formel
Herman , gérant du bar « chez Herman »	Lundi 17 février : 17h, dans son bar	Gérant d'un établissement sur Fox street dans le quartier gentrifié de Maboneng.	Semi-directif, formel
Sanele	Mardi 18 février : 15 h	<i>Accelator</i> au centre commercial « Sandton City ».	Semi-directif, formel
Anonym guard	Mardi 18 février : 15 h 30	Garde armé au centre commercial Sandton City.	Semi directif, formel
David et son collègue	jeudi 20 février : 17h	Ils se disent businessmen et impliqués dans le “renouvellement urbain” du centre-ville.	Semi-directif, Formel
Michael Sutcliffe	vendredi 21 février : 8 h 15	Ancien directeur général des services de Durban	Semi-directif, formel
Bheka “Bright”	Samedi 22 février : 15 h 35	Organisateur de Township tour, pour Curiosity et d'autres établissements à Maboneng (indépendant)	Semi-directif, formel
Ntsika	Dimanche 23 février : 21 h 20	Agent de sécurité pour la compagnie en charge de la sécurité des rues du <i>precinct</i> de Maboneng.	Semi-directif, formel
Langa	Lundi 23 février : 11 h	Guide local pour le bâtiment « Art on Mains »	Semi directif, formel
Brij Maharaj , professeur UKZN	Jeudi 26 février : 14 h 30	Professeur de géographie urbaine à l'université du KZN.	Semi-directif, formel
Tshepo et Khanya	1er mars : 18 h 46	Deux jeunes qui pratiquent la ville de Johannesburg, une est résidente de Curiosity	Semi-directif, informel
Ricus	2 mars : 12 h 05	Coach en sécurité indépendant ayant créé sa propre compagnie.	Semi-directif, formel
Sarah Charlton	3 mars : 15 h 00	Professeure à l'université du Witwatersand, membre du laboratoire Cubes.	Semi-directif, formel

Trevor & Themba	3 mars : 18 h 58	Themba est un SDF qui effectue une activité lui garantissant sa survie dans le <i>precinct</i> (il vend des chaussettes) et Trevor est un ancien habitant des Cape Flats qui est président d'une association de copropriétaires d'un immeuble de Fox street, il possède plusieurs Airbnb.	Semi-directif, formel
Neo et Kay	5 mars : 11 h	Ils sont locataires d'un vaste garage dans Jeppetown et ont un projet d'aménagement ambitieux.	Semi-directif, informel

Exemple de tableau de questions pour un entretien avec Herman :

Parcours individuel	1/ Dans quel quartier résidez-vous ? 2/ Pourquoi avoir choisi Maboneng pour s'implanter ?	1.1/ Comment vous rendez-vous ici tous les jours ?
Implication	Comment vous êtes-vous lancé dans ce business ?	
Quotidienneté	1/ Comment s'organise votre journée ?	1.1/ Y a-t-il un moment ou vous ne vous sentez pas en sécurité durant la journée ?
Représentation sécuritaire	1/ Ressentez-vous cet endroit comme sécurisé ? 2/ D'un point de vue général, qu'est ce qui peut faire qu'un endroit est sécurisé selon vous ?	1.1/ Qu'est ce qui en fait un endroit sécurisé ?

<p>Ancrage spatial</p>	<p>1/ Avez-vous des stratégies spécifiques pour rendre votre lieu visible ?</p> <p>2/ Avez-vous votre propre dispositif de sécurité privée, en plus de celle chargée de surveiller Fox street ?</p>	
<p>Cospatialité</p>	<p>1/ Comment se passe les relations avec le voisinage ?</p>	<p>1.1/ Avec les habitants ?</p> <p>1.2/ Avec les autres établissements ?</p> <p>1.3/ Avec la sécurité privée chargée de sécuriser la rue ?</p>
<p>Historicité du lieu</p>	<p>1/ Depuis quand cet endroit du quartier Jeppetown a-t-il été réinvesti par Jonathan Liebmann.</p> <p>2/ Est-ce que le processus de gentrification s'intensifie, y a-t-il eu une extension de l'aire gentrifiée, ou bien au contraire est ce que l'activité est de plus en plus concentrée ?</p>	<p>1.1/ Quand en avez-vous entendu parler ?</p>

Différenciation/triage	<p>1/ Avez-vous des attentions particulières envers les touristes internationaux ?</p> <p>2/ Quelles relations entretenez-vous avec les personnes sans domicile, notamment les chiffonniers qui circulent dans le quartier ?</p>	
Limites du quartier	1/ Pensez-vous que ce lieu soit ouvert à tout type de personnes à Johannesburg ?	1.1/ Pourquoi ?
Représentation urbaine	<p>1/ Comment qualifieriez-vous Maboneng en tant qu'idée, en tant que mode de vie ?</p> <p>2/ Utiliseriez-vous le terme de « front urbain » pour qualifier ce quartier ?</p>	

Tableau 1 : Top 30 des stations de polices en nombre d'homicides enregistrés

Position	Station	Province	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	Case Diff	% Change
1	Nyanga	WC	300	279	281	308	289	-19	-6.2%
2	Delft	WC	163	143	183	195	247	52	26.7%
3	Khayelitsha	WC	146	161	179	192	221	29	15.1%
4	Inanda	KZN	179	169	207	203	209	6	3.0%
5	Philippi East	WC	87	122	150	205	185	-20	-9.8%
6	Mthatha	EC	92	122	127	160	181	21	13.1%
7	Umlazi	KZN	170	155	187	223	180	-43	-19.3%
8	Harare	WC	141	166	174	142	166	24	16.9%
9	Plessislaer	KZN	87	94	129	104	166	62	59.6%
10	Gugulethu	WC	165	184	136	182	155	-27	-14.8%
11	Mfuleni	WC	154	139	125	157	154	-3	-1.9%
12	Kraaifontein	WC	141	152	142	186	151	-35	-18.8%
13	Mitchells Plain	WC	141	119	103	140	148	8	5.7%
14	Bishop Lavis	WC	82	77	97	98	144	46	46.9%
15	Bethelsdorp	EC	89	137	117	127	143	16	12.6%
16	Lusikisiki	EC	102	110	115	97	127	30	30.9%
17	Jhb Central	GP	84	75	88	91	123	32	35.2%
18	Hillbrow	GP	58	103	89	98	111	13	13.3%
19	Jeppe	GP	72	80	88	125	111	-14	-11.2%
20	Kwazakele	EC	66	105	103	104	109	5	4.8%
21	Ivory Park	GP	98	81	122	108	106	-2	-1.9%
22	Moroka	GP	47	70	50	97	105	8	8.2%
23	Ngcobo	EC	80	83	77	89	103	14	15.7%
24	Kagiso	GP	63	79	97	101	102	1	1.0%
25	Ravensmead	WC	44	43	61	65	98	33	50.8%
26	Dobsonville	GP	82	65	79	89	97	8	9.0%
27	Kwamashu E	KZN	107	128	129	123	96	-27	-22.0%
28	Mariannahill	KZN	64	60	64	96	96	0	0.0%
29	Kwadabeka	KZN	59	66	59	62	95	33	53.2%
30	Orange Farms	GP	68	65	79	95	95	0	0.0%

Source : SOUTH AFRICAN POLICE SERVICES, 2019, p. 5.

Photo 6 : Sanele à son poste de travail



Source : Samuel Giraut, 2020

Photo 7 : Définition juridique du « service de sécurité »

"security service" means one or more of the following services or activities:

- (a) protecting or safeguarding a person or property in any manner;
- (b) giving advice on the protection or safeguarding of a person or property, on any other type of security service as defined in this section, or on the use of security equipment;
- (c) providing a reactive or response service in connection with the safeguarding of a person or property in any manner;
- (d) providing a service aimed at ensuring order and safety on the premises used for sporting, recreational, entertainment or similar purposes;
- (e) manufacturing, importing, distributing or advertising of monitoring devices contemplated in section 1 of the Interception and Monitoring Prohibition Act, 1992 (Act No. 127 of 1992);
- (f) performing the functions of a private investigator;
- (g) providing security training or instruction to a security service provider or prospective security service provider;
- (h) installing, servicing or repairing security equipment;
- (i) monitoring signals or transmissions from electronic security equipment;
- (j) performing the functions of a locksmith;
- (k) making a person or the services of a person available, whether directly or indirectly, for the rendering of any service referred to in paragraphs (a) to (j) and (l), to another person;
- (l) managing, controlling or supervising the rendering of any of the services referred to in paragraphs (a) to (j);
- (m) creating the impression, in any manner, that one or more of the services in paragraphs (a) to (l) are rendered;

"security service provider" means a person who renders a security service to another for a remuneration, reward, fee or benefit and includes such a person who is not registered as required in terms of this Act;

"security training" means any training, instruction or qualification required in terms of any law before a person may be registered as a security service provider or allowed to render a particular security service;

Source : REPUBLIQUE OF SOUTH AFRICA, Act No. 56 of 2001, c(1), 2001.

Table des figures

Carte 1 : Le Gauteng dans l’Afrique du Sud.....	p. 6
Carte 2 : La municipalité métropolitaine de Johannesburg dans le Gauteng.....	p. 6
Carte 3 : Lieux cibles de la recherche.....	p. 15
Carte 4 : Spatialisation de l’émeute xénophobe.....	p. 37
Carte 5 : Corridors de « redéveloppement » dans le precinct de Newtown.....	p. 44
Carte 6 : Trajectoires pendulaires, des échelles variables.....	p. 47
Carte 7 : Espace de la <i>walking zone</i> du Maboneng <i>Precinct</i>	p. 61
Figure 1 : Chorème de ville idéale du régime d’apartheid voulu par le <i>Technical Sub-Comitee</i>	p. 40
Figure 2 : Le visible et l’invisible de la frontiérisation du Maboneng Precinct un lundi soir	p. 52
Figure 3 : Schématisation de l’utilisation des <i>soft barriers</i>	p. 66
Figure 4 : Cercle vicieux de la surenchère sécuritaire.....	p. 80
Photo 1 : L’avenir mis en doute dans une société brutalisée.....	p. 31
Photo 2 : Placette enclose.....	p. 72
Photo 3 : Liste des « commodités » du Mall of Africa.....	p. 72
Photo 4 : Une <i>foodcourt</i> au cœur du Mall.....	p. 72
Photo 5 : « Espace public » dans un parking.....	p. 72
Photo 6 : Sanele à son poste de travail.....	p. 94
Photo 7 : Définition juridique du « service de sécurité ».....	p. 95
Tableau 1 : Top 30 des stations de polices en nombre d’homicides enregistrés.....	p. 93

Table des matières

Introduction	5
Contextes et conceptualisation du sujet.....	5
Objectifs de la Recherche.....	12
Méthodologie et limites.....	14
Réflexivité	17
Annonce du plan.....	21
1. Cadre théorique	22
1.1. État de l’art.	22
1.2. Pourquoi une approche radicale ?	26
2. Des espaces de l’insécurité à ceux de la sécurisation : spatialisation de l’offre et causes de la demande en matière de sécurité privée.	29
2.1. Historicité du fait violent sud-africain.....	29
2.2. Géographisation des insécurités.	39
2.3. L’ancrage spatial des compagnies privées de sécurité.	48
3. Investissements et distanciations sécuritaires, le jeu des échelles.	55
3.1. Les gentrifications pour une offre adaptative au marché, acteurs et enjeux.	55
3.2. Consommation et contrôle social.	60
4. L’aboutissement urbanistique du contrôle privé de l’espace dans un Johannesburg (« laboratoire »).	68
4.1. Un modèle global de ville vitrine.	68
4.2. Le centre commercial, hétérotopie postapartheid par excellence.....	70
4.3. Les défis à l’urbanité que pose un modèle sécuritaire standardisé.....	75
Conclusion	79
Bibliographie	82
Annexes	89
Table des figures	96

Résumé

Ce mémoire d'étape s'inscrit dans une démarche de terrain utilisant des outils qualitatifs pour faire une analyse des dispositifs de sécurité. Il a pour cadre l'agglomération de Johannesburg. Cette dernière est tout à la fois le pilier économique du pays sud-africain et un laboratoire en termes de polarisation socio-spatiale fondée aujourd'hui sur le capital plus que sur l'ethnicité. Depuis la fin de l'apartheid, l'explosion des différentes formes de sécurisation visibles et invisibles des espaces refaçonnent le paysage urbain de Johannesburg. Sécurisation et « insécurités » influent sur les quotidiennetés si ce n'est sur l'urbanité elle-même. Il est ici question de penser la production de l'espace par l'acteur qu'est la sécurité privée et comment il s'inscrit dans le processus de néo libéralisation de Johannesburg.

Abstract

This progressive master thesis is part of a field approach using qualitative tools to analyse safety devices. It takes place in the Johannesburg metropolitan area. The latter is both the economic pillar of the South African country and a laboratory in terms of socio-spatial polarization based today on capital rather than ethnicity. Since the end of apartheid, the explosion of different forms of visible and invisible securitization of spaces has reshaped the urban landscape of Johannesburg. Securitization and "insecurities" influence daily life, if not the urbanity itself. It is a question here of thinking about the production of space by the private security actor and how it fits into the process of neo liberalization in Johannesburg.

Mots clés : Johannesburg ; Sécurisation ; Espace Urbain ; Distanciation ; Peur ; Géographie radicale ; Géographie culturelle

Keywords: Johannesburg; Security; Urban Space; Distanciation; Fear; Radical Geography ; Cultural Geography